



7

2-d

29

otheca

oll. Rom.

Jesu

14. f



~~7. - 2. d. 29.~~

22. 2. 28.
III
19
A





RELATION

D E

l'Accroissement de la

PAPAUTÉ

Et du Gouvernement Absolu en

ANGLETERRE,

Particulierement

Depuis la longue Prorogation de
Novembre 1675. laquelle a fini
le 15. Fevrier 1676.
jusques à present.

Traduit en François de la Copie Angloise.



A HAMBOURGH,

Chez *Pierre Pladt*, Libraire, 1680.

RELATION

De l'Accroissement de la Papauté & du Gouvernement arbitraire en Angleterre.



Il y a plusieurs années que l'on s'estudie à changer la forme du gouvernement d'*Angleterre* en une absolue Tyrannie, & la Religion Protestante qui y est établie en un vray Papisme. On ne peut rien concevoir de plus défavantageux & contraire à l'intérêt, au bonheur, aux constitutions, & à la conservation du Roy & du Royaume que ces deux choses.

Car premierement si nous considérons la forme du gouvernement, les Rois d'*Angleterre* ne se gouvernent pas sur les mêmes termes que ceux des nations voisines. Ces derniers ayant par force ou par adresse usurpé la part que le peuple avoit au gouvernement, sont depuis plusieurs siècles en possession d'un pouvoir arbitraire, quoiqu'il n'y ait point de prescription qui le puisse rendre légitime, & l'exercent à la manière des Tyrans sur toutes sortes de personnes de quelque condition qu'elles soient: aulieu-

que le peuple d'*Angleterre* a encore aujourd'hui part à l'établissement des lois. La personne du plus chetif Anglois est représentée dans le *Parlement*, & il est par conséquent censé un de ceux qui établissent les lois par lesquelles le Prince est obligé par serment de se conduire soy mesme & son peuple. Jamais argent ne se peut lever que par le commun consentement de la Nation représentée dans le *Parlement*. La vie, le corps, les biens & la liberté de personne ne sont à la discretion du Souverain : mais, ce qui doit estre expliqué dans un sens modeste, nous avons le mesme droit sur nostre propre bien qu'a le Prince sur ses regales, & de mesme que contre un particulier de nostre voisinage nous avons dans tous les cas qui concernent le Roy, une suffisante protection à la Cour de *Westminster*, ou à la haute Cour du *Parlement*. Toutes ses justes prerogatives ne s'étendent pas plus loin qu'à ce que la loy luy accorde. Son grand sceau, qui est la legitime marque de sa volonté, ne peut obliger qu'entantque la chose est conforme aux lois. Il ne peut faire mettre personne en prison sur son simple brevet, & ne sauroit servir de temoin dans la cause de quiquece soit, la balance de la justice publique estant si delicate, que non seulement la main, mais aussi la respiration du Prince la peut faire aisément pancher du costé qu'il luy plaist. Rien n'est confié au

vou-

vouloir du Roy ; mais tout est soumis à son autorité : par ce moyen il ne peut faire injure à personne ny en recevoir , & un Roy d'*Angleterre* , qui garde ces mesures , peut se vanter sans orgueil qu'il est le seul qui entende bien à gouverner un peuple raisonnable. En reconnoissance d'un si bon gouvernement sous sa conduite , sa personne est tenue pour très sacrée & inviolable : quelques excez qu'il commette contre cette entière confiance qu'on a en luy , rien ne luy en est imputé , puisqu'il ne sauroit estre contraint : mais ses Officiers sont obligez d'en repondre , & sont punis pour les avoir permis. Son revenu est grand & certain : il est assigné sur toutes les cheminées du Royaume , sur la sueur des ouvriers , sur les rentes des payfans , sur l'industrie des marchands , & partant sur les biens des Gentilshommes. Ce revenu est plus que suffisant pour entretenir les dépenses ordinaires de la Cour , & en maintenir l'eclat. S'il arrive quelque cas extraordinaire , que l'on pretend exiger plus de frais , toute la Nation en quelque saison que ce soit , y contribuë largement de son bon gré. L'inclination du peuple à fournir même aux dépenses superflues du Roy , est si grande , qu'un etranger , ou un Anglois qui a demeuré long temps dans les pays etrangers , croiroit que les Anglois n'ont en cela ny volonté ny choix , & que la deman-

de d'un subside n'est qu'une pure formalité, puisqu'il est si promptement accordé. Le Roy est la source de tous les honneurs, & a de plus le droit de distribuer tant de charges lucratives, soit pour la conduite de sa maison, soit pour la recepte de ses revenus, soit pour le gouvernement de l'Etat, soit pour l'observation des lois, soit pour la Religion, soit pour la navigation, ou, ce qui n'est que depuis le retour du Roy, pour l'armée, qu'il semble que la Nation n'a pas assez d'honnêtes gens pour remplir dignement toutes ces charges.

Ainsi les Rois d'*Angleterre* ne sont en rien inférieurs aux autres Princes, si non qu'ils ont moins de pouvoir de faire tort à leurs sujets, & ont autant que quique ce soit, les occasions de vivre heureux, de faire paroître leur mérite, d'inspirer aux autres l'amour de la vertu, & d'en recompenser les effets. En un mot il n'est point de gouvernement qui approche plus de celui de *Dieu*, que quand le Monarque, comme doit faire le nôtre, enjoint de faire au genre humain tout le bien imaginable, & ôste le pouvoir de faire le moindre mal.

Le même bonheur que nous procure la forme de nôtre gouvernement, nous est encore plus procuré par nôtre Religion, vu qu'elle nous affranchit du joug de *Rome*, sous lequel un si grand nombre de Chrétiens gemit encore. Le Papisme est tel qu'on
ne

ne fauroit luy accorder le nom de Religion que par faute d'un mot qui exprime bien ses propriétés. On ne doit pas se servir à son egard de ces honnestes expressions dont il faut user en parlant des différentes opinions quel'on a sur la divinité. Ce n'est point un parfait Judaïsme, ny un vray Mahometanisme, ny un honnestes Paganisme. Il y a dans ces Religions une certaine *Bonafides* qui accompagne de tres extravagantes doctrines, & la sincerité de leur professions erronées les peut rendre plus excusables: mais la Religion Romaine est composée de toutes ces trois, & un extrait de tout ce qu'elles enferment de plus ridicule & de plus impie, outre bien d'autres absurdités qui luy sont toutes particulieres & ne se trouvent point ailleurs; & cet impertinent composé a esté inventé à plaisir, & inspiré à dessein par l'effrontée imposture des pretres sous le nom du Christianisme. Cette cinquieme Religion, qui est la dernière & la plus insolente de toutes les entreprises sur la credulité des hommes, me semble (quoyque dailleurs je ne sois pas ignorant des temps, des degrez & des manieres de ses progres) avoir principalement consisté à recevoir l'Ecriture pour la parole de Dieu & la regle de la foy & des mœurs, & de defendre en mesme temps de s'en servir, ou de ne la lire publiquement dans les Eglises qu'en *Latin*. Il n'est rien de plus propre à

frustrer l'intention du grand Auteur du Christianisme, qui l'a fondée d'abord sur le don extraordinaire des langues, que de défendre l'usage même des langues ordinaires, car admettant un livre qui est universellement reçu pour une règle divine, dont la lecture n'est permise qu'à quelques personnes, & étant confié à des trompeurs, ils ont l'occasion de corrompre, de supprimer ou d'interpréter selon leur fantaisie ces témoignages par lesquels le pauvre peuple espère le salut. Ce point étant une fois gagné, il ny a puis après rien de si monstrueux à la raison, rien de si éloigné de la vraie morale, ny rien de si contraire à l'Ecriture, qu'ils ne puissent seurement entreprendre : par exemple, l'Idolatrie du culte & de l'invocation des saints & des anges, de l'adoration des Statuës, des images & des reliques, laquelle n'est ny meilleure ny pire que celle des payens ; les miracles incroyables & les fables toutes visibles pour insinuer & établir ce culte religieux ; toute la Liturgie & le culte de la bienheureuse Vierge ; la recitation du *Pater Noster* & du *Credo* à l'honneur des saints ; le recit de l'*Ave Maria*, non à son honneur, mais à celui de quelques autres ; le service public qu'ils pensent faire seulement pour l'honneur de Dieu, quoy qu'ils le destinent en même temps à l'honneur d'un grand nombre de Creatures, qu'ils font en langue

étran-

etrangere , & qu'il embarrassent de tant de vestemens , consecrations , exorcismes , bruits sourds , aspersions , encensemens , & ceremonies , gesticulations & mouvemens ridicules , qu'il ressemble plutost aux ceremonies & aux enchantemens des for- ciers & des magiciens ; le refus de la coupe aux Laics ; la necessité de l'intention du prestre pour rendre le Sacrement valide ; la defense du mariage au Clergé ; la distinction des viandes ; la confession auriculaire & l'absolution , comme ils les pratiquent ; les penitences , les pelerinages , le purgatoire & la priere pour les morts. Mais la monstrueuse Transubstantiation surpasse encore en folie toutes ces impertinentes inventions par la quelle le corps glorifié de *Jesus Christ* , qu'on suppose estre dans le ciel , est à mesme temps vendu & crucifié tous les jours sur leurs autels. En verité *Dieu* peut , quand il luy plaist , faire des miracles : mais un prestre de *Rome* peut , ce semble , faire en un moment un million d'impossibilités. Ainsi par une croyance nouvelle & contraire à l'Ecriture , extraite des terreurs de la fantaisie , des absurdités qui combattent le sens commun , & de l'esclavage de l'esprit , leurs Laics ont rendu leurs ames vassales & tributaires de la trop puissante pretrise.

Certes il faut que je fasse justice à ceux qui avouent , qu'en consideration & en recon-

noissance d'une si fidele servitude ils ont dechargé le peuple de toute autre obligation & dependance , & affranchi de tout devoir envers Dieu & les hommes : jusques là que leurs plus severes & plus sçavans Theologiens & Directeurs de conscience les ont si bien instruits de toutes les manieres de tromper leur prochain & de se jouer avec le ciel , que si les escoliers estoient aussi habiles que leurs maistres , c'est depuis long temps que toute la vraye pieté & l'honnesteté commune auroit cessé parmy eux , & leur place auroit esté seulement possédée par l'Hypocrisie, la licence & les impostures si l'inclination vertueuse de quelques puissants & la simplicité du peuple, n'en eussent preservé plusieurs.

En effet il ny a qu'un temperament & une bonté d'esprit toute extraordinaire & aidée par la Grace de Dieu , qui puissent retenir dans quelques termes d'honnesteté ceux qui font profession de la doctrine des Casuistes ou de l'autorité du *Pape* , au sens qu'il la soutient & la pratique. Par ses indulgences il delivre les ames des peines de l'autre monde : ainsi qui refuseroit d'estre vicieux en ce monde sous une si bonne caution ? Par ses dispenses il annulle les contrats faits entre homme & homme , affranchit des sermens faits entre des Princes , ou entr'eux & leurs sujets , & donne dispense sur des cas que *Dieu* & la nature defendent. En qualité de Clerc du marché spirituel il

il met tous les crimes à prix : les plus énormes & les plus abominables sont les plus lucratives, puisque l'on paye pour les commettre autant que pour une grande rareté : desorte que, comme il s'ensuit de là, si les commandemens de Dieu ont esté seulement inventés pour eriger le tribunal de la Papauté, les Chrestiens les plus vicieux sont ses meilleurs chalands, & que par une semblable conduite Rome engage le peuple dans son Eglise, de mesme que les anciens Romains faisoient de leur ville un sanctuaire ouvert à tous les malfaiteurs. Et pourquoy non, s'il est vray que le pouvoir du Pape est aussi efficace & étendu qu'il le veut faire croire? qu'il a pouvoir sur les anges, le purgatoire & l'enfer? que son tribunal est le mesme que celui de Dieu? qu'il peut tout ce que Dieu peut faire, *Clave non errante*, & qu'il agit comme un Dieu & non comme un homme? qu'il est le chef universel de l'Eglise? qu'il est le seul interprete des Ecritures & arbitre des controverses? qu'il est audeffus des conciles generaux? que son pouvoir est absolu & ses decrets infailibles? qu'il peut changer la nature des choses, en faisant injuste ce qui est juste, & vertu ce qui est vice? que toutes les lois sont dans le cabinet de sa poitrine? qu'il peut au grand mepris des Diabes dispenser du nouveau Testament? qu'il est le seul Monarque du monde, & peut disposer selon son bon plaisir

plaisir des Royaumes & des Empires? Ce qui estant , ces termes, *Optimum* , *Maximum* & *supremum numen in terris*, ou ceux cy *Dominus Deus noster Papa* , ne sont point , comme l'on croit des marques d'une flatterie extraordinaire; mais c'estoit plustost une grande incivilité à celuy qui traitta un si puissant Prince du simple titre de *Vice-Dieu*. L'exercice de son pouvoir s'accorde fort bien en tout à ses pretentions. Il annulle les preceptes de *Jesus Christ* comme des choses bien conseillées & non point commandées; mais il pretend que c'est un tres enorme peché de revoquer en doute le moindre Article de sa Religion , & ordonne sous peine de damnation que tous les Chretiens se soumettent à son autorité , le refus de ces deux points si raisonnables, qui sont l'obeïssance aveugle à ses ordonnances, & la foy implicite à sa doctrine, estant le moins pardonnable de tous les crimes, & duquel il n'a pas droit de dispenser. Les Papes sont depuis quelques années plus moderés qu'auparavant à disposer des Royaumes, leurs entreprises ayant mal reüssi en quelques rencontres: cependant ils ne desistent point de cette pretention & leur testes de velours ne laissent pas encore de pousser. Pour faire agir cette pretention, si l'occasion s'en presente, il se tient toujours comme en action, anathematisant un Prince ou un autre tout les *Lundys* & les *Mardys*. Il ny a per-

personne, soit Prince, ou peuple qui condamnant ses usurpations, ne soit designé sous l'idée d'*Heretique*, & pour la ruine & le renversement duquel il ne puisse donner le signal, quand bon luy semble. Ce terme d'*Heresie* luy a servi durant plusieurs siècles pour justifier toutes les executions, les assassins, les guerres, les massacres, & les saccagemens, par lesquels sa croyance a esté repandüe, en temoignage de quoy nos jours ne manquent point d'exemples, & il y a lieu d'apprehender qu'il n'en arrive encore plus: car plus une chose est fausse & deraisonnable, plus son établissement requiert de cruauté; & l'absurdité ne se peut insinuer que par des voyes barbares. Or il ny a point de sectes religieuses qui possèdent plus ces qualités que le Papisme. Le défaut de revelation excuse dumoins en quelque maniere les Payens: les Juifs sont supportables, puisque leurs lumieres se bornent à l'ancien Testament: Mahomet a esté sincere pour avouer ce qu'il souhaittoit qu'on le crust, sçavoir le plus grand des Prophetes, & que sa Religion se doit establir & conserver par l'épée. Si toutes ces personnes là sont des ennemis, au moins ne sont ils pas des traistres. Mais le Pape faisant profession du Christianisme, ne laisse pas d'admettre des doctrines & des pratiques qui luy sont opposées, & pretendant d'estre le seul bon Chrestien;

persecute à mort ceux qui osent adorer l'Auteur de leur Religion au lieu de ce prétendu Viceroy.

Nonobstant toutes les tromperies des Papes, & leur hardiesse à corrompre tous les ecrivains, il est constant, qu'ils ont esté durant plusieurs siècles d'aussi bons Evêques que les autres, & n'ont jamais songé aux sept montagnes du pouvoir universel qu'ils possèdent aujourd'hui, & que même ils se sont opposés les premiers à une si grande prétention. Mais ensuite quelques-uns d'eux devenans plus sages, & forgeant une donation de *Constantin*, & tordant une autre donation de nostre Sauveur, ont avancé dans un siècle ignorant, credule & foible, que ces paroles, *Tu es Petrus, & super hanc Petram edificabo Ecclesiam meam*, sont un evident temoignage de la puissance temporelle & spirituelle, dont ils sont maintenant en possession. Il n'y eut jamais d'evêché ny de passage d'Ecriture, dont l'intérêt ait esté si bien menagé. Ainsi le Pape ayant en qualité de Vicaire, de *Jesus Christ* la fonction publique sous l'autorité d'un Prince invisible, a comme les Maires du Palais, déposé le Maître, & fait passer le gouvernement à une nouvelle lignée, qui est la succession des Papes. Mais à moins que d'estre extrêmement prevenu, peut on ignorer que des brigues intéressées & ambitieuses regnent dans leur election, & qu'à cha-

chaque vacance du Siege l'Eglise demeure long temps sans Chef, & jusques à ce que par la reünion des differents partis des Cardinaux le *St. Esprit* se declare pour un *Pape* de la faction de *France* ou d'*Espagne*. Cette succession est semblable à celle de ce Bœuf, l'Idole vivante du pays d'Egypte : car estant mort, ou rejeté par les Prestres, il y avoit un deuil public & general pour l'indigence d'une divinité, jusques à ce que les Prestres en eussent trouvé un autre tout semblable au precedent, & l'eussent avec de grandes rejouissances amené devant le peuple pour en estre adoré. Cette ceremonie n'enfermoit rien de plus opposé aux bons sens que ce qui est pratiqué dans le Papisme. En verité le plus grand miracle de l'Eglise Romaine est qu'elle subsiste encore, & que les portes du ciel n'ayent pas desja prevalu contre elle.

Il est presqu'inconcevable comment les Princes tolerent encore une autorité si pernicieuse & une doctrine si desavantageuse à tout gouvernement ; savoir qu'une si grande quantité de terres soit alienée ou, comme s'expriment les Papistes, condamnée à des œuvres pies ; que des millions de personnes parmy eux, savoir le Clergé & les Moines, vivant dans le celibat, frustrant la nature humaine s'ils vivent chastement, ou sont des adulteres si leur vie n'est pas pudique ; qu'ils soient affran-

chis

chis de tout travail & de toutes charges publiques , & soustraits de la juridiction temporelle ; qu'estant par sermens & par vœux obligés d'obeir au Pape , ils n'ont point pour la fidelité qui est due au Souverain ; que mesme non seulement le Clergé , mais aussi tous les Laïcs de la même communion sont obligés de se revolter contre leur Roy, aussitost que le Pape le commande. Et combien y a-t-il de Princes voisins qui se contentent, ou se résolvent de regner sous ces conditions ? puisqu'elles leur sont si deshonorables & si pernicieuses , il faut que de grandes & pressantes raisons les contraignent de s'y soumettre ? Est ce par la crainte de leur propre vie , ayant oüï peutestre dire que l'aveugle obéissance des zelez Papistes aux ordres du Pape a plusieurs fois entrepris sur la vie du Prince ? Est ce plutost qu'aspirant à une domination absolue & tyrannique , ils se souviennent de l'accord qui se fit entre *Boniface* & *Phocas* , dont celuy la fut un Evesque usurpateur , & celuy cy un Empereur usurpateur , & que cette fourbe de mesme que les autres , doit estre menagée par des alliances ? Il y a en cecy , autant que je puis concevoir , plus de lascheté que de politique du costé des Princes , & ce que l'on pretend que le motif de Religion est le plus propre à s'assujettir les hommes , n'est ny plus ny moins que ce que les *Bramins* couchant avec une fem-

femme la premiere nuit de ses nopces , con-
vaint un mari qu'elle sera plus feconde &
luy fera toujours fidele.

Cette reflexion sur l'état de nos voisins
au regard de la Religion , decouvre suffi-
samment nostre bonheur , & m'épargne la
peine de le demontrer par d'autres argu-
ment que ceux qui se tirent de la regle des
contraires : nostre Religion estant appuyée
sur des points entierement opposez aux er-
reurs cydessus mentionnées ; nostre do-
ctrine estant conforme aux principes de la
premiere institution du Christianisme ;
l'Episcopat estant formé sur ce premier mo-
dele , & la puissance de nos Ecclesiastiques
ne renversant point la civile , mais plutost
l'une & l'autre concourant à inspirer la fi-
delité qui est due au Souverain. Ce qui
fait qu'il n'y a personne, soit Prince ou peu-
ple qui soit plus difficile à reconcilier avec
l'Eglise Romaine que les Anglois.

Car si premierement nous envisageons
nos obligations envers Dieu , quelle appa-
rence y a t-il que tout un peuple instruit de-
puis si long temps des celestes verités & tou-
jours entretenu dans leur connoissance ,
veuille marcher au milieu des tenebres de
si epaisses superstitions ? Et bien qu'on ait
d'ordinaire plus de soin des interets de cet-
te vie que de ceux de l'autre , le renonce-
ment des Anglois à la Religion Protestante
paroist encore plus impossible à cet egard ,
puis-

puisqu' outre les abominables exemples & les facheuses consequences du Papisme qui ont paru dans les pays Etrangers, & par lesquelles nous pouvons devenir sages aux depens de nos Voisins, ce que nous en avons nous mesmes senti, nous touche de si pres, qu'il est capable d'inspirer de la prudence aux fous: par exemple, tout le regne de *Marie*, durant lequel les Papistes firent un foyer de Protestans; l'excommunication & la deposition de la Reine *Elizabeth* par le Pape, soutenues par tant de trahisons & attentats que de ses sujets mesmes faisoient contre sa personne, & l'irruption des Espagnols en 88; les deux brefs du Pape pour exclurre le Roy *Jaques* de la succession à la Couronne, secondés par l'entreprise de *Gunpowder*; la part qu'ils ont eue à la guerre civile d'*Angleterre*; la rebellion d'*Irlande* & l'horrible massacre des Protestans arrivé du temps du Roy *Charles Premier*, & qui pis est, l'insolence qu'ils avoient d'assurer qu'il avoit esté fait par ordre du Roy & sous le grand seau; la hardiesse du Nonce du Pape à s'arroger & exercer en *Irlande* l'autorité spirituelle & temporelle, donnant des commissions sous son propre seau, cassant le traité de paix conclu entre le Roy & les Catholiques liguez, pour me servir de leur expression, commandant deux armées contre le Marquis d'*Ormond*, alors Seigneur Lieutenant, & en-

enfin le forçant de sortir du Royaume : ce qui tourna depuis à la ruine du Roy & de sa reputation & du gouvernement, & sans laquelle rebellion ces malheurs ne feroient jamais arrivés. Ainsi nous pouvons conter les regnes de nos derniers Rois par une suite de conjurations que les *Papistes* ont formées contre eux. Et quoyque nous n'ayons pas encore vu sous le Roy d'aujourd'hui des effets plus palpables de ce mesme esprit que l'incendie de *Londres*, de quoy l'on doute pourtant (ce feu fut commencé par *Hubert* lequel fut gagné par *Pieddelon*, tous deux François) il ne le faut pas imputer à la bonne nature ny à de meilleurs principes de cette Secte ; mais à la prudence de sa Sainteté, qui sait que n'estant pas du nombre des derniers Protestans qui luy estoient si formidables, nous ne meritons point de ressentir des marques particulieres de son indignation, & qu'il se peut mieux servir de nous pour affoiblir ceux de nostre Religion, & que s'il ne nous inquiete pas, c'est qu'il y en a parmy nous qui nous mettent doucement dans le chemin de nous reconcilier avec luy.

Ces continuelles & recentes exemples qui regardent la Couronne, & des pretentions immediates & obstinées du Pape sur le temporel & les domaines des Royaumes d'*Angleterre* & d'*Irlande*, sont au Roy de suffisantes raisons pour s'en donner de garde, & au

au peuple de bonnes assurances , qu'il y a peu d'esperance de le seduire, la Religion Protestante estant aussi inseparable qu'elle est, de leur interest seculier, car les terres qui furent aux premiers temps appliquées à des usages superstitieux, ayant esté confisquées, & puis alienées & vendues à plusieurs particuliers, le changement de Religion introduiroit necessairement un changement de propriétés; *Nullum tempus occurrit Ecclesie.* Cela feroit un general remuement dans toute la Nation, & d'un autre costé le Clergé de Rome attireroit à soy la douce odeur de tant de riches Abbayes & Monasteres qui ont appartenu à leurs Predecesseurs. Il n'y a point de bien considerable en *Angleterre*, dont il n'eust quelque piece sous ombre de pieté, & tout le reste seroit sujet à estre confisqué sous pretexte d'Herésie. Un autre droit sur les cheminées seroit encore levé pour payer au Pape le vieux denier de *S. Pierre* comme un tribut, outre celuy qui se tire pour sa M. & le peuple bien loin d'estre exempt de ces decimes moderées qui se payent avec peine aux Ministres Protestans, seroit exposé à toutes les exactions de la Cour de Rome, & on employeroit mille artifices dont l'on s'est autrefois servi, pour nous plumer plus qu'aucune autre Nation. Il s'ensuit de là qu'il ny a point d'*Anglois*, pourvu qu'il ait une

une ame, un corps & des biens à sauver, & aime Dieu, son Roy & sa patrie, qui ne soit dans toutes ces vues obligé de se sacrifier pour le maintien de la Religion Protestante.

Cependant il y a des gens parmy nous, & vivant sous des lois aussi parfaites & legitimes que les nostres, qui ont entrepris & taschent d'introduire la servitude Francoise, & de bastir l'Idolatrie Romaine sur les ruines de nostre Religion, quoyque l'une & l'autre entreprise soient un crime de haute trahison : car comme sur le sujet du gouvernement si de massacrer le Roy, est une action horrible, comme il l'est effectivement, combien plus odieux est l'assassinat du Royaume ? Personne ne peut nier que le changement de nostre gouvernement en une monarchie absolue ne soit un aussi grand crime d'état que ce mesme changement en republique, les mesmes raisons etablissant l'un & l'autre de ces deux points.

Ce qui est vray par rapport à l'état, a aussi lieu à l'égard de nostre Religion. Les precedens Parlemens ont jugé coupable de haute trahison quiconque se mettroit en devoir de ramener à l'Eglise Romaine le moindre des sujets du Roy : & ce Parlement outre les peines portées par la commune Loy a rendu incapables de posséder des charges, tous ceux qui auroient la hardiesse de dire que le Roy est Papiste ou fauteur



teur du Papisme. Ces mechans hommes donc ne sont ils pas des gens sans loy , des ignorans Athées, & de maudits Traistres, qui taschent de corrompre toute nostre Eglise, &, dequoy la seule mention merite chatiment, d'effectuer ce dessein, en renversant à l'*Italienne* la Religion, & le gouvernement, & de tuer les corps, & de damner les ames de toute la Nation.

Si c'estoit de ces vieux honnestes Cavaliers qui ont souffert pour le service du feu Roy, il leur pourroit estre permis, lorsqu'en *Printemps* ou en *Autonne* l'ouverture de leurs blessures leur cause des douleurs, de croire qu'un gouvernement arbitraire seroit un souverain baume contre le mal qu'ils ressentent, & de s'imaginer qu'il ny a point d'onguent qui les puisse guerir, que la mouffe qui croist sur le crane de leurs ennemis. Quand ils prendroient, quoy qu'à tort, ce long *Parlement* pour le fauteur des Rebelles, & croiroient, bienque toutes les circonstances soient alterées, que la necessité de luy courir sus en toute fidelité, subsiste encore, leur age & le temps où ils ont vecu, les pourroient excuser. Mais ces dignes Gentilshommes sont trop genereux, trop bons Chrestiens & sujets, trop affectionnés au bon gouvernement d'*Angleterre* pour estre capables d'une telle impression: aulieuque nos *Conjurés* n'ont pas une seule goutte de leur sang, ny rien du cœur d'un

d'un Cavalier , puisqu'ils les ont fait mourir de faim , & se sont rejouis & divertis de leurs miseres , rendant ainsi & leurs personnes & leur propre cause presque ridicules , lorsqu'ils pretendent de posséder les qualités de ces Cavaliers.

S'ils estoient de ces Conjurés qui s'avouent papistes , ils sembleroient plus honnestes & moins dangereux , & leur Religion seroit est responsable des fautes qu'ils commettent par l'affection qu'ils ont pour l'avancer. Qui n'approuvera l'ingenuité (je demande excuse si je ne la designe point par un terme plus propre) du Chevalier *Thomas Strickland* , Seigneur *Bellasis* , du feu Seigneur *Clifford* & autres , eminens par leurs charges ? Car ayant tres long temps paru les plus zelez enfans de nostre Eglise , aussitost que l'acte de faire serment contre le Papisme fut publié , ils prirent la croix , & plutost que de fausser leur croyance , renoncerent à leurs charges & à toutes les esperances de l'avenir , quoy qu'ils fussent de qualité , possédassent beaucoup de bien , & eussent sans flatterie autant de merite , soit pour la guerre , ou pour la paix , que ceux qui sont demeurés en charge. La generosité sans pareille de Son Altesse Royale sur ce sujet est encore bien plus admirable , l'Histoire ne fournissant peut-estre aucun exemple de Prince qui ait changé de Religion en de pareilles conjonctures. Mais
ces

ces personnes qui ont pris l'œuvre en main, ne se conduisent point par des motifs de Religion : ces hommes assurez qui sont au-dessus de l'honneur & de la Conscience, sont engagez par tous les tres sacrez liens de la malice & de l'ambition de procurer la ruine du Roy & du Royaume, & d'employer leur grande autorité & l'apparence de bons Protestans pour faire réussir ce mechant dessein.

Estant difficile de trouver icy assez de Complices, qui fussent propres pour un si noir dessein, ils eurent besoin d'un dos à leur tranchant : c'est pourquoy ils se joignirent à la *France*, le Roy de *France* estant doité de toutes les qualités qui dans un Prince peuvent passer pour vertus, & dans un particulier seroient de grands vices ; & de plus si abondant en richesses que personne ne pouvoit si bien que luy faire réussir leur damnable entreprise. Si l'on ajousté à ces considerations qu'il est le maistre de la puissance absolue, le Monarque presomptif de la Chrestienté, le Champion déclaré du Papisme, & l'ennemi hereditaire, naturel & inveteré de nostre Roy & de nostre Nation, il estoit en tous egards le plus capable de tous les Princes de la terre, de les recompenser & de les maintenir dans l'exécution d'un projet, qui s'accorde entierement avec son inclination & son interest.

Qui-

Quiconque voudroit decrir en detail tout ce qui s'est premierement & depuis peu passé sur ce sujet, auroit de quoy faire un juste volume d'Histoire. Pour moy, j'ay seulement dessein de faire une courte relation de ce qui s'est passé de plus considerable dans l'assemblée du *Parlement* 15. *Fevrier* 1676. selon ce qui en est venu à ma connoissance, & peut employer de meilleures plumes que la mienne, & ceux qui ont plus de loisir & d'occasion de decouvrir & de communiquer ces choses au public. Cela demonstrea par le progres de bien peu de semaines comment ils se sont rues sur le cou du Roy, du peuple, de la Religion & du gouvernement, & que selon toute probabilité humaine ils sont sur le point de parvenir triomphans au bout de leur carriere. Je ne seray pourtant pas si court, que je laisse le Lecteur denué du fil propre à se conduire soy mesme dans un labyrinthe si embarrassé & entremeslé d'intrigues, je seray aussi court que cette copieuse & surabondante matiere la permettra, dans la deduction de l'ordre, tant de nos affaires que des *Estrangeres*, comme elles nous conduisent à cette Seance.

On fait bien, & plust à Dieu que l'on s'en souvinst de mesme, quelles furent les amorces & quel fut le succez de la guerre commencée par les *Anglois* en 1665. contre les *Hollandois*; quelles grosses sommes four-

nit le peuple pour lever & entretenir une armée, que cependant on ne mit point de flotte en mer, & que pour sauver les munitions on laissa bruler ou prendre dans le port la meilleure partie de la flotte royale; comment durant cette guerre les François se joignirent aux Hollandois contre nous, & par le credit qu'ils avoient auprès de la Reine Mere, ils remplirent tellement l'esprit de S. M. de la confiance que les Hollandois ne mettroient point cette année de flotte en mer, qu'il negligea de se preparer, ce qui luy attira une notable perte & une disgrâce à *Chatham*; enfin qu'après cette fatale conclusion de toutes nos Campagnes sur mer, comme nous estions obligez de cette guerre aux François, nous fusmes bien aises de recevoir la paix par leur faveur, laquelle fut conclue à *Breda* entre l'*Angleterre*, la *France* & la *Hollande*.

S. M. eut depuis le loisir de remarquer, comment les François, durant que nous estions encore foibles & dans le trouble, avoient en 1667. contre tous les plus solempnels & sacrés sermens & traittés, envahi & pris une grande partie des *Pays Bas Espagnols*, qui avoient toujours esté considérés comme une frontiere naturelle de l'*Angleterre*: sur quoy S. M. jugea qu'elle devoit interposer son autorité, avant que la flamme qui consumoit son voisinage, lançast des etincelles pardela la mer. C'est pourquoy

quoy evitant genereusement toutes pointilles de ceremonies & tout sujet d'animosité, quand il s'agit du salut du peuple & du repos de la Chrestienté, il envoya le premier des Ambassadeurs en *Hollande*, pour l'inviter à une plus étroite alliance, & pour entrer avec ses Deputés en des deliberations capables d'appaiser les desordres publics causés par l'irruption des François. Ce fut l'œuvre de la pure volonté de S. M. & aussi réussit elle bien, par un coup de ce bonheur qui l'a toujours accompagnée, lorsqu'eloignant de soy la Politique des autres, elle a suivi les conseils de sa propre sagesse Royale. C'est une chose presque incroyable, quoyque vraie, que deux traités d'une aussi grande consequence, autant enveloppés d'intrigues, & tendant à d'aussi différentes fins que la Ligue defensive avec la *Hollande*, & le traité fait pour arrester les progresz de la *France* dans les *Pays Bas Espagnols*, ayent esté conclus en 5. jours, 1668. Telle fut la diligence & le secret qu'on employa dans la poursuite des instructions particulieres de S. M. & c'est une chose aisée aux Princes quand ils ont l'esprit de s'y bien faire servir. La *Suede* fit trop tost après le troisieme dans ce concert, soit qu'elle jugeast prudemment que durant la minorité de son Roy regnant sur plusieurs *Pays* nouvellement conquis il estoit de son interest d'avoir une main dans tous

les Conseils , pour se maintenir dans la paisible jouissance de ses nouvelles conquestes ; soitqu'effectivement ses Ministres, semblables aux nostres , eussent resolu d'entrer dans une si glorieuse alliance , afin de la trahir après, & de cette trahison en tirer de grands avantages pour eux. Depuis que la *Suede* y fut entrée, on l'appella la *Triple Alliance*. S. M. suivant le 7. Article continua de bonne foy à inviter d'autres Princes de prendre part à la garantie de ce traité, & de plus à cultiver luy mesme par de bons moyens ce qu'il avoit semé. Mais ces desseins, qui avoient eü leur effet au grand contentement de la Nation & à l'honneur eternel du Roy , furent tout changés en fort peu de temps ; & il sembla que ces traittés avoient aussitost perdu leur vertu, que la cire devient froide. Le Roy n'ayant vu depuis long temps *Madame* son unique sœur survivante, l'alla trouver à *Douvres* au mois de *Juin* 1670. où l'on passa fort agreablement le temps. Comme les Princes se voyent plus rarement que les particuliers, aussi quand ils le font, leurs civiles entrevues sont ordinairement solennisées par quelque sorte de fatalité & de desastre , de quoy il ne parut rien dans cette visite : mais elle mourut immédiatement après son retour en *France*. On deputa aussitost icy le Marquis de *Belfonds*, & l'on envoya en *France* une personne fort relevée.

De-

Dévantque les perquisitions & les plaintes de la mort eussent esté rabatues, il se fit en un moment au prejudice de la *Triple Alliance* une Ligue invisible avec la *France*, & dans les plus forts termes de tendresse & d'affection : comme si l'on n'eust point trouvé quelque philtre d'état dans le corps de la Princesse, lorsqu'on en fit la dissection : ou que la reconciliation avec la *France* ne devoit pas estre celebrée par un moindre sacrifice que par celuy du sang Royal d'*Angleterre*. La suite repondra à un commencement si fatal. Mais comme ce traitté fut une œuvre de tenebres, & que personne n'en a pu rien comprendre ny decouvrir que par les effets, nos Conjurés jugerent à propos que selon la vieille coustume le Parlement fust trompé dans les fins pour les quelles il accorderoit de nouveaux subsides. Il s'assembla le 24. *Octobre* 1670. Ce n'est qu'avec bien de la peine que j'ay pu recouvrer une Copie Manuscrite de la harangue du Seigneur *Bridgeman*, ayant esté defendu d'en imprimer aucun exemplaire, sans doute depeurque la plus grande & la plus manifeste de toutes les perfidies qui ayent jamais esté, quoy qu'il s'en soit pratiqué plusieurs contre la Nation, ne vint à la connoissance du public. On ne peut pas soupçonner cet Honorable Seigneur d'avoir donné les mains à ce qui estoit alors projeté, puisque dans le temps que la con-

joncture des choses faisoit concevoir de belles esperances du projet , il fut depouillé de sa charge , & l'on osta en mesme temps à luy , au Prince *Rupert* , au Duc d'*Ormond* & au dernier Secrétaire *Trevor* la commission des affaires Etrangères. Il harangua ainsi.

Messieurs , & vous Mrs. les Chevaliers , Citoyens & Bourgeois de la Chambre des Communes.

Lorsque les deux Chambres furent adjournées la dernière fois , ce jour , comme vous le savez , fut destiné à vous rassembler. La Proclamation qui s'est depuis publiée pour votre convocation , fait non seulement voir que le Roy croit que les affaires auront un meilleur succès quand les Chambres seront complètes , mais aussi que les affaires pour lesquelles vous estes assemblés , sont importantes. Et elles le sont aussi. Vous n'ignorez pas que les François & les Hollandois ont levé de grandes forces tant de terre que de mer , & les ont presentement à leur service , & qu'ils continuent à augmenter leurs preparatifs , à lever des soldats , à bastir des vaisseaux , à remplir leurs magasins , & à amasser en grande quantité toutes sortes de provisions de guerre. Depuis la dernière guerre de Hollande , le nombre & la grandeur des vaisseaux des

des François ont tellement augmentés, que leur force par mer est trois fois plus grande qu'auparavant. Comme nos Voisins arment si puissamment, il est de la prudence que sa Majesté leve des forces suffisantes pour se conserver dumoins en paix avec ses Voisins, si sa flotte ne surpasse la leur en force & en nombre de navires : car la sûreté, le trafic, la conservation & les richesses d'une isle dependent d'une bonne flotte.

C'est pourquoy S. M. songeant au bien de son peuple, a donné ordre de tenir prests cinquante de ses plus grands navires pour le printemps, outre ceux qui doivent accompagner nos Marchands de la Mediterranée, prevoyant bien qu'estant depourvu d'une considerable flotte, durantque les Voisins ont de si grandes forces & sur mer & sur terre, ceux qui semblent maintenant n'avoir nul mauvais dessein contre nous, pourroient se servir de cette conjoncture pour nous faire recevoir quelqu'affront, & peut estre quelque dommage.

On peut ajouster à cecy, que S. M. par les alliances qu'elle a faites pour le maintien de la paix de la Chrestienté & le bien de son Royaume, est obligée d'entretenir un certain nombre de forces en cas de rupture de paix, & pour assister ses Voisins en cas d'invasion. Eneffet S. M. se trouveroit dans un tres mauvais etat pour executer cet article de l'alliance, si durantque les nues s'épaississent sur nous, elle ne songeoit pas à se pourvoir

contre la tempeste, dans l'esperance que le vent les dissipera.

Messeigneurs & Messieurs ; vous ayant declaré les alliances que S. M. a faites, je crois qu'il est à propos de vous faire souvenir que S. M. a depuis la fin de la derniere guerre fait plusieurs alliances qui tournent à sa gloire & à un indicible avantage de la Nation.

L'une s'est faite sous le nom de la Triple Alliance, par laquelle S. M. la Couronne de Suede & les Estats des Provinces Unies se sont engagez de maintenir le Traité d'Aix la Chapelle, lequel concerne une paix faite entre deux Princes qui estoient actuellement en guerre. Cette paix a produit ce bon effet qu'elle a eteint le feu qui estoit prest de mettre toute la Chrestienté en combustion ; & outre d'autres grands avantages qu'elle a apportez, elle a donné occasion d'envoyer leurs forces contre les Infideles, qui sans cela auroient leurs sabres teints du sang des Chrestiens.

S. M. en a fait une autre avec les dits Estats pour se secourir mutuellement : c'est pourquoy ils se sont obligez d'entretenir un certain nombre d'hommes & de vaisseaux, en cas qu'on fasse irruption dans les pays de l'un ou de l'autre.

S. M. a fait un autre Traité avec le Duc de Savoye, par lequel les sujets du Roy peuvent librement trafiquer à Villefrance, qui estant un port de la Mediterranée, & faisant partie des domaines de ce Prince, ouvre le passage dans
une

une riche partie d'Italie & une partie d'Allemagne : ce qui contribue merveilleusement à la vente de nos etoffes & de nos autres denrées, & au transport des foyes & autres choses dont nous avons besoin pour nos manufactures.

Un autre Traité s'est fait entre S. M. & le Roy de Dannemarc, qui ôste les impôts qu'on avoit mis sur nos marchandises. Nos marchands ont présentement autant de privileges qu'ils en ayent jamais eus, ou que possèdent les sujets d'un autre Prince ou Etat.

Il s'est fait un autre Traité avec l'Espagne, par lequel les Espagnols n'ont pas seulement cédé à S. M. toutes leurs pretentions sur la Jamaïque & autres Isles & pays des Indes Occidentales possédés par S. M. ou par ses sujets; mais ils ont encore accordé aux sujets de S. M. d'entrer dans leurs ports pour s'y rafraichir d'eau & de vivres, & le droit de giste & de retour, si la tempeste ou d'autres accidens les y amènent. Ces privileges n'ont jamais esté cy devant accordés aux Anglois ny à d'autres peuples.

Je ne fais point mention des alliances cy devant faites avec la Suede & le Portugal, & des avantages qui nous en reviennent; ny de ces Traités qui subsistent présentement entre S. M. & le Roy de France, ou entre S. M. & les Estats des Provinces Unies touchant le commerce, en quoy S. M. aura un egard particulier pour l'honneur de la Nation, & la facilité du

commerce , lequel n'a jamais esté plus grand qu'il est.

En un mot , presque tous les Princes de l'Europe recherchent l'amitié de S. M. sachant bien que sans elle ils ne peuvent assurer , & encore moins améliorer le present état de leurs affaires.

S. M. s'assure que vous ne voudriez pas la voir depouillée de tous les avantages qu'elle peut par le moyen de ces alliances procurer à son Royaume , & mesme à toute la Chrestienté , qu'elle maintient en repos ; n'y voir de bon œil la flotte de nos Voisins beaucoup plus forte que cy-devant , & nostre gouvernement agité tout les ans de brouilleries & hors d'état d'armer une flotte égale à la leur. S. M. trouve dans ses comptes que depuis l'an 1660. jusques à la dernière guerre la dépense ordinaire de la flotte, Communibus annis, monte à 500000. l. par an : ce qui ne se peut point faire sans perte.

Si cette seule particularité revient à une si grande somme , à quoy il faut ajouster les autres charges ordinaires du gouvernement , & que si le revenu , quoy qu'il ait esté par les Commissaires de la Tresorerie menagé avec toute l'épargne possible , ne suffit point pour payer les dettes prises à interest , il peut encore moins servir d'un fonds pour équiper une flotte, laquelle selon l'estimation des experts ne sauroit moins couster que 800000. l. S. M. dans le discours qu'il luy a plu de vous faire , a temoigné beaucoup , de reconnaissance de l'affection que vous luy avez
fait

fait paroître , & bien du souvenir de vostre précédente promptitude à l'aider dans ses besoins. Elle vous remercie aussi tres particulièrement du don gratuit que vous luy avez fait à vostre dernière assemblée par un nouvel impost sur le vin. Mais cela est bien peu pour les desseins qu'on a-voit de faire quelque chose de remarquable , & pour subvenir à ses besoins : c'est pourquoy S. M. souhaite de vous que vous la mettiez en etat de payer ses dettes & d'equipper une flotte pour le printemps prochain : ce qui regarde l'honneur & le maintien du gouvernement & la conservation de vous mesmes & de tout le Royaume.

Messeigneurs & Messieurs, vous appercevez par ce que S. M. a desja dit qu'elle juge à propos que vous vous separiez avant Noël. Ce n'est pas seulement en vuë de l'equipage de la flotte qui doit estre presté au printemps ; mais aussi à cause de la saison ; c'est le temps que vous desireriez d'aller à vos Maisons, que vos Voisins se rejouiroient de vous y voir, & d'avoir part à vostre conversation & à vostre charité ; & que vous devriez gagner leur affection pour vous conserver dans leur esprit ce credit & ce pouvoir, qui est necessaire au service de vostre patrie. Mais si vous vous separiez reservant jusques à vostre retour de mettre fin aux affaires presentes, ce ne vous seroit pas à present une chose qui vous fust commode & avantageuse aux affaires de S. M. lesquelles requierent & vostre diligence & des marques de vostre affection envers elle.

Il n'estoit pas necessaire de faire un si long detail des alliances ou traittés faits ou à faire: Car mesme *Ville Franche* estant un port tres considerable situé sur la *Mediterranée*, & deplus ouvrant le passage à une riche partie d'*Italie* & à une partie d'*Allemagne*, sonna si haut, qu'elle seule estoit capable de charmer les plus prompts Membres de la Chambre des Communes pour consentir à une taxe, & d'en justifier la necessité parmy les differens de la Nation. Mais en verité la *Triple Alliance*, estant une hameçon dans les narines des François, fut si agreable & jugée si avantageuse au pays, que le Parlement qui soit qu'il y ait paix ou guerre, a coustume de nous faire payer pour cela, ne pouvoit pas souhaiter un plus beau pretexte pour colorer sa liberalité.

C'est pour cette raison bien qu'outre les sommes immenses fournies dans la premiere guerre des Hollandois, il eust donné pour 8 ans au mois d'Avril dernier une augmentation d'impôts sur le vin, montant à 560000. l. & eust confirmé la vente des rentes des fiefs: ce qui n'estoit pas le moindre de leurs dons, faisant une partie du revenu public, & montant à la somme de 1800000. l. il ne laissa pas sur le rapport de cette circonstance par le Seigneur *Garde du grand sceau*, d'accorder encore aussitost & d'un commun consentement un Sheling pour livre sur la réelle valeur de toutes les terres,

ou-

outre plusieurs autres clauses beneficielles, à commencer du 24 Juin 1671. jusques au 24. du mesme mois 1672. Il augmenta de plus pour 6 ans l'accise sur la biere, l'ale &c. à compter du 24. Juin 1671. & enfin un subside sur tous ceux qui voudroient plaider, lequel subside commenceroit le 1. May & dureroit 9 ans. l'Addition de ces 3 Bills fait du moins 2500000 l.

Ainsi la *Triple Alliance* fit accorder un triple subside, & le peuple eut alors sujet de croire que cette alliance qui avoit esté d'abord faite pour l'intérest, le salut & l'honneur du public, estoit avec ces 3 dons comme avec 3. clous d'or enclouée & rebraffée. Ce fut là aux Conjurés, dont j'ay cydessus parlé, une occasion bien favorable de donner au Roy de France des marques de leur fidelité, & de se rendre plus dignes de sa protection par le violement de toutes les obligations qu'ils ont envers leur Roy, leur Patrie & d'autres Princes, & par l'application de tout ce tresor à des usages contraires.

Le Parlement ayant accordé cet argent, fut par consequent prorogé, & ne se rassembla que le 4. *Feurier* 1672. afin que les Architectes de nostre ruine eussent assez de temps pour avancer le grand œuvre qu'ils avoient premedité, & ne se vissent point contredits dans la poursuite de leurs odieuses entreprises. Tout les efforts que S. M.

avoit faits pour engager les Princes Etran-
 gers dans la garantie du Traitté d'*Aix la*
Chapelle, furent surfis, & mesme ceux qui
 prierent d'y estre admis, furent refusés.
 Le Duc de *Lorraine* qui avoit toujours esté
 un veritable amy de S. M. & qui par l'af-
 fection qu'il avoistemoignée pour la *Triple*
Alliance, avoit encouru l'indignation du
 Roy de *France*, outre la perte de tous ses
 domaines envahis l'an 1669. contre toutes
 les lois non seulement de paix, mais enco-
 re d'hostilité, fut rejeté par ces Boutefeux,
 comme s'il n'avoit aucun interest dans un
 Traitté pour lequel il s'estoit sacrifié. Et
 mesme sous de mechantes raisons & des ex-
 cuses frivoles ils refuserent l'Empereur,
 qui bienque grand Prince faisoit à S. M.
 l'honneur de s'adresser volontairement à
 elle pour estre reçu dans la *Triple Alliance*.
 Qui plus est, bien loin de fortifier ce Trait-
 té par l'admission d'autres Princes, Mr.
Henry Coventry, comme il a avoué sur le
 point de partir d'icy, alla expressement en
Suede pour rompre la *Triple Alliance*, & y
 agit si vigoureusement avec les Ministres de
France, que jamais depuis la *Suede* n'a epou-
 sé n'y avancé veritablement les intentions
 de l'alliance, mais armant seulement aux
 depens de la Ligue, a d'abord soutenu les
 interests des *François*, sous pretexte de pa-
 cifier les choses, & enfin a levé le masque,
 & tiré l'épée pour leur querelle. C'est un
 sujet

sujet de mauvaises reflexions , que luy , qui dans son Ambassade à *Breda* avoit si heureusement terminé la premiere guerre fatale avec la *Hollande* , ait esté un instrument pour en former une seconde , & de rompre la triple corde qui soustenoit l'interest de l'*Angleterre* & de toute la Chrestienté : ce qui le rend plus coupable , est que personne n'entendant mieux que luy la theorie & la pratique de l'honneur , l'ait oubliée & se soit montré si froid dans une conjoncture si considerable. Tout ce qui le peut excuser , est que pour sa recompense il fut Secretaire d'estat à son retour , comme s'il n'estoit pas plus necessaire & moins deshonorant de vivre toujours en honneste Gentilhomme. Le Chevalier *William Lockyard* & plusieurs autres furent envoyés à d'autres Cours pour le mesme sujet.

Toutes ces choses estant si bien disposées pour declarer la guerre à la *Hollande* , il ne leur manquoit autre chose que le sujet d'une querelle : & il falloit bien de l'invention pour en trouver. Car bienqu'il y eust un si quis pour faire des plaintes contre les *Hollandois* , & que nostre Compagnie des *Indes Orientales* fut sommée de voir si quelcun de ses Membres avoit des plaintes à faire contre eux , ils avoient si ponctuellement satisfait à toutes les conditions du traité de *Breda* , & rendu tout le respect du à S. M. en luy payant l'honneur du pavillon , selon qu'il

qu'il estoit particulièrement déclaré dans le 9 Article, qu'on ne pouvoit rien alléguer contre eux. Tandisque suivant les conditions de la *Triple Alliance* leur flotte estoit à la rade sur leurs propres costés, on fit pour trouver un sujet de querelle, ce qui n'est peut estre jamais arrivé n'y n'a esté non plus imaginé. Un Yatch portant le pavillon d'*Angleterre*, fit voile au milieu de leur flotte, singla droit à l'Amiral, & luy tira deux coups de canons chargés de boulets. Cela devoit paroître aussi ridicule & extraordinaire, que si une alouette osoit attaquer un faucon. Neantmoins leur principal Commandant, en deference des couleurs de S. M. & en consideration de l'amitié qui estoit entre les deux Nations, visita l'Amiral du Yatch pour luy demander raison de son procedé; & ayant appris que c'estoit parceque luy & toute sa flotte avoient manqué de baïsser le pavillon devant ce petit vaisseau, il l'excusa civilement comme une affaire de premiere instance, sur laquelle il n'avoit point d'ordre, & qui devoit estre rapportée à leurs Maistres. Ils se separerent ainsi. L'Yatch s'estant acquitté de sa commission, s'en retourna fretté d'une querelle, ce qui estoit le sujet de son voyage. Il se passa plusieurs mois sans qu'on en parla, qu'on s'en plaignist, ou qu'on en demandast satisfaction: mais on reserua cette querelle à une occasion favorable:

ble: car il y avoit encore une chose à faire icy auparavant, pour nous disposer mieux à ce qu'on avoit dessein d'exécuter peu après sur nos voisins.

L'*Exchequer* avoit durant plusieurs années attiré à soy l'argent des orfevres en vue d'un gain excessif, & ces orfevres y avoient engagé le reste de la nation par un bon payement des interêts; jusques à ce que le Roy (je ne say pas précisément la somme) s'endetta de plus de deux millions: ce qui fut une des raisons qu'employa le Seigneur *Garde* dans sa harangue cydessus mentionnée, pour demander & obtenir les derniers subsides, qui auroient pu suffire pour cette œuvre en un temps de paix & en menageant un peu. Mais comme si c'eust esté une perfidie de les appliquer à un seul des usages declarés, au lieu de payer ils resolurent de fermer l'*Exchequer*, & sans destiner dumoins une partie de cet argent à des dépenses honnestes & licites, ils consacrerent tout à la guerre sainte qu'ils avoient desja projetée & à d'autres pieux usages.

Cette affaire fut menagée avec tout le secret dont ces hommes d'estat estoient capables, de peur qu'en l'éventant dans une occasion peu favorable, ils n'en corrompissent l'esprit & la malice. Enfin elle fut tout subitement publiée le 1 Janvier 1671. ce qui estonna extrêmement, ruina & desespera un si grand nombre d'intéressés, & effraya

effraya toute la Nation par une conduite si imperieuse. La Couronne fit paroître par là que nonobstant tant de revenu & de si grands subsides elle faisoit banqueroute, faisoit prise sur ses sujets, & rompoit icy toute foy & tout contract en intention de les violer dehors avec plus d'avantage.

Après cette entreprise sur nos Compatriotes, il n'y eut rien que les Conjurés ne fissent pour temoigner leur equité aux Etrangers, & se decharger des deux costez du reproche d'injustice par l'égalité qu'ils observoient dans la distribution. Ils mirent en avant la querelle du pavillon à l'occasion du Yatch; & commencerent à parler de l'affaire de *Surinam*, & un peu des *Peintures* & des medailles: mais ils touchèrent ces points si delicatement qu'ils n'aprehendoient pas moins d'en recevoir satisfaction des *Hollandois*, que de leur donner ombrage de l'armentent qu'ils faisoient contre eux sur ces pretextes. Les *Hollandois* ne sentant rien en leur conscience qui leur reprochast d'avoir donné sujet de mecontentement à l'*Angleterre*, au contraire ayant toujours esté soigneux de la satisfaire, si elle en avoit reçu quelque déplaisir, & se fiant sur les traittés & les alliances faites avec nous, qui estoient une suffisante sureté parmi les Chrestiens & mesme parmi les Infideles, continuerent sans aucun soupçon leur trafic & leur navigation sur nos mers.

Dans

Dans cette confiance une grande & riche flotte de Marchands retournant de *Smyrne* & d'*Espagne* sous un petit convoi de 5. ou 6. vaisseaux de guerre, ne passa pas loin de l'Isle de *Wight*. C'estoit cette flotte, qui avoit fait si long temps differer la guerre pour la piller en paix, & sa richesse fut ce qui fit pancher la balance de la justice & de l'honneur publique. Ils s'imaginèrent que ce tresor pourroit servir d'un fonds pour la reüssite de toutes les mechanchetés dont ils estoient capables, & les mettre en etat de n'avoir plus besoin n'y apprehension d'un Parlement. Ils employèrent toute diligence à équiper de bonne heure cette année autant de vaisseaux du Roy qu'ils purent sans donner de soupçon, dont le nombre neantmoins fust suffisant pour leur projet, dans l'esperance que si quelque chose venoit à manquer, la vertu du Commandant y suppleroit assez. Car le Chevalier *Robert Holmes* avoit en 1661 d'aussi bonne heure & en temps de paix commencé le premier avec un pareil nombre de navires les actes d'hostilité contre la *Hollande*, s'emparant avec bien du succez du *Cap verd*, d'autres forts possédés par les *Hollandois* sur la coste de *Guinée*, & de tous les nouveaux *Pays Bas*. Pour maintenir ces conquestes, l'*Angleterre* entreprit en 1665. la premiere guerre contre la *Hollande*: durant cette guerre assisté de forces suffisantes il se signa-
la

là en brulant les vaisseaux Hollandois & le village de *Brandaris* à *Schelling* : ce qui fut malheureusement revengé sur nous à *Chatham* : desorte qu'il fut choisi comme une personne d'intelligence , d'experience & de courage , & fort propre à la conduite d'un dessein de cette ou de plus grande importance. Le 14 Mars 1772, 72 vaisseaux Hollandois, dont six servoient de convoi, faisans voile pres de nos costes, il les attaqua avec sa bravoure ordinaire, & n'auroit pas manqué d'en avoir bonne raison, s'il eust voulu joindre le secours du Chevalier *Edouard Spraggs* à sa fortune & à la prudence de sa conduite. Car le Chevalier *Spraggs* estoit alors en vue avec son esquadre, & le Capitaine *Legg* faisant voile vers luy pour l'informer de ce dessein, fut rappelé par un coup de canon de l'Amiral ; de quoy bien des gens ont tiré leurs conjectures. C'est peut estre que le Chevalier *Holmes* considerant que le Sr. *Spraggs* venoit de faire un voyage en la compagnie des *Hollandois*, & ne faisoit que revenir de ramener les Pirates d'*Alger* à la raison, ne jugea pas à propos de l'engager dans cette entreprise avant que de la luy faire bien comprendre. Mais on a plutost cru que cela procedoit en partie d'un esprit de jalousie, ordinaire aux personnes martialles, tel qu'est le Chevalier *Holmes*, par la crainte que s'il admettoit un Compagnon; il ne partageast

avec luy l'honneur & le profit ; & en partie d'un trop grand attachement à garder le secret de sa commission. Ce qui fit manquer toute l'affaire ; car les marchands & leur petit convoy se defendirent si bien , que le Sr. *Holmes* bien qu'il changeast de vaisseau , exposast ses meilleurs navires , & fist tout ce qui estoit possible à faire , sinon de se multiplier soy-même & d'estre par tout , fut contraint de les laisser. Toute la prise qu'on fit , ne suffit pas pour payer les chirurgiens & les charpentiers.

Pour venir au fonds de cette infernale conjuration , il y avoit encore un pas à faire , qui est celuy de la Religion : car une action aussi pieuse & aussi juste que celle où le Chevalier *Robert Holmes* estoit employé , ne pouvoit estre mieux accompagnée que d'une déclaration de liberté de conscience , à moins que de réserver cette déclaration jusques à ce qu'ils eussent trouvé cette pretieuse occasion de piller quelques navires d'*Amsterdam*. Suivant quoy durant qu'il eprouvoit sa bonne fortune , en se battant contre les Marchands de *Smyrne*, l'indulgence fut imprimée icy en toute diligence , le 13. & 14, Mars 1672. & publiée le 15, comme estant un moyen plus propre que le jeusne & la priere , pour obtenir du ciel un bon succez dans cette entreprise & dans la guerre qui la devoit seconder.

Ainsi

Ainsi toutes les lois penales contre les *Papistes*, pour lesquelles les Parlemens ont autrefois accordé tant de subfides, & celles contre les *Nonconformistes* pour lesquelles ce Parlement avoit fourni de si grandes sommes, furent en un instant suspendues, en intention de priver la Nation de ce culte religieux qu'elle avoit si chèrement pourchassé, sans la rembourser de toutes ces sommes immenses; ce qui se devoit au moins faire.

J'avouë qu'il y a une mesure à prendre dans ces choses, & que c'est un sujet de reproche à la sagesse des hommes, que depuis tant de siècles personne n'ait esté capable ou n'ait eu la volonté de trouver un juste temperament dans le gouvernement des choses divines. Car il paroist manifestement que les hommes doivent jouir des memes droits & privileges dans ce qui touche leur conscience, que dans ce qui concerne leur vie, leur liberté & leurs biens; que d'oster cecy en punition de cela, c'est assurément la plus juste & la plus gentille maniere de voler sur le grand chemin du ciel; & ceux qui suivent ces voyes desesperées, ne le font que pour le gain & par faute de Religion.

On ne peut douter que les lois primitives, sur lesquelles le Christianisme a esté d'abord établi, n'ayent suffisamment & expressement pourvu contre toutes ces severités,

rités , & qu'estant devenue la Religion universelle par la pratique de l'humilité, de la douceur, de l'amour, de la debonnaireté & de la patience qui sont les parties de cette excellente doctrine , on ne la peut pas plus maintenir par d'autres moyens, qu'il est possible à une autre ame d'animer le mesme corps.

Mais on peut dire à la honte des Chrestiens, que les *Lacedemoniens* s'estant obligés à l'observation des lois de *Lycurgue*, jusques à ce qu'il fust revenu au pays, vecurent sous sa tres rigide discipline deux fois plus long temps que les Chrestiens n'ont souffert sous la plus gentille de toutes les institutions, quoyqu'ils attendent, avec plus de certitude le retour de leur divin Legislateur : desorteque l'on peut soutenir sans grande temerité, que le Monde a esté mieux gouverné sous les anciennes Monarchies & Republicues, que le nombre des Vertueux y estoit plus grand, & que les Chrestiens y ont trouvé plus de quartier que parmy eux mesmes, & que par ce tres parfait & praticable modele de l'humaine societé ils n'ont procuré aucun avantage au genre humain, sinon la speculation d'une voye plus certaine à la felicité future, sur quoy mesme leurs propres conducteurs ne s'accordent pas, & ce peu qui la suivent, ne souffrent personne se ranger de leur parti sans payer son changement. Tout cela

la ne vient que de ce qu'aulieu d'establiir leur gouvernement par la regle du Christianisme, ils ont réglé le Christianisme par les lois de leur gouvernement, ont reduit la droite ligne par la courbe, & ayant melé ensemble les choses divines & les humaines, les ont toujours coupées & tranchées, jusques à ce qu'ils en ayent formé une figure irreguliere d'incongruité politique.

Car par tout le Magistrat, le clergé & le peuple ont voulu satisfaire leur ambition, leur interest ou leur fantaisie par un texte mal interpreté ou malappliqué & ont fait gloire de penser contre le sens commun & les commandemens immuables de l'*Ecriture*, & parceque l'obéissance a esté enjointe à leur conscience, les consciences foibles ont inspiré aux hommes l'esprit de domination. Aussi bien des peuples ne peuvent rien monstrier de leur Christianisme, lequel requiert seulement instruction & exemple, sinon une partie de severes lois touchant des opinions ou des coustumes religieuses qui ne sont pas mesme etablies en vuë & par un motif de Religion. Neantmoins comme le genre humain doit estre gouverné par quelque voye, & s'attacher à une loy ou à une autre, soit à celle de *Jesus Christ*, ou à quelcune de leur propre fantaisie, de telles constitutions humaines doivent estre maintenues en leur vigueur, jusques

ques à ce que la même autorité les revoque pour de meilleures raisons: & comme nul particulier ne peut les rejeter sans estre coupable de sedition ou de rebellion, aussi selon la nature des lois fondamentales d'*Angleterre*, nulle personne publique ne sauroit les suspendre, sans commettre une faute que je diray n'estre pas des moindres, parcequ'il n'y a point de mot qui l'exprime bien. Ce fut pour ce sujet aux Conjurés un chef d'œuvre d'audace & d'invention, de faire publier cette déclaration, & il est difficile de dire où ils prenoient leur plus grande felicité, soit à suspendre par là tous les arrests portés contre les Papistes, afin-qu'ils la pussent doresnavant faire passer pour de bonne monnoye, & que personne ne s'y opposast; ou en gaignant par là un exemple pour suspendre de même toutes les lois qui concernent les privileges des sujets, & par le même pouvoir abroger & enfin decerner tout ce qui leur plairoit, jusques à ce qu'ils n'eussent plus besoin du consentement du peuple assemblé dans le Parlement.

Ayant esté avantageuse à leur grand dessein, & fait un si considerable progresz, ils avancerent en toute diligence. C'estoit le vray temps de déclarer la guerte après l'avoir commencée, & par un Manifeste du 17 Mars 1672. ils en publierent les pretendues causes, dont l'une fut, de n'avoir
C point

point rendu l'honneur du pavillon à l'Yacht Anglois: quoyque les Hollandois eussent esté aussi soigneux de ne point donner sujet de mecontentement, que les Ministres Anglois l'estoient de fuir toutes les occasions de recevoir satisfaction, ou de les empêcher de comprendre ce qu'ils vouloient faire, & que dans cette vue l'horloge du Conseil eust esté avancée, de crainte que leur extreme complaisance à baisser le pavillon ne previnst de quelques minutes la declaration de la guerre. Une autre raison fut la detention de quelque peu de familles Angloises en *Surinam*, bienque de leur propre consentement, apresque ce domaine fut par traité rendu aux *Hollandois*; dans lequel traité ils avoient pareillement consenti à des demandes deraisonnables, lesquelles furent icy amplifiées de temps en temps pour rendre la chose hors d'usage, jusqueslà que Mr. *Banister* qui avoit esté employé en qualité d'agent & de complice en cette negotiation de supercherie, ne put enfin s'empêcher luy mesme de dire que cela estoit honteux. Deplus pour remplir la mesure de l'iniquité des *Hollandois*, ils furent accusés de colonnes, de medailles & de peintures. Un Poëte a esté autrefois par un coup de sa plume la cause d'une guerre contre la *Pologne*: & certes c'est icy la premiere fois qu'un Peintre a esté par un trait de pinceau l'occasion de la rupture

turé d'un traité. Considerant la foiblesse & l'invalidité de leurs autres allegations, je trouve que celles cy estoient necessaires, les colonnes pour donner de la force, les medailles du poids, & les peintures des couleurs à leurs raisons.

Mais ils garderent entierement leur foy à la France, quoy qu'ils l'eussent rompue par tout ailleurs, ayant capitulé d'estre les premiers qui l'entreprendroient. Comme ce ne fut pas une petite marque de la civilité *Françoise* de donner la preference à l'*Angleterre* dans une si importante action, aussi ce fut un grand temoignage de la bravoure de nos Anglois, d'entreprendre les premiers de troubler toute la Chrestienté, & de se rendre les principaux auteurs de tous les horribles saccagemens, pilleries & massacres, qui depuis le fatal *dixseptiesme* de Mars 1672. ont continué jusques à ce jour.

Ce qui est de plus admirable dans la conclusion de cette Declaration, est enfermé dans ces mots.

Et comme nous sommes engagés par un traité de maintenir la paix faite à Aix la Chapelle, nous declarons finalement, que nonobstant les engagemens de cette guerre, nous suivrons la vraye intention & le veritable but dudit traité, & que dans toutes les alliances que nous avons faites ou ferons dans la suite de cette guerre, nous avons eu & aurons soin, de rendre inviolables les fins de ce traité, à moins que l'on ne nous incite au contraire.

Il est plus clair que le jour, que les *François* avoient par le Traité d'*Aix la Chapelle* promis de se contenter des premières conquêtes qu'ils avoient faites en *Flandres*, & que l'*Angleterre*, la *Suede* & la *Hollande* s'estoient obligées de se secourir mutuellement contre quiconque enfreindroit les conditions de ce Traité, (outre la ligue offensive & défensive que S. M. avoit faite avec les États Généraux des *Provinces Unies* :) tout ce qui devoit estre mis en pièces par cette jonction avec la France : desorteque ce qui est icy déclaré, s'il se pouvoit accorder avec la vérité, ne pourroit encore s'ajuster avec la possibilité (lesquelles deux choses rompent rarement une société) que par ce seul expédient, que les Anglois qui par cette nouvelle alliance avec la France devoient estre les infracteurs & les agresseurs de la paix d'*Aix la Chapelle*, plongeassent & à nous & aux *Hollandois* l'épée dans le sein pour satisfaire à leurs obligations envers les deux partis.

Le zele des Conjurés estoit si grand, qu'il leur pouvoit pour le service de la France, faire dire ce qui n'estoit pas vray, ou entreprendre des choses impossibles.

Ce Roy voyant alors les Anglois hors d'état de se retracter, entra aussi en guerre suivant les conventions faites entre eux : mais il fut trop genereux & trancha trop du monarque pour justifier son entreprise
par

par quelque raison vraie ou fausse : il fit publier le 27 Mars 1672 la déclaration de la guerre sans apporter de raison, se contentant de dire , que les mecontentemens que *S. M. a reçus de la conduite des Hollandois envers Elle*, sont montés à un si haut point , qu'Elle ne peut , sans faire tort à sa gloire , dissimuler plus longtemps son ressentiment contre eux ; que partant Elle a résolu de leur faire la guerre tant par mer que par terre &c. & commande à tous ses sujets de leur courir sus ; (Metaphore , qui par respect à sa propre nation pouvoit estre omise) Car tel est nôtre Plaisir.

Y at-il jamais eü dans le monde un ficle ou une Nation , qui n'ait tiré l'épée sous un pretexte mieux fondé ? Y at-il eü un stile plus éloigné de la qualité de *Très-Chrestien* ; auquel rien ne peut estre comparé ny en justifier l'expression , sinon de vains Româns François ? Quel bonheur ne seroit ce point si nous pouvions un jour arriver au mesme degré de grandeur ? combien de crédit & de peine sauveroit-on , si les compilateurs de notre déclaration , au lieu d'employer les manieres d'agir Angloises , à sçavoir , de donner des raisons , s'estoient contentés pour toute allegation , de la diminution de l'honneur d'Angleterre , comme les François ont fait du leur. Neantmoins il fit depuis par son Ambassadeur donner au Pape des raisons de sa jonction avec les Anglois , & luy fit entendre qu'il entreprenoit la guerre contre

les *Hollandois* pour extirper l'heresie: il fit dire à l'Empereur, que les *Hollandois* avoient abandonné Dieu & estoient des heretiques, que tous les bons Chrestiens estoient obligés en conscience des'unir pour les destruire; & aux autres Princes papistes que c'estoit une guerre de religion, & qu'elle avoit pour fin la propagation de la Foy Catholique.

Et dans le 2 Article des demandes qu'il fait ensuite aux *Hollandois*, il est dit en termes formels, que dorénavant il n'y aura pas seulement dans l'estendue des *Provinces Unies* une entiere liberté, mais encore exercice public de la Religion Catholique Apostolique & Romaine; que par tout où il y a plus d'une eglise, l'autre sera donnée aux Catholiques; que par tout où il n'y en a qu'une il leur sera permis d'en bastir une, & jusques à ce qu'elle soit achevée, de faire l'exercice de leur Religion dans telles maisons qu'ils voudront bastir ou louer pour ce sujet; que les *Etats Generaux* ou chaque Province en particulier assignera aux Curés, & aux Prestres de chacune de ces eglises un raisonnable salaire sur les revenus qui ont autrefois appartenu à l'eglise, ou sur d'autres fonds. Cela estoit conforme à ce qu'il faisoit publier, que la seule gloire de Dieu l'avoit engagé dans cette guerre & que jamais il ne deposeroit tout à fait les armes, que quand les *Hollandois* auroient retabli la vraie religion dans leur pays.

Mais en verité il proposa de plus douze conditions, & nonobstant toute sa pieté
l'ar-

l'article du commerce & de la revocation de leurs placards contre les vins, les eaux de vie & les manufactures de *France* fut le premier, & prit la place de la Religion Catholique Apostolique & Romaine. Si ce furent seulement des termes de formalité, pour estre accomplis ou laissés selon les occasions, il paroitra plus clairement, quand nous aurons appris qu'il estoit encore sur le mesme point à *Niuegue*, & que lorsque depouillé de nostre assistance, il ne veut encore faire la paix avec les *Hollandois*, qu'à condition de retablir la vraye religion. Mais quoy qu'il en soit il est evident que la disposition des *Anglois* estoit vraye & sincere, tant par la declaration cydessus mentionnée de l'indulgence en faveur des Recusans, que par la negotiation des Plenipotentiaires Anglois, que je ne nomme point pour leur honneur: car estant envoyés cette année en *Hollande*, ils presserent cet Article entre les autres, comme sans lequel il ne falloit point esperer de secours d'*Angleterre*; & toute la conduite des affaires demonstrera de plus, que tant là qu'icy c'estoit tout un sur le projet de la religion, & que le mesme fil estoit employé pour faire la toile des desseins Anglois & François, tant sur le fait de la religion que sur le sujet du gouvernement.

Quoy que la publication de la declaration du Roy de *France* & l'envoy de nos Plenipotentiaires Anglois en *Hollande* soient enve-

loppés ensemble dans cette dernière période: neantmoins la difference du temps estoit si petite, que l'anticipation n'en est pas considerable: car ayant seulement déclaré la guerre le 27 Mars 1672. il attaqua, & suivit si secrettement son souffle, qu'il sembla au mois de Juillet prochain, que la *Hollande* ne pouvoit pas luy resister plus longtemps, & que la convenance & la force de ses mouvemens estoient quelque chose de surnaturel. On jugea necessaire d'envoyer ces Plenipotentiaires, sinon pour l'interest, du moins pour la curiosité. Mais il est plus aisé de connoistre les caracteres que les raisons des actions de quelques hommes, & luy qui seul savoit ce qui estoit arrivé & ce qui arriveroit, auroit peutestre pu leur faire injure en les recherchant d'une plus étroite alliance.

Aussi arrivoit-il que les vaisseaux Anglois & François estant joints, furent le 28 May 1672 attaqués par de *Ruiter* avec grand avantage à Souls-Bay car tandisque S. A. R. alors Amiral, faisoit tout ce qu'on en pouvoit attendre, & que Mr. d'*Estrée* qui commandoit la flotte de *France*, faisoit tout ce pour quoy il estoit envoyé, nostre Vice Amiral *Montagu* fut sacrifié, & le reste de nostre flotte fut si maltraitté, qu'il ny eust aucun sujet de s'attribuer la victoire: desorte qu'estant encore icy du costé de la mauvaise fortune, il estoit à propos que quelque corps veillast de l'au-

l'autre costé de l'eau sur les gages, de peur que ce grand & heureux joueur ne les payast avec une querelle à cause de son argent & de leur mauvaise fortune, quand il auroit là tout vaincu, & n'auroit plus besoin de l'assistance des Conjurés. Ils ne sentoient rien en leur conscience qui leur reprochast de luy avoir donné par leur conduite quelque sujet de mecontentement : au contraire ils avoient en toutes rencontres agi tres franchement avec luy : jusques là que malgré toutes les expressions rapportées dans la harangue de Monseigneur le Garde *Bridge-man*, du Traité entre la *France* & *S. M.* touchant le commerce, par lequel *S. M.* avoit un egard particulier à l'honneur & au trafic de cette Nation, & malgré les supercheres insupportables que les *François* ont toujours faites aux Marchans Anglois depuis le rétablissement du Roy, ils n'avoient jamais frayé la moindre voye à un Traité de commerce & de navigation avec luy, mesme lorsque les Anglois luy estoient si nécessaires qu'il ne vouloit pas commencer la guerre sans eux, & pouvoient probablement l'engager à quelques termes d'égalité. Mais ils savoient combien ce Roy estoit delicat sur le point du maintien & de l'accroissement du trafic de ses sujets, & que c'estoit par la diminution de ce rayon de sa gloire que les Hollandois avoient encouru son indignation. Afin donc de le gratifier davantage,

C 2

ils

ils posèrent cette maxime fondamentale, de troubler icy d'un costé les Marchands Anglois, pendant que d'un autre costé les *François* ne les maltraiteroient pas moins chez eux: ce qui effectivement estoit une égalité de trafic, quoy qu'un peu ridicule: mais c'estoit le meilleur qu'on pust esperer de la prudence & de l'integrité de nos Ministres d'Etat: desorte que toutes les fois que les Marchands de *Londres* sont venus faire plainte des pilleries des *François*, prier qu'on y mist ordre, ou offrir humblement leurs avis, ils ont esté qualifiés de pendards, regardés de travers, traités de ridicules: ils auroient eu une plus favorable audience de *Mr. Colbert*.

Ils savoient de plus que comme sur le fait du commerce ils l'avoient fort obligé sur celui de la guerre, qu'excepté les irresistibles bontés d'un si grand Prince on leur particulier, & un frugal subside d'argent pour la flotte, ils ne luy avoient point esté à charge, la flotte Royale d'*Angleterre* le servant, comme tant d'Armateurs, Point de prise, Point d'argent; qu'en toutes occasions ils avoient agi envers luy sur les plus abstraits principes de generosité; qu'ils ne l'avoient obligé à rien, n'avoient point demandé de part aux conquestes, n'avoient fait avec luy aucun contrat, mais luy avoient tout vendu pour ces deux perles de prix, la vraie Religion & le vray Gouvernement.

Quoy

Quoy que ces procédures desintereffées s'accordassent avec la magnanimité Etrangere , nous ne laissâmes pas de perdre encore sur mer , comme nous avions fait jusques alors , & le *François* conquit tout sur terre , comme il avoit esté projeté , & elles pouvoient en un temps ou autre fomentér quelques difficultés , en repondant de cela au Roy & au Royaume. De quelque maniere que cela se soit passé , il est constant que devant l'arrivée des Plenipotentiaires , lorsqu'icy en *Angleterre* tous ceux qui apportoiént des propositions de *Hollande* , jusqu'à ce que le Roy de *France* eust fait savoir sa volonté , estoient traités comme de espions & des ennemis , luy au contraire sans en rien communiquer icy , avoit reçu les propositions des Plenipotentiaires de *Hollande* , & leur avoit mis entre les mains le contenu de ses demandes , sans faire une seule fois mention de S. M. n'y de ses interets , ce qu'il n'a pu faire que par moquerie , ayant demandé tout pour luy , si bien qu'il ne restoit plus rien aux Anglois par quoy ils pussent recevoir quelque satisfaction. C'est pourquoy les Ministres de *France* avouerent ingenuement à ceux de *Hollande* que sur l'acceptation de ces Articles il y auroit une paix ferme , & retablissement d'amitié ; que pour l'*Angleterre* , les Estats leurs Maistres pouvoient en user à leur discretion , la *Fran-*

ce n'estant obligée par aucun Traite de procurer leur avantage.

Si les Plenipotentiaires Anglois eussent eu autant de resolution que de pouvoir, cette maniere d'agir par laquelle on pouvoit juger de la suite, eust probablement pu les animer à conclure avec les *Hollandois*, qui par averfion des *François* & de leurs demandes insupportables, estoient prests de se jeter sous l'abry des armes de S. M. ou à ses piés sous des conditions raisonnables. Mais l'on travailla bien autrement : car ceux des Plenipotentiaires Anglois qui avoient le plus d'autorité & le secret, presenterent aussi aux *Hollandois* les demandes Angloises, consistant en 8 articles : mais enfin le neuvième porte.

*Quoy que S. M. se contente des precedentes conditions, pourvu qu'elles soient acceptées dans l'espace de 10 jours, après lequel S. M. entend n'y estre plus obligée, neantmoins Elle declare precisément, que bien qu'elles soient acceptées par lesdits Estats, elles ne seront de nulle force, & S. M. ne fera ny paix ny treve, avant que le Roy Tres Chrestien n'ait en son particulier reçu satisfaction desdits Etats. Ils rendirent par ce moyen ce traité impossible aux *Hollandois* qui avoient tout desir de satisfaire l'*Angleterre*, nous arracherent les plus avantageuses conditions que nous puissions souhaiter, & nous offerent une honneste & honorable*

occa-

occasion de nous débarasser d'une si perniciousse guerre & d'une plus dangereuse alliance: desorte qu'il parut par cette conduite que les Conjurés vouloient s'assurer contre leurs apprehensions au prix de l'intereſt & de la ſureté publique, & par un nouveau traité nous mettre plus qu'auparavant en but au projet de *France*.

Le reſte de cette année ſe paſſa avec de grands ſucces pour la *France*, & l'*Angleterre* ne reçut aucun avantage: c'eſt pourquoy les eſperances de ſe faiſir des flottes de *Smyrne*, d'*Eſpagne* & de *Hollande*, ſur lesquelles on avoit commencé la guerre, s'eſtant evanouies, la penſion modique de *France* ne ſuffiſant pas pour l'entretenir; & les revenus ordinaires du Roy joins à tous les ſubſides dont nous avons parlé, ayant eſté, comme il eſt aiſement croyable, epuiſés en moins d'un an, le Parlement fut commandé par la permiſſion des Conjurés de ſe rasſembler au jour deſtiné, 4 de *Fevrier* 1672.

L'affaire de la guerre luy fut alors communiquée; & on luy en peignit ſi bien les cauſes, la neceſſité & le danger, que les injurieufes peintures historiques & ſes fauſſes medailles des *Hollandois*, qu'ils n'oublioient jamais de mettre ſur le tapis, ne pouvoient pas eſtre mieux imitées ny vengées: mais ils ne parloient point de leurs fauſſes colonnes qui ſoutenoient toute la fabrique de la Declaration Angloiſe. Sur cette ſignifi-

cation, la Chambre des Communes qui n'avoit jamais manqué de temoigner sa liberalereconnoissance à la Couronne, n'accorda pas moins tout aussitost que la somme de 1250000. l. quoyque ce fust pour une guerre entreprise sans leur avis & contraire aux premieres fins. Mais pour couvrir mieux leur jeu, & de peur de faire trop connoistre leur dessein par leurs expressions, ils ne dirent pas que c'estoit pour la guerre, mais seulement pour les occasions extraordinaires du Roy.

Et parce que la Nation commençoit à pressentir les vrayes causes pour lesquelles la guerre avoit esté entreprise, ils preparerent un Acte avantque la Bill de l'argent tombast entre leurs doits, par lequel les Papistes estoient obligés d'entrer dans un nouveau purgatoire d'Etat, pour estre capable de posseder des emplois publics: par quoy la Chambre des Communes qui semble avoir tous les grands offices du Royaume en Reversion, ne devoit plus attendre que des bouffées de vent.

Ce fut en cette occasion que le Comte *Shafsbury*, bien qu'alors Seigneur Chancelier d'*Angleterre*, prit si fortement la defense de cet Acte & de la Religion Protestante, que cela luy a depuis cousté sa charge, & a esté la principale cause de toutes ses persecutions & infortunes, qu'il a genereusement souffertes.

La

La Declaration de l'indulgence fut aussi contredite & quoyque S. M. l'eust accordée par une inclination bienfaisante & en vue de quelques obligations, cependant il la revoqua sur leur tres humble requeste & à cause des mauvaises consequences qu'ils y faisoient voir, & declara qu'il n'y en auroit plus d'exemple à l'avenir. autrement un Gouverneur pourroit succeder qui par la force & l'estendue de son pouvoir suspendant toutes les lois penales sur un sujet favorable, tel qu'est celuy de la Religion, deviendrait plus dangereux au gouvernement, qu'aux Papistes ou aux Fanatiques, & nous feroit devenir l'un ou l'autre quand il luy plairoit. Aussi distinguoit on dans cette Seance entre la personne du Roy d'*Angleterre* & son autorité en Parlement.

Comme leur Seance devenoit fort redoutable à ceux qui avoient entrepris de changer la Religion & le gouvernement, ils luy procurerent au plustost son renvoy, & une Bill envoyée par la Chambre Basse en faveur des Protestans Nonconformistes, n'ayant point passé par la preparation des Seigneurs, la Bill qui concernoit les Papistes, fut en echange ratifiée pour de l'argent; laquelle Bill estant en la disposition des Coujurés, ils espererent de frustrer mesme l'effet de la premiere. Ainsi le Parlement fut prorogé jusques au 27 *Octobre* 1673.

Ils firent cependant tous leurs efforts pour

pour regagner par la guerre cette partie de leur dessein qu'ils avoient perdue par le Parlement : & quoy que plusieurs d'entre eux aimassent mieux quitter honorablement leurs emplois que de contraindre leur conscience , il se trouva pourtant des gens doubles , enfans morts de nostre Eglise , Protestans aux gros grains , pour succeder à leurs charges ; & il n'y eut autre difference , que leurs offices & leurs conseils furent administrés par leurs Deputés en qui ils se pouvoient bien confier.

L'affaire de l'armée de terre fut vigoureusement soutenue , sous ombre de faire quelque descente en *Hollande* : mais quoy que les regimens fussent complets & maintenues en corps , ils manquerent pourtant de l'exécuter , & partant donnerent sujet de les soupçonner. Comme parmy tant de gens bien disposés & qualifiés pour l'œuvre , il ne se trouva pas un *Anglois* qu'on jugeast digne ou capable de ce secret & de commander en chef cette armée , on aima mieux que Mr. de *Schomberg* , Protestant François , fust fait General , & le Colonel *Fitzgerald* , Irlandois , Major General , comme plus propre à garder ce secret : le premier pour establir le gouvernement de *France* , l'autre pour avancer la religion Irlandoise.

Ce n'est pas sans probabilité que la noire & si longue agitation de cette armée à *Black*
Hearth

Hearth sembloit estre la production d'une tempeste qui devoit tomber sur *Londres*. Mais les mauvais succez que nostre flotte eut sur mer cette année, furent suffisans pour persuader qu'on avoit icy dessein de l'opprimer: car de telles galepterics ne s'entreprennent que dans les hautes extases de fortune.

Nostre armée de mer fût 3 fois aux prises cet esté contre la flotte des *Hollandois*: mais pendantque rien n'estoit tenable sur terre contre les François, rien n'estoit prenable pour nous sur mer: ce qu'il ne faut pas imputer à un défaut de courage ou de conduite, soit durant la premiere guerre sous le commandement de S. A. R. qui est un si bon soldat, soit durant celle de cette année sous le commandement du Prince *Rupert*; mais plustost à nostre fatale jonction avec les *François*: en cela nostre malheur ne vient que de la mauvaise compagnie que nous frequentons.

Mais outre qu'il est manifeste que dans toutes ces guerres les François n'ont songé à rien moins que de nous assister veritablement, ils ont d'abord acquis quelque experience sur mer, lorsqu'ils se liguèrent avec les *Hollandois* contre nous, sans toutes-fois leur rendre le moindre service, leur seule occupation estant de nous voir battre l'un l'autre; & quand ils se sont tournés de nostre costé, ils se sont seulement appliqués à son-

à fonder nos mers, à reconnoître nos ports, à confiderer la structure de nos vaisseaux, à apprendre nostre maniere de nous battre, à consumer nos navires, à preserver les leurs, à augmenter leur commerce, & en acharnant deux Etats, les plus puissans sur mer qu'il y ait en *Europe*, à devenir les seuls arbitres de l'*Ocean*, & par consequent les maistres de toutes les isles & du continent. Les Conjurés leur en ont fourni toutes les occasions possibles. C'est pour cette raison que Mr. d'*Estrée*, personne d'ailleurs d'un courage & d'une prudence reconnue, n'a jamais plus mal fait qu'à la troisieme & à la derniere rencontre; & parceque le brave Mr. de *Martel* fit mieux, & ne put souffrir une chose qui tient de la lacheté & de la supercherie, quoy que ce fust pour le service de son monarque, on luy commanda de revenir, & à son retour, comme on l'a rapporté, il reçut de bonnes reprimandes, & fut demis de sa charge, seulement pour avoir rompu les mesures de *France*, en exposant un de ces sacrés vaisseaux pour la querelle des *Anglois*, ou plutost pour celle de son Maistre.

S. A. R. (après le renoncement de qui à la charge de Grand Amiral le service de la mer ne fit pas de plus grands progrès) songeoit à son mariage, lorsque le Parlement se devoit rassembler le 27 *Octobre* 1673. la Princesse de *Modene*, son Epouse, estant

estant desja partie pour l'*Angleterre*, & l'affaire sembloit estre audeffus de tout obstacle. Les Conjurés qui, pour me servir de l'expression Françoisé, faisoient une figure considerable à la Cour, n'abhorroient pas tout à fait les assemblées du Parlement: car si la Chambre des Communes après une malheureuse guerre d'un an avoit fait à S. M. un present de 1250000. l. il sembloit qu'il les falloit plus presser, & qu'ils donneroient à proportion que les mauvais succez de cette année estoient plus considerables. Les Conjurés, estimoient que plus la mauvaise fortune & le tumulte regneroient parmy la Nation, plus ils feroient quant à leur particulier, à l'abry du Parlement par la calamité publique.

Un subsidé leur fut donc demandé avec plus d'importunité & d'assurance que c'y devant, & on leur remontra que la somme devoit estre grande & promptement accordée: on leur disoit que c'estoit maintenant *pro Aris & focis*, & que tout estoit engagé: outre cela le payement des dettes duës aux banquiers par la closture de l'*Exchequer*, leur fut tres civilement recommandé. en recompense dequoy on les assura que S. M. feroit toujours disposée à leur donner en toutes occasions des preuves de son zele pour la vraye religion & les lois du Royaume. Mais la Chambre des Communes n'ayant pas esté suffisamment preparée sur de
telles

telles demandes , & d'ailleurs n'estant pas bien satisfaite en plusieurs chose de fait , qui paroissent contraires à ce qui estoit representé , se jetta sur la remontrance , & interposa premierement sur le tendre point du mariage de S. A. R. quoy qu' Elle fust de la mesme religion , laquelle est une mariage redoublé , ou la plus spirituelle partie de son bonheur , & qu' Elle avoit desja esté solennellement epousée par l'envoyé du Duc , desorte qu'il estoit trop tard de s'y opposer , à moins que le Parlement ne s'attribuast comme le *Pape* le pouvoir d'en dispenser. S. M. apprenant leur intention , leur donna par une contre prorogation de 6 jours le loisir de s'en desister. Mais il semble qu'ils jugerent que la Religion du pays estoit trop interessée dans ce mariage , puisqu'aussitost qu'ils furent rassemblés , ils firent une seconde requeste par voye d'Adresse à S. M. laquelle contenoit les raisons suivantes contre ce mariage : que le mariage de S. A. R. avec la Princesse de *Modene* ou autre de la religion papiste , avoit de tres dangereuses consequences ; que les esprits des sujets Protestans de S. M. en seroient inquietés & remplis d'une infinité de mecontentemens & de jalousies ; que S. M. se trouveroit par là enveloppée dans des alliances Etrangères , qui seroient fort desavantageuses à la Religion Protestante , & causeroient peutestre sa ruine ; qu'on avoit trouvé par

expe-

experience. que ces fortes de mariages ont toujours maintenu & fortifié beaucoup le papisme, & ont encouragé les prestres & les Jesuites à pervertir les sujets de S. M. que le parti Papiste levoit déjà la teste sous l'esperance de ce mariage; qu'ils apprehendoient qu'il ne diminuast l'affection du peuple pour S. A. R. dont la naissance a une si proche relation à la Couronne; qu'il y a presentement plus d'un siecle que les sujets vivent dans une continuelle apprehension de l'accroissement du papisme & du décroissement de la Religion Protestante; qu'enfin la Princefle ayant plusieurs parens & alliances à la Cour de *Rome*, les entreprises des Papistes sur ce pays seroient facilitées par leur moyen, & ils pourroient penetrer dans les plus secretes intentions de S. M. & decouvrir l'estat du Royaume; que les plus sçavans sont d'opinion que les mariages, qui ne sont pas encore consommés, peuvent estre rompus; & que partant ils supplient S. M. d'empescher la consommation de ce-luicy, & d'autant plustost qu'ils n'ont pas encore le bonheur de voir quelcun du sang Royal pour succeder à la Couronne.

Ces raisons qui estoient etendues plus au long contre le mariage de S. A. R. furent encore plus examinées & balancées, presque tous les hommes estant capables de juger des choses par leurs circonstances, & d'attribuer à l'effet de la conspiration ce qui arrive par
les

les conjonctures du temps : si bien qu'il ne fut pas difficile d'interpreter cet engagement seulement d'honneur & d'affection dans son A. R. des conseils des Conjurés, ce mariage estant fort avantageux à leurs fins.

Mais l'on avoit trop avancé cette affaire pour reculer, comme S. M. repondit avec bien de la raison à leur premiere adresse, le mariage ayant desja esté celebré & confirmé par sa Royale autorité, & la Chambre des Communes n'ayant rien dit contre le traité de mariage entre le Duc & l'Archiduchesse d'*Innsbruck* aussi bien Papiste que la Princesse de *Modene*, quoy qu'il fut assemblé lorsqu'on en traitoit.

C'est pourquoy pendant qu'ils poursuivoient cette affaire par une seconde adresse, il sembla plus aisé & plus decent de proroger le Parlement que de rompre le mariage. Ce qui disposa le plus S. M. à prendre cette resolution, est que la Chambre des Communes résolut par la pluralité des voix, qu'ayant considéré l'estat present de la Nation, ils n'entreroient en aucune consultation ny deliberation sur des demandes de subfides & d'impôts, avant l'expiration du payement des 1250000. l. en 18. mois, qui avoient esté accordées depuis peu, ou avant qu'ils eussent au moins reconnu que l'opiniastreté des *Hollandois* les devoit obliger à prendre une resolution contraire; ny jusques à ce que le Royaume fust hors des atteins-

atteintes du papisme & des Conseillers papistes, & qu'on donnast ordre aux autres griefs qui affligeoient l'Etat.

Il y avoit encore une autre chose, savoir l'armée de terre, laquelle leur paroissant estre à charge, inutile, & formidable au peuple, ils presenterent une requeste au Roy, afin qu'il luy plust de la licentier. Toutes ces choses jointes ensemble induisirent S. M. à proroger encore le Parlement pour un peu de temps jusques au 7 Janvier 1673. afin que la Princesse de *Modene* arrivant dans l'espace de cette prorogation, son mariage se pust consommer sans qu'on y fist de nouvelles oppositions.

A l'ouverture de cette Seance le nouveau Seigneur *Garde* donnant pour la premiere fois des preuves de son eloquence & de sa sincerité dans la Chambre des Seigneurs, deduisit fort au long l'averfion que les *Hollandois* temoignoient pour la paix & pour des accommodemens raisonnables, & leurs partages incivils & indirects dans toutes les ouvertures de paix avec S. M. sur quoy l'on demanda & l'on pressa comme cydevant un subside prompt & convenable. Mais les *Hollandois*, qui jusques à present avoient trouvé tous les passages fermés, & s'estoient vus presque exclus de toute application, tous les moyens dont ils s'avisoyent, estant expliqués & représentés en mauvais sens, furent assez habiles pour detromper alors
la

la generalité de la Nation sur ces particularités : ce qui a peutestre fait la plus grande partie de leurs crimes.

La Chambre des Communes ne doutant point, que si elle donnoit son consentement à la demande des subsides, on ne plastrast une paix à propos, fit des plaintes contre plusieurs des premiers Ministres d'Etat qu'elle soupçonnoit d'avoir esté les principaux Conseillers de ces pernicioeux desseins : au lieu de proceder contre eux par voye d'accusation, par quoy les crimes auroient pu estre examinés & jugés, ils se contenterent de proceder contre eux par maniere d'acquit, les diffamant seulement par quelques mauvaises qualités, & suppliant S. M. de les éloigner de son conseil, de sa presence & des charges publiques ; & ils ne furent pas mesme justes dans cette voye d'adoucissement.

De ces trois qui furent accusés, le Duc de *Buckingham* sembloit avoir la meilleure cause ; mais la fortune luy fut la plus cruelle. car toute cette affaire n'ayant point esté maniée suivant les formes solempnelles de la justice du pays, & ayant esté transmise au bon plaisir de S. M. fut aisement changée en une intrigue de Cour, où quoy que selon la maxime moderne.

*Nul ministre d'Etat ne doit estre puni,
Principalement sur une accusation du Parle-
ment.*

d'Au-

d'Autres Complices crurent que dans le temps d'un mecontentement general il estoit de leur propre sûreté, d'avoir un homme sacrifié. Le Duc de *Buckingham* ayant de plus grands ennemis, & comme il arrive, de pires amis que les autres, le sort tomba sur luy, & eux en ayant seulement entendu le bruit, l'abandonnerent après tous ses services, pendant qu'il ressentoit toute la douleur de cette verge de la Chambre des Communes.

Mais il fut de ces gens qui profitent du malheur d'autrui, jusques à ce que par la perte de ses charges & de son autorité, il fut retabli dans la franchise de son propre esprit, pour donner après d'admirables preuves de la vigueur & de la vivacité de son meilleur jugement, en maintenant jusques à son emprisonnement, les vrais privileges de la Nation Angloise.

La maniere de proceder de la Chambre des Communes dans la negotiation de la paix avec la *Hollande*, estoit nouvelle; mais la plus efficace, les Conjurés vivant tout ce temps là en de continuëles apprehensions d'estre cités pour rendre compte de leurs actions, & ne paroissant point d'argent, qui auroit perpetué la guerre, ou pu en cas de paix, estre mal appliqué à d'autres usages qu'au bastiment des vaisseaux, infinué par le Seigneur Garde.

Les propositions des Hollandois com-
D
men-

mencerent par ces moyens d'estre censées plus raisonnables, & le Marquis *del Fresno*, travailla si bien, que S. M. jugea à propos de le communiquer aux deux Chambres, & de ne point faire la paix sans leur avis, quoyqu'on eust entrepris la guerre sans leur en parler. Il ne se trouva pas beaucoup de difficulté dans leur résolution, l'inclination generale de la Nation se portant contre la guerre, parceque les *François* par leur mauvaise conduite sur mer dans toutes les rencontres, avoient encouru la disgrâce des *Anglois*, & que leurs pernicious conseils paroissent visiblement dans leurs livres de la politique *Françoise*, tendans par de frequentes levées d'hommes & d'argent, à affoiblir & epuiser nostre royaume, & par leur jonction avec nous faite tout à propos, à semer entre le Roy & le peuple de raisonnables sujets de desiance à l'occasion de la papauté & du gouvernement de *France*, enfin à insinuer doucement icy ces deux points, soit par inclination, ou par necessité: demesme que les gens de mauvaise vie se fourrent malicieusement parmy les personnes les plus vertueuses, afinques'ils ne les peuvent debaucher autrement, ils les rendent dumoins suspects par leur compagnie, & les diffamant ainsi de reputation, ils les engagent dans leur parti.

Outre tout cela, la vraye raison du trafic qui avoit esté si longtemps negligé par nos
grands

grands hommes d'Etat, fut alors mise en quelque considération : car comme par la paix avec la *Hollande* la plus grande partie du trafic & de la navigation de l'*Europe*, durant que le Roy de *France* la troubleroit, seroit pour le profit & sous la conduite des *Anglois*, le Parlement presenta à S. M. ses tres humbles avis pour une juste & honorable paix avec les Estats Generaux, laquelle fut conclue, aussitost qu'on cessa des'y opposer.

Dans le 7 Article de ce Traité il est porté, *Que le Traité fait à Breda en 1667. & tous les autres qui sont confirmés par ce present Traité, seront renouvelés par le present, & continueront dans toute leur force & vigueur, aussi longtemps qu'ils ne seront point contraires à ce dit present Traité.*

Ces parolles doivent estre bien remarquées, afin qu'on puisse connoistre par les effets qui suivirent, comment ces conditions furent observées par les *Anglois*.

Le Traité de paix ayant passé, le Parlement regardant encore de travers les Ministres d'Etat ; ou prenant en main l'affaire de l'armée de terre, dont les 8 Regimens nouvellement levés furent enfin licentiés à la requeste de la Chambre Basse ; ou travaillant à de nouvelles Bills contre la papauté & pour l'education & le mariage des Protestans de la famille Royale, la nécessité de leur plus longue assemblée ne parut pas

si importante qu'ils ne se pussent reposer
jusques au 10 *Novembre* suivant 1674.

Les Conjurés n'avoient pas jusques alors
pu parvenir au but de leurs entreprises à
cause des continuelles ruptures de leur des-
sein : & ce qui leur estoit le plus facheux,
est qu'ils prevoyoient que la disette d'argent
les obligeroit à convoquer souvent le Par-
lement, lequel danger ils avoient depuis
longtemps esperé d'avoir echappé. Leurs
affaires étant en cestermes, ils se devoient
bien garder de donner au Roy de *France* de
nouveaux sujets de mecontentement : étant
le Maistre de leur secret, & la seule per-
sonne, laquelle, quand ils l'aideroient jus-
ques à se mettre en danger d'estre noyés,
les pust encore retirer du peril. C'est pour
cette raison qu'ils furent tres soigneux à
profiter de tous les avantages que leur of-
froit l'estat present de leurs affaires. Ils sa-
voient bien que S. M. étant degagée de la
guerre, seroit poussée par sa prudence Roy-
ale à interposer sa mediation pour la paix,
étant le plus glorieux titre qu'un Prince
puisse prendre, & le plus propre à faire cet
office, par ce qu'estant le plus puissant, ses
remonstrances pouvoient estre de poids;
étant le plus desinteressé, il pouvoit gar-
der l'equité requise en de telles negotia-
tions; & y étant le plus obligé par hon-
neur, puisqu'il avoit donné occasion à tirer l'épée
dans

dans toute cette partie de l'*Europe*. Mais s'ils craignoient que S. M. panchast à favoriser quelque parti, c'estoit assurément l'*Espagne*, sachant bien que cette Couronne, comme il a esté amplement rapporté & avoué dans le preambule du dernier Traité entre l'*Angleterre* & la *Hollande*, avoit esté le seul instrument de l'heureuse paix dont nous jouissons après cette pernicieuse guerre.

Ils resolurent donc d'employer tout leur possible & toute leur industrie (quoyque tout le profit de la guerre revinst à la Nation Angloise, & qu'en cas de paix il fust entierement de nostre intérêt que l'on contraignist la *France* d'accepter des conditions d'égalité, si quelque Nation en devoit recevoir de telles) pour faire ensorte que le Roy de *France* fust le seul qui gagnast dans cette mediation, afinque rien ne le troublant, il eust tout loisir de les assister dans l'exécution du dessein qu'ils avoient sur l'*Angleterre*. Et un de nos Ministres d'Etat estant pressé, denoua au contraire toutes les difficultés avec une presageuse question Françoisse.

Faut-il que tout se fasse par Politique, & rien par Amitié?

Afin donc de lever une si grande absurdité, que les affaires de dehors se conduisissent suivant l'intérêt de nostre Nation, les regimens Anglois, Ecoissois & Irlandois

qui estoient desja dans le service de *France*, furent non seulement maintenus complets, mais encore l'on y envoyoit tous les jours de nouvelles levees, faisant en tout dumoins, comme on l'a rapporté, un corps constant de 10000. hommes sujets de S. M. lesquels faisoient souvent par leur generosité tourner la fortune de la bataille du costé des *François*.

Comment celà pouvoit il s'accorder avec l'office de Mediateur & avec le 7 Article cy-dessus mentionné du Traité avec la *Hollande* ? c'est à eux à demonstrier qui en estoient les auteurs. Cependant c'estoit en verité un bon moyen de nourrir une armée sous la discipline & les maximes de *France*, afin qu'à la premiere occasion favorable elle pust venir en *Angleterre*, & executer leurs desseins.

Ils voulurent à mesme temps eprouver ce qu'ils pouvoient faire icy. Les dernieres procedures du Parlement en cassant l'indulgence, en accusant les Ministres d'Etat, en faisant des Bills contre le papisme, en n'accordant point d'argent aussitost qu'on en demandoit, furent des crimes irremissibles, dont les Conjurés ne s'estoient en nulle maniere souillés, & mesme indignes d'estre nommés dans l'Aкте du pardon general.

Ils commencerent après 15 ans à faire souvenir qu'il y a en *Angleterre* une sorte de gens

gens semblable au parti des vieux Cavaliers, & representoient que plus ils estoient genereux, plus ils estoient plus credules & partant plus faciles à tromper que les autres; qu'on leur disoit que tout estoit engagé, & l'Estat (avec combien de verité cela estoit il dit, mais avec combien de fausseté cela estoit il imaginé) que la Nation couroit à *Quarante & un*; que c'estoit le temps de rattraschir la memoire de leurs anciens merites, & de recevoir la double recompense de toute leur loyauté; & que desormais les Cavaliers auroient la lotterie de tous les grands & petits offices du Royaume; *sans pourtant y avoir autant de part que le Chevalier Joseph Williamson.*

Par tous ces moyens ils avoient dessein de susciter une guerre civile, pour laquelle ils avoient fait toutes sortes de provisions, en bastissant de nouveaux forts & en levant du monde, & avoient à propos semé toutes sortes de defiances en *Angleterre* & en *Ecosse*, afinque s'il en arrivoit une, ils pussent avoir une rase campagne de religion, de gouvernement & de privileges: ou ils esperoient aumoins par ces moyens d'intimider un party & d'encourager l'autre, & de donner desormais de l'argent selon leur bon plaisir, sans se soucier de quelle maniere cet argent seroit acquis, ny à quel coin il seroit battu, pourvu qu'il pût estre fondu pour leur service & leurs

fin. Mais on n'auroit pas pu faire une plus grande injure à ces Gentils-hommes, dont les meilleurs le ressentent ainsi, que si leurs esperances estoit reelles, de croire qu'ils pussent estre engagés dans quelque mauvaise action; ou que si elles estoient imaginaires, comme elles ont esté jusques à present, de s'imaginer qu'en erigeant la statue du feu Roy, tout le party pust estre recompensé en effigie.

Pendant que ces choses estoient sur l'enclume, le diziesme de *Novembre* echut pour la seance du Parlement; mais il fut remis jusques au treiziesme d'*Avril* 1675. Ce qui arriva alors de plus avantageux aux Conjurés, fut que leurs desseins estoient meurs, & en estat d'estre poussés un peu plus loin; mais il leur manquoit encore une chose. Le Parlement s'estant assemblé & la Chambre des Seigneurs aussi bien que celle des Communes delibérant sur quelques Bills avantageuses à la Nation suivant l'estat present des affaires, le grand dessein parut dans une Bill, qu'on apporta inopinément un matin dans la Chambre des Seigneurs, par laquelle tous ceux qui jouissoient d'un office beneficiel, ou d'une charge ecclesiastique, civile ou militaire, auxquels on ajoustoit les Conseillers du Conseil Privé, les Juges de paix & les Membres du Parlement, devoient sous peine de punition, prester le serment, & faire la
de-

declaration & la detestation qui suivent :

Je N. N. declare qu'il n'est point permis sur quelque pretexte que ce soit de prendre les armes contre le Roy , & je deteste cette perfide proposition de prendre les armes contre sa personne par son autorité , ou contre ceux qui sont commis par luy pour detourner de telles commissions, & je jure que je ne tascheray jamais d'alterer le gouvernement de l'Eglise & de l'Etat. Ainsi Dieu me garde.

Ce mesme serment avoit esté à Oxford porté dans la Chamble Basse l'année de la peste , pour estre presté par toute la Nation ; mais il fut alors rejeté par l'assistance de ces mesmes personnes qui le resuscitent à present , de peur d'une generale infection des parties vitales de ce Royaume : & quoy qu'il eust passé dans une Bill particuliere , connue sous le nom de *Five mile Acte* , à cause qu'il ne regardoit que les predicateurs Nonconformistes , il fut mesme en cela entierement rejeté par le dernier Comte de *Southampton* , dont le jugement peut passer pour l'etendart de la prudence & de la loyauté. Cette expression du Seigneur Garde à l'ouverture de cette Seance , estoit assurément heureuse ; que ni les influences des astres , ny les configurations des cieux n'estoient point à craindre , durant que les deux Chambres vivroient en concorde l'une avec l'autre ; & que les deux Chambres seroient bien unies avec leur Seigneur & Souverain. Mais s'il avoit cet

D s

acte

acte en vue , la mesme Astrologie luy pouvoit enseigner qu'il ny a rien de plus mauvais augure , que quand de tels sermens pendent sur la teste de la Nation, semblables à une nouvelle comete, qui presage l'alteration de la religion & du gouvernement. Telle fut en *France* la sainte ligue sous le regne de *Henry Troisième*. Tel fut le serment des *Pais Bas* sous le regne de *Philippe Second*. Ainsi les Fanatiques ne voulant pas signer sous le feu Roy, les sermens leur ont appris à faire une ligue particuliere. Si de telles choses se doivent jamais entreprendre, ce n'est que quand elles paroissent necessaires pour la bonne fortune : or y a til quelque chose de moins necessaire ? Jamais Roy d'*Angleterre* n'a reçu un si grand tresor de l'affection de son peuple, excepté ce que ces mechantes gens en ont consumé, comme ils ont fait tout le reste, lesquels le Royaume n'eust pas si longtems souffert (ce qui ne s'est jamais fait auparavant) sans un amour excessif pour la personne du Roy. Les vieux actes d'Allegeance & de Suprematie estoient encore en leur pleine vigueur, sinon contre les Papistes, & mesme trop depuis peu contre eux, toutes les fois qu'il a fallu applanir le chemin à une seance liberale du Parlement. De plus pour mettre la Couronne en pleine sureté, ce Parlement avoit par un Acte des deux Chambres déterminé

une

une question , que la sagesse de leurs ancestres n'avoit jamais decidée , à savoir , que le Roy seul auroit commandement sur la milice. C'est pourquoy le Seigneur Garde defendant ce serment dans la harangue qu'il fit au Parlement , pechatrop grossierement contre deux tres bonnes maximes d'Estat , sur lesquelles il ne consulta pas l'Astrologie , mais l'Histoire : il leur representa donc premierement qu'il ne faut point *Quieta movere* , c'est dit il , quand on agite ces choses ou questions dont l'on ne parle point & qui doivent demeurer dans le silence. & secondement qu'il ne faut point *Res parvas magnis motibus agere* , c'est à dire , dit-il encore , quand on attribue autant de poids à des propositions nouvelles & non toujours nécessaires , que si tout le fond des affaires en dependoit.

Il semble que ce serment estoit la petite chose qu'il envisageoit , n'estant , comme il l'appelloit , qu'une sùreté moderée pour l'Eglise & pour la Couronne ; mais que luy & son parti ont représenté aussi importante , que si tout le fond des affaires en dependoit.

Quant à ce *Quieta movere* , ou l'agitation de ces choses ou questions qui sont & doivent demeurer dans le silence , tout n'estoit il pas en paix , quand on prit les armes contre le Roy sous quelque pretexte que ce fust ? Ne vivoit on pas en paix , lors-

que se leva la seditieuse proposition de prendre les armes contre la personne du Roy par son autorité? Lestrois Actes, de Corporations, de la Milice, & de *Five Miles* n'avoient ils pas suffisamment remedié aux troubles? Pourquoy la poussa-t-on plus loin? Mais estant emue, ils s'offre à l'esprit des hommes bien plus de considerations sur ce sujet, aux uns plus, aux autres moins.

Le Chevalier *Walter Tirells* croyant tirer sur une beste, tua par megarde *Guillaume le-Roux*. L'affaire fut poussée si loin que cette meprise de coup fut imputée au Chevalier *Walter* pour un crime de trahison: cependant nous ne voyons point qu'on l'ait accusé ou condamné de meurtre. Mais ce qui fait le plus à ce sujet, est qu'il est difficile d'alleguer une loy, soit de ce Royaume, ou d'un autre, pour montrer qu'un particulier assailli par un Roy & ne pouvant s'enfuir, ne se peut pas mettre sur ses gardes. Si donc cette matiere est douteuse dans le cas d'une personne privée, il n'estoit pas de la prudence de la remuer sur le General, puisqu'elle est si bien estable. Quant à toutes les autres choses, pour temoigner l'averfion qu'il en a, il dit, (quoy qu'il ait depuis este fait Seigneur Chancelier) dans sa harangue du 15. Fevrier 1676. *Loin cette mechanic voye de distinguer entre la capacité naturelle & la politique.*

Il est trop habile pour ignorer que sans cette distinction il n'y auroit en *Angleterre* ny loy ny raison de loy. A quel fin & pourquoy pour mettre tout hors de doute, comme il est aussi requis dans ce formulaire, y declaroit-on que les sujets doivent detester comme une chose seditieuse, la prise des armes contre ceux que le Roy depute pour s'opposer à de telles commissions, puisqu'on n'y specifioit ny la teneur ny la regle de telles commissions, & qu'on n'y exprimoit ny limitoit les qualités de ceux qui se trouveront armés de telles commissions? Jamais tant de sens ne fut exprimé en si peu de paroles. Jamais l'alienation de toute la primogeniture d'*Angleterre* ne se pouvoit faire en termes plus courts & plus obligatoires.

Car quant à la commission, si c'est pour offrir aux sujets les biens & la vie par force, c'est pourtant la commission du Roy; ou si les personnes deputées ont encouru les plus grandes inhabilités par Acte du Parlement, leur prestation du serment éloigne toutes ces incapacités, ou leur commission le met hors de doute: mais si un homme se veut defendre, un bon juge trouvant que la proposition est seditieuse, declarera conformément que par cette loy il doit estre exécuté comme un criminel de haute trahison.

Ces choses ne sont point des naïseries ny

des reflexions cloignées, (quoy qu'en fait de lois & sur tout de celles qui doivent après subir l'interpretation des juges, *Durante Beneplacito*, il faille poser ou imaginer tous les cas.) Mais y ayant en *Ecosse* un Acte pour 20000 hommes prests à passer en *Angleterre* au premier signal, & un si grand corps de soldatesque Angloise en *France* toujours presté à fondre icy, outre ce que les Etrangers se sont peuteestre par traité obligés de fournir, & cela estant si recent, quelles sortes de personnes ont eu dans ces derniers temps les commissions parmy nous? à quoy il faut ajouster tant de livres publiés par autorité publique; & quelques-uns écrits par des officiers du *tapit noir* & par un officier du *tapit verd*, dans lesquels on soutient contre toutes les lois que le gouvernement arbitraire est de l'essence de la Monarchie d'*Angleterre*.

Toutes ces considerations mises ensemble sont capables de faire un homme honneste & bien avisé, & de persuader qu'effectivement tout le fonds des affaires dependoit de la prestation de ce serment & de cette declaration.

Cette declaration excita la plus grande dispute, qui ait peuteestre jamais esté dans le Parlement: sur quoy les Seigneurs qui estoient contre le serment, estant bien persuadés de leur fidelité & de leur merite prirent alors la defense des libertés d'*Angleterre*.

terre avec autant de genie, de vertu & de courage que leurs nobles ancestres ont autrefois maintenu la *Grande Charte d'Angleterre* ; mais avec d'autant plus de recommandation qu'ils avoient icy un plus beau champ & une plus honneste maniere de decider. Ils combattoient avec tous les desavantages imaginables ; ils estoient opprimés par le nombre de leurs adversaires, le bruit de la Chambre ; semblable au vent, estoit contre eux, & si le Soleil, & si le feu n'eust point donné sur leurs visages, & s'ils n'eussent point esté si peu en nombre, ils eussent pu comme leurs adversaires, se retirer pour se rafraîschir dans un engagement de tout un jour : & on ne reconnut jamais mieux combien l'éloquence humaine & la grandeur sont peu de chose & de peu efficace, quand la verité toute pure decouvre toutes les couleurs & les dimensions des choses, & toute resplendissante lance ses rayons jusques au fond de leurs faussetés. Puisque tous ces Seigneurs ont si noblement agi, il ne seroit pas honneste de preferer l'un à l'autre, si ce n'est que parceque le Duc de *Buckingham* & le Comte de *Shafsbury* ont esté les plus sifflés pour cette brave action, il est juste de les mettre tous deux sous une double proportion d'honneur en un egal rang avec le reste de leurs compagnons en honneur. La relation particuliere de ce demeslé, qui dura plusieurs jours

avec

avec grande ardeur des deux costés ; & les raisons d'un seul parti, furent brulées en la prochaine seance par l'ordre des Seigneurs : mais les etincelles en voleront eternellement sur le visage de leurs adversaires.

Avantque ce formulaire passast dans la Chambre des Pairs parmy de si vigoureuses oppositions, il s'eleva inopinément un grand demeslé entre les deux Chambres. en voicy l'occasion. Les Seigneurs estant par un droit incontestable la Cour supreme de judicature dans cette Nation, avoient sous une requeste du Docteur *Shirley* pris connoissance d'une cause entre luy & le Chevalier *Jean Fagg*, Membre de la Chambre des Communes & d'autres appels de la Cour de la Chancellerie. Les Communes, ou ce que je crois plustost, quelques gens rusés parmy eux ayant l'œil sur le formulaire, & apprehendant le hazard de son entrée dans la Chambre, prirent aussitost cette occasion aux cheveux, & allumerent si bien les charbons qu'on ne les put plus eteindre.

Dans la Chambre des Pairs les deux partis s'accorderent aisement sur un point qui concernoit leurs privileges, & n'estoient pas moins en colere contre les Communes, ny moins ardens à maintenir leur ancienne jurisdiction : en quoy neantmoins les Seigneurs qui favorisoient le formulai-

re,

re, que ceux qui s'y oppoſoient, avoient leurs raiſons particulieres, & pouvoient peut-eſtre s'accuſer l'un l'autre de quelque artifice. La choſe fut enfin agitée avec tant d'ardeur des deux coſtez, qu'une plus longue controverſe ſur ce point auroit mis les deux Chambres hors d'eſtat de ſ'accorder: c'eſt pourquoy S. M. les prorogea juſques au 13 du mois d'Octobre ſuivant 1675. & par ce moyen ce fatal formulaire, qui avoit rempli de trouble les eſprits de la Nation, mourut de ſa ſeconde mort, c'eſt à dire, ſelon le langage des Theologiens, fut damné.

La Chambre des Communes n'avoit pas manqué dans cette ſeance de faire une Bill de 300000. l. pour le baſtiment des vaiſſeaux, & une autre pour l'appropriation de l'ancien Tonnage & Meſurage, montant à 400000. l. tous les ans, à l'uſage de la flotte, comme cela doit eſtre deſjà par loy, & avoit eſté cy devant accordé ſous une ſpeciale & toute particuliere confiance. Mais les 300000. l. quoyque ſuffiſantes alors & ſeulement un ſujet d'ardeur pour une aſſemblée ſuivante, ne leur ſembloit pas plus conſiderable que ſ'ils n'avoient rien eu: & cette Bill d'approprier quelque choſe à ſon vray uſage, fut une cauſe ſuffiſante de les faire toutes deux avorter, mais ſous pretexte de la querelle emuë entre les deux

deux Chambres , par laquelle finit cette séance.

Les Conjurés , eurent cet intervalle pour réfléchir sur leurs propres affaires. Ils voyoient que le Roy de *France* (comme ils l'appelloient) estoit si occupé dehors , qu'il ne pouvoit les aider icy que par ses ordres , tandis que ses armées estoient souvent sauvées de leur ruine par les forces Angloises : ils consideroient que le formulaire estoit defait par lequel les Papistes espéroient d'avoir eü represailles pour celui de la *Transubstantiation* , & les Conjurés d'avoir gagné une commission aussi étendue & arbitraire que la malice de leur cœur pouvoit inventer ; que de plus ils avoient peché contre les Loix pour avoir levé de l'argent sans le consentement du Parlement , ou emprisonné , ou executé quiconque s'opposoit à eux dans la poursuite de leurs commissions : ils savoient que c'estoit en vain d'espérer que S. M. dans ce besoin , ou plustost dans cette opinion de besoin , au quel estat ils l'avoient eux mesmes reduite , pust estre divertie de faire tenir cette séance du Parlement ; à quoy ils n'estoient pas eux mesmes tout à fait contraires , presumant y trouver leur compte en quelque maniere que ce fust : car si l'on accordoit de nouveaux subsides , ils seroient appliqués à leur projets , & une bonne partie demeureroit en leur disposition :

tion: que si le Parlement n'accordoit rien, ils pourroient de telle maniere représenter à S. M. ce refus joint à d'autres conjonctures du Parlement, qu'ils l'enflammeroient contre eux, & luy rendroient suspects tous les avis du Parlement, pour ne prendre conseil que d'eux, de la *France* & de la necessité.

Ils fomentèrent à mesme temps tous les sujets de jalousie qu'ils produisoient.

Ceux qui refuserent tout l'argent qu'on leur demandoit, furent seulement jugés recusants, & ceux qui alleguerent les privileges de la Nation, furent mis dans la classe des Presbiteriens.

Le 13 d'*Octobre* le Roy demanda non seulement comme auparavant un subside pour bâtir des vaisseaux, mais de plus l'anticipation de ses revenus.

Les Communes reprirent les Bills qu'ils avoient commencés dans leur precedente assemblée, & en prirent d'autres qui pouvoient remedier aux maux presens & prevenir les futurs.

La Bill pour un *Habeas Corpus*.

La Bill contre l'envoy des prisonniers hors le Royaume.

La Bill contre les levées d'argent sans le consentement du Parlement.

La Bill contre la seance des Papistes dans l'une ou l'autre Chambre.

La Bill pour une plus prompte conviction des Papistes.

La

La Bill pour le rappel des fujets de S. M. hors du service des François, &c.

Quant à la demande du Roy , ils y procederent selon leur premiere coustume par deux Bills, une pour lever 300000. l. l'autre pour l'appropriation des Tonnages & des Mesurages à l'usage de la flotte.

Il y eut dans la Chambre des Seigneurs une grande disposition pour l'interest public. Mais les 300000. l. parurent une chose si fade à ceux qui avoient continuellement esté regalés de millions, & cet acte d'Appropriation avec quelques autres fut tellement contre leur goust , qu'ils avoient seulement besoin d'une occasion pour les rejeter. Ce qui se trouva alors de plus propre à ce sujet, fut le dernier demeslé entre la Chambre des Seigneurs & celle des Communes. La Chambre Basse s'opposa plus vigoureusement que cy devant à la jurisdiction que les Seigneurs pretendoient dans les Appels. Les Seigneurs d'un autre costé résolurent de ne se point laisser depouiller d'un privilege si essentiel & d'une autorité de si grande importance , & de se maintenir dans sa possession. Ainsi la dispute s'échauffa plus qu'auparavant, & il ne parut aucun moyen de les accommoder: sur quoy les Seigneurs delibererent d'envoyer à S. M. une adresse contenant plusieurs puissantes raisons tirées de la nature & de la conduite de la presente Chambre des Communes, pour

pour dissoudre ce Parlement. Mais le Roy, bienque la transaction entre les deux Chambres fut alors hors d'usage, jugeant qu'il pourroit en quelque rencontre tirer du service de cette Chambre, se contenta de proroger ce Parlement. Le blasme de cela fut non seulement rejeté, mais encore exagéré contre les deux Chambres, & particulièrement contre celle des Seigneurs, qui s'estoient le plus vigoureusement opposés aux interests des François & des Papistes. mais ceux qui avoient vu les procédures des Seigneurs, & observé la conduite des premiers Ministres en ce point, en jugerent autrement. Pour ce qui est de la Chambre des Communes, qui avoit déclaré dans la chaleur de la dispute, *Que quiconque sollicitera ou poursuivra un appel d'une Cour d'Equité à la Chambre des Seigneurs contre un Membre des Communes d'Angleterre, sera cru & pris pour un traistre des droits & privileges des Communes d'Angleterre, & il sera conformément procedé contre luy.*

Leur Orateur passant par la salle de *Westminster* pour aller à la Chambre, & jettant la vue sur quelques uns de ces Avocats, commanda à son Massier de les arrester & de les mener prisonniers chez luy. Il est à presumer que luy, estant du Conseil privé du Roy, n'a fait cela que pour ce que quelquesuns appellent le service de S. M. ce fut là le plus grand de tous les affronts que la

la Chambre des Seigneurs a- reçu dans ce demeslé. Mais quoy qu'il en soit, cette faute devoit estre divisée: il y avoit une plus grande faute commise par la prorogation du Parlement depuis le 22 *Novembre* 1675. jusques au 15 *Fevrier* 1676. & en l'appuyant après cette demission, ny ayant aucun registre qui nous apprenne que des choses pareilles ayent esté pratiquées depuis qu'il y a des Parlemens en *Angleterre*, & toute la raison de la loy n'estant pas moindre que la pratique & la coustume portant le contraire.

Ce vaste intervalle entre les seances du Parlement ne peut estre plus justement rempli que de la liaison de ce qui arriva icy & dehors, afinque ceux qui sont intelligens, puissent observer, si les Conjurés ne rencontrerent point d'interruption, ou plustost s'ils n'accommoderent point ces evenemens à la continuation de leurs desseins. Le Comte de *Northampton*, estant une personne de trop grand honneur, ne doit pas estre tenu pour un des Complices de leurs desseins, quoyque son elevation à la charge de Connestable de la *Tour*, fust la Première de nos Domestiques aspirans. Mais s'ils y ont eü quelque part, il est plus probable qu'ils l'ont couvert de tant de murs pour le rendre insensible, & luy oster la vuë de leur trahison. on conjecturoit alors par la qualité du Garde, qu'il ne devoit pas estre placé

placé avec les prisonniers vulgaires & d'une condition commune. Mais il y eut une autre chose tout à fait remarquable, qui est, que durant cet interparlement cinq places de juges vaquerent, soit par mort, ou autrement (car ç'a esté quelque temps devant que le Chevalier *François North* fut fait Seigneur-Chef de justice au *Common Pleas*.) les cinq qui succederent, furent le Chevalier *Richard Rainsford*, Seigneur Chef de justice au *Kings Bench*, *Montague* Seigneur Chef Baron de l'*Exchequer*, *Vere* *Bartie*, Avocat, un des Barons de l'*Exchequer*, le Chev. *William Stroggs*, un des juges du *Common Pleas*, & le Cheval. *Thomas Jones*, un des juges du *Kings Bench*. Il y auroit beaucoup à dire sur eux tous, & ce n'est point par figure de Rhétorique, mais par respect pour leur profession, que je le passe sous silence; considérant d'ailleurs la foiblesse humaine, & qu'il sont tous par leurs patentes *Durante Bene Placito*, comme obligés à la bonne entreprise. On ne peut penser sans honte, quels gens vulgaires, & pour nommer les meilleurs d'entre eux, quelles personnes obscures esperent & attendent quelcune de ces places. Le juge *Arknis* en penchant trop vers les lois, fut en danger de faire sous un autre pretexte place à quelcun d'eux: mais après une vraie repentance & contrition jointes à quelques aumônes, fut reçu à merci: tout

tout le reste des tribunaux aura sans doute
 profité beaucoup par cet exemple & par
 quelques autres. Helas ! la sagesse & la pro-
 bité de la loy s'en est allée en bonne par-
 tie avec le bon Cheval. *Mathieu Hales* , &
 la justice est devenuë une pure propriété.
 Cette fleche envenimée penetre jusques
 dans le fond du cœur du gouvernement , &
 ne peut venir que del'arc des Conjurés. Ce
 que les conseils de *France*, les armées sur-
 pié, les Membres du Parlement corrom-
 pus, les sermens Nationaux , & toutes les
 autres perfides entreprises de mechans hom-
 mes , n'ont pu encore faire reüssir , peut
 estre plutost & plus facilement executé par
 douze juges en ecarlare.

Ce qui arriva immédiatement après , &
 parut une preparation pour la Seance pro-
 chaine, fut un livre qui vint en lumiere
 par autorité publique, & avoit pour titre,
*Considerations sur les vray moyens de supprimer
 le papisme &c.* C'estoit un tres bon dessein,
 & l'ecrit, comme je crois, avoit esté com-
 posé par un bon homme; mais il s'estoit
 trompé en quelques endroits, ce qui ne
 doit pas estre passé sous silence. Une des
 meprises se trouve dans la preface, où il dit:
*La faveur icy proposée dans l'affaire des Papi-
 stes , n'est pas plus grande que celle dont ils jouis-
 sent aujourd'hui en d'autres pays Protestans.* Je
 pense que cela ne se trouve pas vray en
Danuemarc, en *Suede*, & en quelques au-
 tres

tres pays, où le papisme est entièrement supprimé : & si cette suppression y a esté executée par voye de prudence & de conformité au Christianisme, je croy que cela ne devoit pas estre faussement présenté en termes si generaux.

Un autre p. 59. & 60. est une chose mauvaise & dangereusement proferée, lorsqu'il conclut ainsi : *Je ne say point d'autre exemple que celuy de David quand il estoit en Gath ; d'un homme qui estoit reduit à de si grandes extremités , sans corrompre ses bons principes.* Avoit il pour sa cause un plus illustre exemple & plus à propos ?

Ce que j'ay à dire de plus en passant, est pour ce qui concerne le grand but de tout son dessein, qui est de conduire les hommes plus loin, comme par la distinction de l'Eglise & de la Cour de Rome, qui est une chose qu'on a tentée depuis long temps, & qui a toujours paru inefficace, estant la mesme que celle par laquelle on distingueroit entre l'Eglise d'Angleterre & les Evesques Anglois. L'intention de l'Auteur estoit sans doute tres honneste, & les Anglois de cette profession sont assurément de tous les Papistes les plus sinceres & les plus dignes de grace. Mais le temps ne paroissoit pas propre à negotier plus que des convenances publiques.

Un autre parut par autorité publique sur les approches de cette Seance, intitulé,

Paquet d'avis aux hommes de Shafsbury &c.
 Le nom de l'Auteur estoit supprimé, non point par modestie; mais pour avoir plus de liberté d'exercer son impudence, non point tant contre ces nobles Seigneurs, que contre la verité & l'honnesteté publique. Tout son escrit n'est rien qu'une infusion de malice dans l'écume de la ville & dans les excréments de l'université: c'est pourquoy le nom du livre ne meritoit pas plus d'estre cité que celui de l'auteur, l'un & l'autre méritant de perir ensemble dans leur propre infamie, si les premiers evenemens de la suivante séance n'avoient fait connoistre que cet enchanteur se conduit par quelque intelligence superieure.

Et d'un autre costé il se debita quelques imprimés, pour informer, comme c'est la coutume, les membres du Parlement des lois qui concernent la prorogation, lesquelles il est à presumer que tous ces auteurs n'entendoient pas: ce qui pouvoit apparemment donner jour à de grandes questions.

Quant aux affaires Estrangeres depuis l'année 1674. que la paix fut conclue entre l'Angleterre & la Hollande, le Roy de France pour temoigner son deplaisir & humilier la Nation Angloise, fit couler ses Armateurs parmy nos Marchands. Il n'y eut plus de sureté de commerce n'y de navigation nonobstant l'amitié publique entre les deux

Cou-

Couronnes, les *François* ne faisant que tuer, piller, prendre & confisquer tout ce qu'ils trouvoient sur mer. Leurs Armateurs se portoient aux embouchures de nos rivières, ils furetoient le long de nos costes, prenoient nos vaisseaux dans nos propres ports, & nous tenoient en quelque maniere bloqués par mer. Quiconque taschoit d'avoir justice à son Souverain Port, estoit insollement rejeté, excepté quelques uns qui pour l'intérêt du Chevalier *Ellis Leighton*, lequel faisoit une seconde prise sur eux, estoient rachetés sous une plus claire composition. Cela dura de cette sorte depuis 1674. jusques à la fin de 1676. sans remède, mesme jusques au temps de la Seance du Parlement : desorte qu'on doutoit si les Conjurés n'en estoient pas complices, & n'y trouvoient pas leur compte en partie. Pour l'evidence de ce qui a esté dit, peut premierement servir le papier annexé à la fin de ce Traité, donné par quelques Membres du Conseil Privé selon les ordres de S. M. auquel on joignit un registre d'un fort grand nombre de navires Anglois, qui vinrent alors en connoissance & que les *François* avoient pris. (& l'on ne cesse pas encore à present de traiter nos marchands sur le mesme pié.) Durant toutes ces insupportables & barbares pirateries & pilleries sur les sujets de S. M. on estoit icy fort soigneux d'envoyer plus que cydevant des recrues.

en France. on encourageoit ceux qui y alloient de bon gré: pour ceux qui en témoignoient de l'éloignement, on les prenoit, on les emprisonnoit, on les y transportoit par force, & on les contraignoit de prendre parti, jusques à ce que le Parlement fut sur le point de s'assembler, nonobstant tous les soins qu'il avoit pris pour l'empescher. Les magasins de S.M. estoient tous les jours volés pour fournir les François de toutes sortes de munitions, dont le compte suivant ne contient qu'une petite partie, en comparaison de ce qui estoit tous les jours transporté dehors, sous pretexte d'envoyer des sceaux de douane en Jarsy & en d'autres places.

Petit compte de quelques munitions transportées du port de Londres en France depuis le mois de Juin 1675. jusques en Juin 1677.

Grenades sans nombre transportées par mer sous couleur de fer travaillé

Balles de plomb 21 Tonnes.

Poudre à canon 7134 Barils.

Balles de fer 18 Tonnes, 600 pesant.

Mesche 88 Tonnes, 1900 pesant.

Canon de fer 441 Quantité, 292.

Tonnes, 500. pesant.

Roues de canon, Bandolieres, Piques &c. la quantité en est incertaine.

On

On gratifioit le Roy de *France* de tout cela pour nous affoiblir & nous perdre sur mer, pour nous faire contribuer tout ce que nous pouvions amasser d'hommes & de provisions dans nostre pays, & pour le rendre plus puissant & plus formidable.

Nous voicy enfin arrivés à cette seance si disputée & si long temps attendue. Quoy que l'acheminement à cette seance ait este plus long que je ne croyois à l'entrée de ce discours, il est pourtant bien court en comparaison de ce que cette matiere peut fournir: mais je passe le reste sous silence, afin de me renfermer dans les bornes que je me suis prescrites dans ce discours. Le 15 Fevrier 1676. estant arrivé, le Roy de *France* appointa le mesme jour sa marche en *Flandres*. Il sembloit que ce mouvement se faisoit en juste cadence, & que comme dans un grand balet il observoit les differences du temps avec ceux qui devoient icy chanter sur les mesmes mesures, & qu'il jugeoit que c'estoit une galanterie de prendre le reste de la *Flandres*, boulevard que la nature nous a donné, en face du Roy d'*Angleterre* & de ses petites maisons du Parlement.

S.M. haranguant le Parlement à l'ouverture de cette seance, demanda un subside pour bastir des vaisseaux, & une plus longue continuation de l'augmentation des impôts sur la Biere & l'*Ale*, qui devoit expirer le 24 Juin

en *France*. on encourageoit ceux qui y alloient de bon gré: pour ceux qui en témoignoient de l'éloignement, on les prenoit, on les emprisonnoit, on les y transportoit par force, & on les contraignoit de prendre parti, jusques à ce que le Parlement fut sur le point de s'assembler, nonobstant tous les soins qu'il avoit pris pour l'empescher. Les magasins de S.M. estoient tous les jours volés pour fournir les *François* de toutes sortes de munitions, dont le compte suivant ne contient qu'une petite partie, en comparaison de ce qui estoit tous les jours transporté dehors, sous pretexte d'envoyer des sceaux de douane en *Jarvis* & en d'autres places.

Petit compte de quelques munitions transportées du port de *Londres* en *France* depuis le mois de *Juin* 1675. jusques en *Juin* 1677.

Grenades sans nombre transportées par mer sous couleur de fer travaillé

Balles de plomb	21 Tonnes.
Poudre à canon	7134 Barils.
Balles de fer	18 Tonnes, 600 pesant.
Mesche	88 Tonnes, 1900 pesant.
Canon de fer	441 Quantité, 292. Tonnes, 500. pesant.

Roues de canon, Bandolieres, Piques &c. la quantité en est incertaine.

On

On gratifioit le Roy de *France* de tout cela pour nous affoiblir & nous perdre sur mer, pour nous faire contribuer tout ce que nous pouvions amasser d'hommes & de provisions dans nostre pays, & pour le rendre plus puissant & plus formidable.

Nous voicy enfin arrivés à cette seance si disputée & si long temps attendue. Quoy que l'acheminement à cette seance ait este plus long que je ne croyois à l'entrée de ce discours, il est pourtant bien court en comparaison de ce que cette matiere peut fournir: mais je passe le reste sous silence, afin de me renfermer dans les bornes que je me suis prescrites dans ce discours. Le 15 Fevrier 1676. estant arrivé, le Roy de *France* appointa le mesme jour sa marche en *Flandres*. Il sembloit que ce mouvement se faisoit en juste cadence, & que comme dans un grand balet il observoit les differences du temps avec ceux qui devoient icy chanter sur les mesmes mesures, & qu'il jugeoit que c'estoit une galanterie de prendre le reste de la *Flandres*, boulevard que la nature nous a donné, en face du Roy d'*Angleterre* & de ses petites maisons du Parlement.

S.M. haranguant le Parlement à l'ouverture de cette seance, demanda un *subside* pour bastir des vaisseaux, & une plus longue continuation de l'augmentation des impôts sur la Biere & l'*Ale*, qui devoit expirer le 24 Juin

1677. & leur recommanda fortement une bonne correspondance entre les deux Chambres, leur représentant pour les adoucir, que leurs derniers differens estoient la cause d'une si longue prorogation. Le Seigneur Chancelier par empressement de faire mieux, gasta selon sa coutume tout ce que le Roy avoit si bien dit. en effet depuis qu'il a les sceaux, les malheurs de toutes les Seances doivent en grande partie estre imputées à son eloquence indiscrette & de mauvais presage: & si Monseigneur le Tresorier n'avoit pas eu de voye plus efficace de persuader les Communes, cette seance auroit esté exposée au mesme danger de mal reüssir que les precedentes. Chaque Chambre estant assemblée, le cas de cette longue prorogation qui avoit passé les limites ordinaires, fut jugé d'une si grande importance à la constitution de tous les Parlemens & à la validité de toutes les procedures de cette seance, que les Communes, quoyqu'à regret & contre leur inclination, ne voulurent pas le passer sous silence: mais ils le manierent si delicatement qu'ils sembloient ne l'oser pas toucher.

Le premier jour, au lieu de proposer ainsi la question, si le Parlement n'estoit point véritablement dissous par cette prorogation sans exemple, elle fut proposée un peu ridiculement, si cette prorogation n'estoit point un adjournement. Ils ajournerent.

nièrent & eux & cette dispute jusques au lendemain, & de là la remirent encore jusques au *Lundy* matin. Ceux qui proposèrent cette question, avantque de le faire, avoient demandé si cela leur estoit permis, comme si cela n'avoit pas auparavant esté plus que signifié par l'adjournement de ce debat, & comme si la liberté de parler n'estoit pas un droit que les Rois accordent à l'ouverture de chaque Parlement. Par cette feinte & ce demiconseil ils crurent que la Chambre le leur refuseroit; que partant ce refus revenoit à cette claire question, si leurs grands Commissaires s'assembleroient: ce qui concernant la legalité de la seance des Chambres, portoit à l'affirmative autantqu'ils le pouvoient desirer. mais la chose se passa autrement dans la Chambre des Seigneurs. Le Duc de *Buckingham* qui a coustume de dire tout ce qu'il pense, montra par toutes les lois du Parlement & par de tres fortes raisons, que cette prorogation estoit nulle, & partant ce Parlement dissous, offrant de plus de le soutenir devant tous les Juges, & priant, comme on a coustume de faire en ces sortes de rencontres, de ne les recevoir, qu'aprèsqu'ils auroient déclaré leur opinion sur ce sujet. Mais Monseigneur *Frechwell* comme un meilleur juge d'un si important point de lois, eut la bonté de dire, qu'il falloit faire venir le Duc de *Buckingham*

gham devant la Barre: à quoy le Seigneur de *Salisbury* s'estant opposé, comme à un extravagant conseil, & ayant defendu la proposition du Duc de *Buckingham* avec la force de courage & de raison d'un *Cecilian*, le Seigneur *Arundel* de *Trerise*, Pair de pas moindre consideration & autorité que Monseigneur *Frechwell*, parlant avec autant d'ordre que si le sel avoit esté repandu à terre, ou qu'un lievre avoit rompu sa voye, appuya l'avis de faire venir le Duc de *Buckingham* devant la Barre. Mais il y avoit encore plusieurs Seigneurs qui nes'ouvroient point, & les couriers de la Chambre des Communes apportoit à chaque moment des avis, que l'affaire estoit encore en debat parmy eux: desorteque le Comte de *Shafsbury* eut occasion de faire paroistre son extraordinaire vigueur sur ce qui concernoit la personne & la proposition du Duc de *Buckingham*; & que comme le Duc avoit fait le premier cette raisonnable opposition, aussi le Comte de *Shafsbury* fut plus proprement un autre Principal, que son Second. Au contraire le Seigneur Chancelier entreprit de faire paroistre la prorogation tres legitime, la couvrant des plus belles couleurs de la mesme maniere qu'estant advocat, il defendoit les pires de toutes les causes & telles qu'elles ne pouvoient souffrir la lumiere du jour. La dispute dura 5 ou 6 heures,

piu-

plusieurs debatant l'affaire selon les lois d'une bonne methode, jusques à ce que les nouvelles vinrent, que la Chambre des Communes s'estoit separée sans avoir rien fait: sur quoy le plus grand nombre dit qu'il ne falloit point parler de cette question, & qu'on devoit tenir le Parlement pour legitime, afinque le demeslé cessast.

Estant tout glorieux de leur victoire, sans en estre pourtant satisfaits, ils attaquèrent leurs adversaires de sang froid, les accusant le mesme soir de la maniere qu'ils jugerent à propos, & les condamnant le lendemain matin sous pretexte de mepris, savoir le Duc de *Buckingham*, le Comte de *Salisbury*, le Comte de *Shaftsbury*, & le Seigneur *Wharton*, à estre mis dans la *Tour*, & à y demeurer jusques à ce qu'il plust au Roy & à la Chambre Haute de les delivrer. Ce mepris n'estoit rien sinon le refus de se dedire, & de demander pardon au Roy & à la Chambre des Seigneurs. Ainsi une prorogation sans exemple fut affermie par un emprisonnement qui n'a point d'exemple. Triste exemple, par lequel la dignité des Parlemens & sur tout de la Chambre des Seigneurs, en a desja beaucoup souffert, & selon les apparences en souffrira encore davantage à l'avenir. Il n'y a que le Parlement qui puisse annuler ce que fait le Parlement. Si une Chambre

devient une fois criminelle, & comme elles ont fait toutes deux en cette occasion, se coupe elle mesme la gorge, en se depouillant de cette liberté de parler que le Roy & la coustume leur accordent, pourquoy s'assemble le Parlement? Mais cette liberté expiroit, & par la foiblesse de la Chambre Basse, & par l'autorité de la Chambre des Seigneurs cette pretendue seance a esté establie & confirmée; desorte qu'ils ont commencé à essuyer leur bouche, de peur qu'il paroisse qu'il en soit sorti quelque chose pour le bien public.

Et il faut remarquer qu'un peu après à l'occasion d'un discours qui se tenoit parmy les Communes sur des Libels & des Pamphlets, un des Membres se leva, & dit en presence de l'assemblée, *qu'une personne à qui l'on pouvoit parler, luy avoit assuré qu'il y avoit parmy eux 30, 40, 50. gens sans loy & sans foy.* Un autre se levant, dit *qu'on luy avoit rapporté qu'il y avoit parmy eux plusieurs Papistes.* Un troisieme, *que plusieurs estoient corrompu par presens & Pensionnaires de la Cour.* Cependant cela fut patiemment digéré & passé sous silence par la Chambre, quoy qu'il semble que ce soit une chose à laquelle il n'y a point de replique, qu'ils pouvoient tres bien conduire, & qui merite une serieuse reflexion. Quelle favorable occasion a perdu la Chambre des Communes, d'acquiescer la bienveillance de la

Na-

Nation, en avouant par cette convention leur impuissance d'agir dans le Parlement, & en s'adressant à S. M. comme étant dissous, pour une demission. Car posé que toutes les lois du Royaume requierent, & la vraye constitution de nostre gouvernement, aussi bien que l'experience nous enseignent la necessité des frequentes assemblées & changemens de Parlemens, & supposent que la question touchant la prorogation devoit estre justifiée par la coustume des Parlemens : ce qui n'a point encore esté fait jusques icy, celuy qui desire de se conserver la reputation d'un honneste homme, auroit embrassé une si plausible occasion de rompre compagnie, quand elle devenoit si scandaleuse. C'est une chose trop notoire pour estre cachée, que presque la troisieme partie de la Chambre à des charges beneficielles de S. M. soit dans le Conseil Privé, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la jurisprudence, soit dans la maison Royale, soit dans les finances d'*Angleterre* & d'*Irlande*, ou dans le service de la Personne de S. M. Certes ce sont tous des Gentils-hommes d'honneur ; mais plus ou moins selon la qualité de leurs emplois sous S. M. & il est à presumer qu'avant que d'entrer dans le service, ils y ont porté quelque honneur de leur propre. Il est à propos qu'une telle assemblée en enferme quelques uns d'eux, afin d'informer les

Communes des affaires de S. M. & de leur communiquer ses desseins, de peur que par une irreguliere procuration d'elections à des charges où ils n'ont point d'interêt particulier, ils ne taschent de supplanter des Gentils-hommes qui ont troublé, & troublent par là plusieurs Provinces: mais il ne faut pas qu'ils se fourrent en troupe dans la Chambre au de là de la modestie, & qu'au lieu de donner un temperament à leurs deliberations, il semblent affecter la preeminence. Car quoy que la Chambre des Pairs, outre leur supreme & unique judicature, ait autant de droit de faire des lois que la Chambre des Communes, & qu'à la maniere des secondes reflexions sur le gouvernement ils ont souvent corrigé leurs erreurs; il faut neantmoins avouer que les Chevaliers, les Citoyens & les Bourgeois assemblés en Parlement representent le peuple d'Angleterre, & sont plus autorisés par luy pour ordonner de la religion, de la vie, des libertés & des propriétés de la Nation; & que partant nulle honneste personne, qu'un employ particulier engage dans le service de S. M. ne voudra point estre du corps de cette Chambre & se rendre ainsi suspect de peur que sa reconnoissance envers son maistre jointe à son propre interest, ne le detourne de procurer le bien du public. La mesme raison exclue de la tutele d'un enfant celuy
qui

qui en est le plus proche heritier, non point que la mesme affection & integrité ne se puisse aussi bien trouver dans les parens du costé du pere, que dans ceux du costé de la mere; mais pour oster honnêtement les occasions d'en abuser. Ainsi quoyque des officiers de S. M. puissent estre aussi vertueux & integres que quique ce soit, la prudence leur enseigne de ne point aspirer ny briguer des emplois dont les interests sont aussi differents & contigus que ceux du Roy & de la Nation, surtout n'y ayant aucun avantage porté par la loy pour les protecteurs du peuple, & y ayant bien des moyens & des recompenses pour leur inspirer une conduite toute contraire. Ne feroit il pas beau voir un Seigneur du Conseil Privé qui dans la Chambre des Communes ne justifieroit pas les procedures absolues & despotiques de la Table du Conseil, ne representeroit point les affaires d'Etat d'une autre maniere qu'elles ne sont, ne soutiendrait point les abus du gouvernement, ne prendroit point la protection des gens les plus pernicioeux au royaume, quand mesme ils seroient ses ennemis particuliers, & n'etendrait en toute occasion des prerogatives supposées au desavantage des legitimes & indubitables privileges des sujets? Quelle abnegation de soy mesme ne seroit ce point dans une Cour de Conseillers, de ne point appuyer

er les voleries & l'injustice des juges, de ne point embrouïller tous les remedes inventés contre la corruption & les usurpations des Cours de justice, de ne point expliquer tous les actes à l'avantage de leur profession, de ne point pallier les elections illicites, de ne point extenuer & soutenir les crimes publiques, où le criminel peut estre considerable, de ne point monter dans la chaire de la Bill d'argent, & de ne point exprimer les clauses en des termes si douteux, qu'elles peuvent estre interpretées dans la Salle de *Westminster* au de là de l'intention des Chambres, de ne point tromper la Chambre, non seulement sur des points de la loy, mais mesme sur des faits, sans aucun respect pour la sincerité, & tournant tout à son propre interest? Où est le soldat qui reçoit sa paye & fait qu'il peut estre cassé, qui s'oppose à l'augmentation des gens de guerre, à la diminution de l'autorité civile, ou à des levées d'argent, en quelque maniere & quantité que ce soit? Qui d'entre eux ne detestent point cette perfide proposition, de prendre les armes par autorité du Roy contre ceux qu'il deputé pour s'opposer à de telles commissions? Où est l'officier de mer qui se faisant une obligation de louer la depense, presche le menage, se taise de la negligence, augmente les dettes & remontre la necessité, en donnant & ne donnant pas au
mes-

mesme moment connoissance de cela à la Chambre, & representant le tout à mesme temps dans un bon & mauvais estat ? Y a-t-il un membre du Parlement ou de l'Exequer qui neglige de transformer les comptes, de cacher les resolutions, de hausser les anticipations, & en depit de luy mesme oblige celuy qui doit estre Seigneur Tresorier, à n'attendre pas sa mort pour prendre possession de la charge ? Ceux qui ont des emplois dans les douanes, ou leurs freres en accise, peuvent ils honnestement s'opposer, en cas mesme qu'ils n'en inventent point, aux augmentations des impôts sur les marchandises, sur le trafic de mer, & sur ce qui croist & se consume parmy nous, & ne taschent ils point de se perpetuer la charge s'ils ne l'ont que pour un tems ? De là vient qu'au lieu de soulager la Couronne par d'anciens & clairs subides, qui suffisoient tellement qu'on n'avoit pas besoin d'en demander de nouveaux à la Chambre des Communes, ils ont inventé une estrange sorte de revenu, qui charge doublement le peuple, afin que plusieurs membres puissent estre gratifiés de quelque ferme ou commission.

Mais pour conclure cette digression, quelques autres charges qui ayent esté establis en faveur des Membres, ou eteintes à l'occasion de ce qu'ils ont manqué à une Question, n'ont ils pas meritè d'en estre demis ?

Tous

Tous les suffrages qui se donnerent dans l'affaire des terres roturieres, n'estoient ils point de ceux qui en devoient faire la vente? Ne faut il pas que *Surinam* soit à des Commissaires de Colonies un suffisante cause de querelle avec la *Hollande*? Qui refuseroit de l'argent pour continuer la guerre contre les *Hollandois*, quand il est commissaire des prises, des malades & des blessés, & a charge de transporter les *Anglois*, & de faire mourir de faim les *Hollandois* prisonniers? Combien est il difficile à un domestique ou à un officier du Roy de manquer, mesme par accident, à donner sa voix, ou estant absent de la Chambre, s'oublie qu'il est son serviteur domestique? Tous ceux qui possèdent des emplois cy dessus mentionnés, doivent estre considerés comme des gens qui font un corps à part & sous une autre discipline, & quoy qu'ils entreprennent dans la Chambre des Communes contre l'intérêt de la Nation, se croient justifiés par les conjonctures où ils se trouvent: Mon cœur, disent-ils, est pour le bien de la patrie: & l'un d'eux a eu la hardiesse de dire à S. M. qu'il venoit d'opiner dans la Chambre contre sa conscience.

Ces gentils-hommes estant remplis, & desja dans les charges, sont de meilleur naturel & moins dangereux au public, que ces affamez qui n'ont point d'employ, & qui après une suffisante supputation, peuvent

vent estre censez faire une autre troisieme partie de la Chambre des Communes. Ayant observé par quels degres, ou plutoist par quels sauts & tours, d'autres de la mesme Chambre sont montés aux plus hautes Charges du Royaume, & considerant leur naissance, leur bien, leurs qualitez & leur merite, se croyent, avoir en tous egards d'aussi bonnes & mesme de meilleures parties que leurs anciens compagnons. Ce sont generalmente des gens, qui parlant contre les François, invectivant contre les debauches de la Cour, reprenant la mauvaise administration de revenu, & alleguant autres fleurs populaires, ont trompé la Nation, en s'en faisant elire; & quand ils sont elus, s'ils viennent à parler dans la Chambre, ils font une ou deux feintes attaques contre quelques principaux Ministres d'Etat, afin peutestre de venir au secours de quelcun, qui est en danger d'estre accusé par le Parlement, & de s'ouvrir à eux mesmes un chemin à une haute fortune.

Ils paroissent d'abord difficiles à recevoir de l'argent: mais quand on vient à les entretenir en particulier, il semble qu'ils soient redressés dans le droit chemin; ils commencent à l'entendre mieux & à convertir leurs freres: car ils sont tous à vendre ou à acheter: il n'y a que le petit nombre qui les rende chers: chacun d'eux se prise soy mesme, jusques à laisser quelquefois manquer le marcher. On

On ne se peut imaginer à combien de bassesses ils se reduisent alors, mesme des gens bien riches, & la plupart d'entre eux s'abbaissent autant pour des esperances que d'autres pour des jouissances : Mais aussi lorsque leur patience s'échappe, ils deviennent mutins & rebelles pour le bien de la patrie, jusqu'à ce qu'une meilleure occasion se presente.

Parmy eux il y a des gens de meilleur entendement, s'ils avoient autant d'integrité, qui affectent d'attirer à eux toutes les affaires, afin de pouvoir par la pratique qu'ils ont des procédures du Parlement, empêcher l'effet des bons avis, dont ils ne font pas eux mesmes les auteurs, estre les chefs de la Chambre, & retenir cette autorité pendant leur vie. Mais jusques à ce qu'un changenent des affaires de la Cour les mette en la place de leurs adversaires, ces personnes dont la plupart sont quelquefois trompés, decouverts, & mal à la Cour, deviennent mornes & facheuses, font de grandes propositions, & inventent de specieuses Bills en faveur des Sujets, attendant l'occasion d'estre les instrumens des conseils qu'ils condamnent dans les autres.

Il y a encore une troisieme sorte de gens, mais aussi contraires entre eux que la lumiere & les tenebres: ceux là sont, ou les pires, ou les meilleurs. Les premiers sont,

extrêmement debauchés, qui n'ont ny
 biens ny conscience, & dont les mœurs
 sont mauvaises. Ils sont choisis comme des
 gens nécessaires, & dont les suffrages iront
 plus loin. Les charges de leurs elections
 sont defrayées à quelque prix que ce soit.
 Les tables sont dressées pour eux à *White-*
hall & à *Westminster*, afin qu'ils soient tou-
 jours prêts aussitost qu'on les appelle pour
 une question. Ils sont reçus en pension, &
 savent le jour de leur payement qu'ils ne
 laissent jamais passer: sur quoy un Grand
 Officier a dit qu'ils venoient l'environner à
 la fin de chaque seance, comme des chou-
 ettes du fromage. S'ils ne sont pas au Parle-
 ment, il faut qu'ils soient en prison: &
 comme ils sont protégés par privilege,
 aussi vendent ils leurs protections à d'autres,
 afin de violer plusieurs années ensemble
 les lois du pays & la justice publique. C'est
 pour eux que l'on calcule les longs &
 les frequents adjournemens: mais eux
 tous, soit ceux de Cour, soit les mal-
 toutiers de Province, ou ceux qui profa-
 nent le titre des vieux Cavaliers, appre-
 hendent, autant une dissolution que la
 mort, quoyque sous différentes raisons.
 Outre ces gens là, il y a une main pleine de
 fel, une etincelle d'ame, qui a jusques icy
 preservé ce grand corps de putrefaction;
 quelques Gentils-hommes constans, inva-
 riables, vray Anglois, qui sont audeffus
 de

de l'esperance, de la crainte, & de la dissimulation, qui ne peuvent ny flater, ny trahir leur Roy & leur patrie, & qui sans prendre garde à ce qu'on en dira, s'acquittent des obligations qu'ils ont envers Dieu, leur Roy & leur Nation; mais le nombre en est si petit, qu'à peine il comprend 5. ou 6. personnes: desorte qu'il est moins difficile de concevoir comment le feu a esté inventé dans le monde, que comment de bonnes choses se peuvent produire par une Chambre de Communes ainsi constituée: à moins qu'on ne s'imagine que comme on a trouvé le feu en frappant par hazard des morceaux de bois ou des cailloux ensemble, de mesme par le choc des avis des uns & des autres. ils ont fait sortir des effets utiles de causes dont l'on n'en devoit pas esperer. Mais quelque bien casuel qu'il arrive quelquefois, lorsque des ambitieux, des factieux, & des membres desappointés s'accommodent au petit, mais solide & equitable parti, les mauvaises productions & consequences d'un melange si inegal & qui dure si long temps, se font connoistre & sentir: car lors qu'il y entre quelque peu de personnes qui n'ont aucun egard pour le bien public, & ne songent qu'à faire leur fortune, on ne sauroit exprimer les debauches & les pernicieuses intrigues qui se passent, & qui sur l'élection des membres du Parlement, sont de-

devenues ordinaires parmy la Nation: de forte que le vice & la depense sont montées à un si haut degré, que peu de personnes vertueuses peuvent souffrir qu'on les destine à estre cluës sous ces conditions: de là viennent aussi ces defiances & ces perpetuelles animosités dans presque toutes les Provinces & les villes, des Gentils-hommes de merite, d'esprit, de naissance & de grands biens se voyant surpassés par des competeurs debauchés & corrompus. Que si quelque Gentil-homme de merite tâche d'avoir part à l'election, quelques Sherifs mercenaires ou corrompus font un double retour, & l'affaire est mise entre les mains des Commissaires des elections, qui ne demandent pas mieux, & sont prests d'adopter son adversaire dans la Chambre, s'il n'est pas legitime: & si le Gentil-homme fait ses plaintes contre le Sherif à la Cour de *Westminster*, & que les preuves sont si palpables que la Cour ne peut rien inventer de quoy luy faire injustice, la plupart des 12. juges sous meilleure consideration invalidēt l'amende & le jugement du Sherif, & ceux qui osent s'opposer à leurs confreres, sont en danger de perdre leurs charges, sans mesme qu'on leur en allegue aucune raison. Quand des gens ne se soucient pas de quelle maniere ils parviennent à leur but dans la Chambre des Communes, il ne faut pas esperer qu'ils fassent aucune conscience de tout ce qu'ils entreprennent, songeant seulement à se

à se rembourser , si leurs elections se sont faites à leurs depens , ou à vendre leurs suffrages pour une charge ou une pension. Ils se devoient particulièrement au service de quelque faction de la Cour , & il est aussi bien connu parmy eux à quel Seigneur chacun d'eux appartient , que lors qu'ils en portoient les livrées. Par ces longues fréquentations ils deviennent si familiers , qu'il ne se garde plus de respect dans leurs assemblées , & qu'ils vivent ensemble , non comme des membres d'un Parlement , mais comme de bons compagnons qui se rencontrent ensemble dans un cabaret pour se rejouir : & qui pis est , se connoissant si bien , ils entendent leur nombre & leur parti : desorteque l'usage d'un conseil si public est frustré par leur conduite , & qu'il n'y a plus moyen de delibérer ny de persuader par raison ; car ils peuvent prévoir les resolutions , les uns des autres , par leur mine & leurs cravates , avantque de les entendre.

Quand les cartes sont si bien connues , il n'y a plus que de la tricherie , & tout bon joueur les jette sous la table.

C'est par là que leur Chambre a perdu toute son ancienne vigueur & autorité , & reconnoissant leur faute & leur foiblesse , ils n'ont pas osé , comme cydevant , accuser quelcun devant les Seigneurs pour les plus grands crimes d'estat & pour les fautes les plus publiques ; sur quoy les Conjurés ont si long temps esperé de faire tout impunement

ment. Car bien que les Conjurés, pour faire paroître la Chambre encore nécessaire au peuple, & rendre l'argent plus coulant, ayent quelquefois permis de citer mesme leurs noms dans la Chambre, & de publier les griefs, ils ont neantmoins esté assez puissans pour en empescher l'effet; & si la Chambre s'emancipoit au delà de ses instructions, en les chastiant par des prorogations, en les epouvantant par des dissolutions, en les consolant par des adjournemens longs, frequents & à propos, en suspendant ou diminuant leurs pensions, puis en les augmentant, tantost en les meprisant, tantost en les caressant, on a trouvé le moyen de les remettre encore sous la discipline. Toutes ces choses & d'autres estant bien considerées, & comment ce long Parlement cloche sur cette longue prorogation, il ne se pouvoit rien imaginer de plus legal ny de plus honneste à faire, que les Seigneurs & les Communes se separassent eux mesmes, ou suppliasent S. M. de le faire, de peur que sous l'appuy de cette autorité Parlementaire les Conjurés n'entretinsissent plus longtemps & n'avancassent leur entreprise contre le Gouvernement & la religion. Mais il en estoit autrement ordonné, de quoy il est temps de rapporter les consequences.

Les 4 Seigneurs ayant esté mis en prison, l'on ne peut pas bien exprimer, combien

la Chambre des Pairs fut depuis sous le gouvernement du Seigneur *Frechvel* & du Seigneur *Arundel de Trerise*, ces deux nobles Seigneurs, qui croyoient desja gouverner le Conseil Privé du Roy, estant les maistres des mouvemens de cette Chambre, & toutes choses s'affujettissant à leur conduite, comme ils l'auroient pu desirer. Car la plus part de ceux qui avoient esté cy devant les plus ardens à soustenir l'intereſt public, devinrent muets dans la Chambre; soit que, comme il est probable, par respect pour ces deux personnes, & par la confiance qu'ils ont en leur sagesse, ils ayent tout abandonné à leur conduite & à leur soin; soit que, comme quelquesuns l'auroient bien cru, estans affligés de l'emprisonnement des 4 Seigneurs, ils ayent commencé de s'imaginer en vuë de cela ou de la prorogation, que le Parlement ou leur Chambre n'estoit pas *en son bon sens*. A mesme temps le Docteur *Carry*, Membre des Communes, fut mandé devant la Chambre Haute, & accusé d'avoir fait un livre, où l'on montroit que la prorogation estoit illicite; & parcequ'il ne les satisfit pas sur quelques interrogations, auxquelles la loy n'oblige personne de repondre soit par egard à l'honneur d'autrui, ou pour le sien propre, ils le condamnerent à 1000. l. sous ce nouveau pretexte de mepris, dont ils se servent quand il n'y a point d'autre crime,

me , & à demeurer dans la Tour jufques à ce qu'il eult payé.

Cependant les Communes ayant eſté fascinés par la charmante éloquence du Seigneur Chancelier, ſe tinrent dans une ſi bonne & admirable diſpoſition , qu'il ne ſe trouva ny membre ny temps dans cette ſeance , pour en en faire ſa remonſtrance à la Chambre ; & cette breche faite aux droits de tout le Parlement par l'emprisonnement des Seigneurs pour avoir propoſé leurs penſées , fut beaucoup moins capable de les eveiller , par l'apprehenſion de toucher aux privileges de la Chambre Haute : ce qui auroit eſté bien pour eux , s'ils avoient eü auparavant la meſme delicateſſe.

Un autre exemple peut ſuffire pour montrer quelle eſtoit alors la complexion de la Chambre des Communes. Mr. *Harrington* avoit eſté avant cette ſeance envoyé priſonnier à la *Tour* par ordre du Roy & du Conſeil , & de peur que le Comte de *Northampton* ne le gardaſt pas autrement aſſez bien , la Lettre de cachet portoit , que c'eſtoit pour avoir inventé un parjure , tendant à la diffamation du Roy & du gouvernement , & pour avoir arrogamment déclaré , qu'il ne reſpondroit à aucune demande que luy feroit le Roy ou le Conſeil Privé. Lors qu'on conduiſoit ce Gentil-homme à la *Tour* , il eut l'addreſſe de gliffer dans la main
F d'un

d'un de ses amis un papier blanc signé seulement de sa main, afin d'y écrire dessus une requête pour être présentée à la Chambre Basse, de peur qu'elle ne fust rejetée par la Chambre à faute de sa souscription. Nonobstant le contenu de la Lettre du Roy la chose se passa ainsi.

Il rencontra dans la ville deux soldats Ecoffois revenus de *Flandres*, qui se plaignoient que plusieurs de leurs Compatriotes avoient esté forcés en *Ecosse* pour aller au service des *François*, qu'ils avoient esté détenus dans les prisons publiques jusques à une occasion de les transporter, qu'on les avoit élevés sur le navire, étroitement garrottés & traités comme des criminels, que quelques uns se plaignant & se defendant avoient esté jettés dans la mer, ou blessés; qu'en un mot, on usoit d'une insupportable violence & barbarie pour les contraindre, mesme jusqu'au temps de la séance de ce Parlement. Ce Gentil-homme considérant combien la Chambre des Communes avoit fait d'adresses à S. M. & qu'elle avoit fait un acte pour le rappel des sujets de S. M. qui estoient au service de la *France*; & que d'ailleurs S. M. avoit fait publier une proclamation pour ce sujet, jugea qu'il importoit beaucoup d'en avertir la Chambre des Communes, comme le requeroit mesme la conjoncture du temps: mais sachant aussi que des temoins se peuvent échapper
ou

ou dedire, il voulut pour sa propre sureté les
ouïr encore devant un Maistre de la Chan-
celerie : les soldats confirmerent par ser-
ment tout ce qu'il leur avoit ouï dire : sur
quoy il fut cité devant S. M. & le Conseil
Privé. mais comme le Seigneur Chancelier
luy faisoit des questions éloignées & em-
barrassées, il supplia modestement, com-
me on l'a su de ceux qui estoient presens,
d'estre excusé d'y repondre, & puis repon-
dit avec beaucoup d'humilité & de respect à
toutes les demandes que S. M. luy fit. Ce
fut là ce parjure controuvé, & ce mepris
pour S. M. en vue de quoy il fut mis en pri-
son. Il fut cité sur sa requeste à la Chambre
des Communes, & l'on dit qu'il y fit un très
clair rapport de tout le fait & de sa conduite
devant le Conseil Privé : mais de ces deux
soldats Ecoissois l'un se parjura luy mesme,
sans avoir esté suborné par *M. Harrington*,
deniant devant la Chambre & represen-
tant autrement les choses qu'il ne les avoit
jurées auparavant ; l'autre, plus honneste,
ce semble, s'absenta. Mais plusieurs mem-
bres de la Chambre, personnes d'honneur,
temoignerent de leur bon gré, que bien
des soldats leur avoient assuré la mesme
chose : & aussi la verité de ce fait est notoi-
re, & l'on en a su de plus grandes particu-
larités, tant d'*Ecosse*, que par des soldats qui
sont depuis revenus de *France*. *Mr. Harrington*
se comporta envers la Chambre, & plus

encore en presence de S. M. avec cette modestie qui semble estre inseparable de luy : c'est pourquoy elle se trouva disposée & sur le point de supplier & de poursuivre pour son elargissement. Mais Mr. le Secretaire *Williamson* ayant esté un des principaux instrumens de son emprisonnement, s'y opposa, & par ce que les autres crimes meritoient plutost remerciement & faveur, & la lettre de cachet ne le justifioit point, il insista sur son estrange maniere d'agir envers S. M. & contrefit ses regards. Que cela soit, qu'importe ? S. M. & la Chambre demeurent encore vivans en chair & en sang : à l'entendre parler, ou auroit dit que Mr. *Harrington* avoit la teste d'une *Gorgone*. Cette histoire engagea & epouvanta tellement les Communes, que Mr. *Harrington* ne trouva plus d'appuy, & put remercier Dieu d'en estre quite pour la prison. Plusieurs neantmoins jugerent que ces regards n'avoient rien de choquant que la delicateffe d'un Chev. *Williamson*, Mr. *Harrington* n'ayant jamais eu les mesmes occasions que luy de contrefaire les joueurs de gobelets, & de jouer les comedies Françoises de *Scaramucio*, ny d'apprendre chez les Estrangers à faire la grimace d'un Plenipotentiaire pour le service de son Maistre.

Afin de m'attacher plutost à la liaison des choses dans la relation de nos affaires, que de les particulariser selon l'evenement de cha-

chaque jour, je diray que par cette bonne disposition, & par l'abandonnement de cette ancienne liberté dont la Chambre s'estoit dechargée, on pouvoit conjecturer, qu'elle ne seroit pas en cette seance moins liberale de son argent.

Aussi la Bill de la taxe de 600000. l. payables en 18. mois pour le bastiment & l'équipage des vaisseaux passa aisement, sans qu'on songeât une seule-fois à approprier rien de la coustume. Car la Nation estant généralement possédée par les Membres de l'indigence de navires, & ne considérant pas d'où en provenoit la faute, la Chambre des Communes fut bien aise d'avoir cette occasion de confirmer l'autorité de leur seance, & de payer deux fois autant qu'ils n'avoient dans les precedentes seances jugé nécessaire pour le bastiment d'une flotte, afin d'affermir & d'acheter par là leur propre continuation. Pour cet effet ils grossirent l'acte d'une si nombreuse liste de Commissaires, qu'il sembloit plutôt un registre ou un catalogue de la Nation, & qu'ils avoient assemblé tout le Royaume pour lever de l'argent: car qui auroit encore revoqué en doute la legalité de ce Parlement, voyant les noms de tant de Gentils-hommes qui, bien que par la seule-main des clercs, avoient souscrit un acte de leur façon? Il n'y eut que Mr. Seymour l'Orateur, qui voulut diminuer le nombre

de ceux de sa province: car il estoit entré en telle humeur que personne de la province de *Devonshire* ne servoit son Roy & sa Patrie que ceux qu'il approuvoit. Il invectiva hautement contre plusieurs gentilshommes de cette Province là qui sont de la meilleure qualité & ne luy doivent point d'hommage, comme des personnes mal affectionnées, & les accusa par nom devant les Commissaires de toute la Chambre, avant que de les ouir. Mais se voyant arresté dans le cours de ses poursuites, il laissa choir la contestation avec autant de jugement & de modestie, qu'il l'avoit commencée avec audace & indiscretion.

Cette Bill ne suffisoit pas: & quoyque la Nation eust esperé d'estre dechargée de l'augmentation des impôts sur la biere & l'ale, que la *Triple Alliance* avoit attirée, & qui devoit expirer au 24 *Juin* 1677. neantmoins ils passerent encore avec peu de difficulté la Bill pour la continuation de cet impôt durant 3 ans. La dernière crainte d'estre dissous estant de fraîche memoire, ils voulurent bien continuer quelque chose pour affermir leur propre continuation: & si l'on considere leur presente indigence de legalité, on auroit tres bien appelé cette Bill, *Un Acte pour les occasions extraordinaires de la Chambre des Communes*. Mais afin que dans ce retour de tendresse pour eux memes, ils ne semblaient point s'estre depouil-

pouillés de tout soin pour le peuple, ils ramasserent tous les precedens griefs dans une Bill de Chancellerie, sachant bien qu'une action seroit plustost finie dans cette Cour, que la reformation n'en seroit-faite, & qu'ils pouvoient par là avoir assez de quoy entretenir toute la seance : & de toutes leurs Bills ordinaires pour la liberté des sujets, ils passerent seulement celle de l'*Habeas corpus*, n'osant point, & peutestre avec raison, exposer leur Chambre ny celle des Seigneurs, vu la maniere dont ils estoient gouvernés, dépeur de tomber en de plus grands embarras par des contestations sur leurs prerogatives. Et afin que les affaires de la religion ne les travaillassent pas trop, les Seigneurs leur envoyerent deux Bills d'un tres bon nom, mais d'une nature estrange & inouïe ; l'une estoit intitulée : *Acte pour affermir la religion Protestante par l'education des enfans de la famille Royale, & pour pourvoir à la continuation d'un Clergé Protestant.* l'autre : *Acte pour une plus efficace conviction & recherche des Papistes Recusans.* Avec ces deux Bills ils en envoyerent une troisieme pour un meilleur reglement des impressions & des suppressions de tous les livres sans licence, avec des clauses plus severes & plus generales, dont l'une, de rompre toutes les maisons quelqu'elles fussent, où l'on soupçonneroit de trouver quelque libelle, fut par l'autorité de Mr. l'*Estrange* etendue

jusques à fouiller les maisons avec autant de liberté qu'avoit le Chevalier *Thomas Delemans*.

Quant à ces deux Bills de religion, quoy qu'elles fussent des plus importantes qui ayent paru dans le Parlement depuis l'establissement de la religion Protestante, il n'est pastoutesfois imaginable, quel aisé & incontesté passage elles trouverent par la Chambre des Pairs à celle des Communes: ce qu'il faut imputer à leur grande uniformité, depuis l'emprisonnement des 4. Seigneurs, & à la puissance de ces deux nobles Pairs leurs adversaires, la quelle estoit alors si bien establie, qu'ayant dit leur avis, tous les autres sembloient leur ajouster une foy & une obeïssance implicite; & ils estoient en telle vogue, qu'en quelqu'endroit qu'on dist ou fist une chose en perfection, si c'estoit avec solidité & jugement, on disoit que c'estoit *À la Fraischeville*; si c'estoit avec esprit & subtilité, *À la Trerise*.

La Bille intitulée, *Acte pour une plus efficace conviction & recherche des Papistes Recusans*, est trop longue pour estre inserée icy: & la destinée qu'elle a eue, fait que l'insertion n'en est pas necessaire: car aussitost qu'elle fut lue, un Gentil-homme de grand merite & jugement parla peu contre elle, mais rondement & nettement.

Un autre proposa immédiatement après qu'il falloit non seulement la rejeter, mais
en-

encore la noter de quelqu'infamie ; ensuite de quoy sans mettre davantage la chose en question, un Troisième demanda qu'on attendist un peu pour voir si quelcun seroit assez hardy pour parler en sa faveur. Ainsi personne ne s'offrant pour la défendre, elle fut aussitost rejetée & on l'accompagna d'une censure qui est ajoustée au journal.

Comme le corps de la Bill estoit contraire au titre, cette sentence inusitée de la Chambre des Communes, quoyqu'excusable par les défauts de la Bill, ne se pouvoit point justifier par les regles de communication entre les deux Chambres. Mais parceque tout le monde a pris d'icy occasion d'accuser les Seigneurs Spirituels, d'avoir esté les auteurs de cette Bill & de l'autre, il est nécessaire de faire voir icy la verité du fait pour leur juste defence. C'estoit depuis plus de deux ans qu'une cabale choisie de grands Ministres avoit tenu conseil sur les affaires ecclesiastiques, bienqu'il arrive rarement, comme aussi n'arriva t-il pas en cette occasion, que les hommes d'estat soient plus heureux à manier les affaires de religion, que les hommes d'eglise celles d'estat, chacun maniant la chose au de là des fonctions de sa charge, avec cette seule difference, que ce que les Ecclesiastiques font par hazard ou par consequence, nuit aux autres qui en ont la charge. C'a esté par ces Poli-

F. 5

tics,

tics , que ces deux *œufs de Basilic* ont esté faits & couvés par leur application assidue. Il est vray qu'ils admirent ensuite quelques Evêques dans leur conseil, comme pour donner leurs avis sur ce qui avoit desja esté resolu. Et pour faire plus aisément recevoir cette Bill, ils les flatterent de l'autre comme si elle ne regardoit que l'intérêt de l'Eglise. Ils agirent peutestre si bien par là, que les Evêques, tant là que dans la Chambre, s'y opposerent moins vigoureusement. Mais que les Evêques aient esté les auteurs ou les fauteurs de la Bill, c'est une fausseté scandaleuse, & inventée par les auteurs mesmes, pour se decharger du reproche & le rejeter sur le Clergé, &, la Bill qui tendoit à la ruine de l'Eglise Anglicane, n'ayant pas réussi, de produire cet effet par cette diffamation & ce scandale. Voilà une bonne leçon au Clergé, pour ne s'intriguer plus à l'avenir avec les Ministres d'estat.

Voicy la seconde Bill.

Acte pour une plus grande sureté de la Religion Protestante par l'education des enfans de la famille Royale dans cette religion, & pour pourvoir à la continuation d'un Clergé Protestant.

A Finque la religion Protestante, qui par la grace de Dieu a esté heureusement établie.

blie dans ce Royaume, & est maintenant assez suffisamment affermie par la pieté & le zele de S. M. puisse subsister toujours à l'avenir,

Qu'il soit ordonné par sa tres excellente M. par & avec l'avis & le consentement des Seigneurs Spirituels & Temporels & des Communes assemblés en Parlement, & par l'autorité du mesme Parlement, qu'après la mort de S. M. qui regne à present, à qui Dieu donne un long & heureux regne, & après la mort de quelqu'autre Roy ou Reine Regnante, qui portera deormais la couronne Imperiale de ce Royaume, tous les Archevesques & Evesques d'*Angleterre* & de *Wales*, qui ne seront point detenus de maladie ou de quelqu'autre infirmité, setrouveront 40 jours après cette mort, au palais Archiepiscopal de *Lambeth*, & estant là assemblés, dumoins au nombre de neuf, feront grossoyer en parchemin le serment ou la declaration suivante.

Je..... Roy ou Reine d'*Angleterre*, declare & jure, que je ne crois point qu'il y ait de *Transubstantiation* dans le sacrement de la Cene du Seigneur, soit dans les elemens du pain & du vin, ou après la consecration, & qu'elle ne se fait par aucune personne quelque qu'elle soit, Ainsi Dieu me garde.

Le blanc sera rempli du nom de batesme du Roy ou de la Reine les Prelats ainsi assemblés, se transporteront sans delay

lay vers le Roy ou la Reine qui succede, & luy offriront humblement ledit serment ou declaration pour estre juré par ledit Roy ou ladite Reine Règnante, la prestation duquel serment ils sont autorisés par ces presentes de procurer, & demeureront à ou près de la Cour durant 14 jours, & aussi souvent qu'ils le pourront faire honnestement, ils se presenteront devant le Roy ou la Reine Règnante dans la disposition de recevoir la prestation dudit serment ou declaration; que si ledit Roy ou Reine Règnante le souscrit en leur presence, pourvu qu'ils soient au moins neuf, ou plus, ils rendront temoignage du fait, en souscrivant leurs noms dans le certificat, endossé sur ledit endossement & le porteront à la haute Cour de la Chancellerie, pour y estre mis & conservé parmy les registres de ladite Cour. Que si ledit Roy & Reine Règnante refuse ou neglige de jurer & de souscrire ledit serment ou declaration, après qu'ils le luy auront humblement présenté en la maniere susdite durant l'espace de 14 jours, lesdits prelates sortiront de la Cour tout aussitost & sans delay. Mais si ledit Roy ou ladite Reine se resout après de jurer & de souscrire ledit serment ou declaration, & fasse savoir son intention à 9 Archevesques & Evesques, ou plus, les dits Archevesques & Evesques, dumoins 9 en nombre, ou plus, sont autorisés, & obligés par ces presentes de pro-

curex

curer au plutoſt la preſtation du ſerment, de temoigner & de certifier en la maniere ſuſdite.

Qu'il ſoit de plus ordonné par l'autorité ſuſdite, que ſi un Roy ou Reine Regnante reſuſe ou neglige de preſſer ledit ſerment ou declaration, dans l'eſpace cy deſſus limité, ayant eſté ſupplié en la maniere ſuſdite, ou qu'il ſe trouve des obſtacles quelqu'ils ſoient, de faire en la maniere ſuſdite ledit offre ou ſommation, ils ſont requis & obligés par ces preſentes d'endoſſer ſur ladite groſſe ledit reſuſ ou omiſſion ou l'empêchement, s'il leur en eſt arrivé quelcun qui les ait mis hors d'eſtat de preſenter ledit ſerment ſelon l'acte, & de le certifier par la ſouſcription de leurs noms, & de le porter à la haute Cour de la Chancellerie pour y eſtre conſervé en la maniere ſuſdite. Que ſi leſdites perſonnes ordonnées par ces preſentes de faire ladite ſommation, reſuſent ou negligent de le faire, ou en cas du reſuſ ou de l'omiſſion à jurer ledit ſerment ou declaration, ou en cas de quelqu'obſtacle à faire ladite ſommation, reſuſent ou negligent de le certifier en la maniere ſuſdite, l'archeveſché ou l'eveſché de la perſonne, ou des perſonnes qui feront ce reſuſ, ſera vacant *ipſo facto*, comme ſi la perſonne eſtoit véritablement morte, & elle ſera pendant ſa vie

incapable d'avoir aucun employ Ecclesiastique.

Qu'il soit deplus ordonné , que si un Roy ou Reine n'a pas atteint l'age de 14 ans , lorsqu'il herite la couronne Imperiale de ce Royaume , aussitost qu'il aura atteint cet age , les Archevesques & les Evesques sont obligés par ces presentes sous les peines susdites , de s'assembler audit lieu , & de faire toutes les susdites choses pour la preparation & prestation dudit serment ou declaration , & de certifier sa prestation ou son omission : toutes lesquelles choses doivent en vertu de cet acte estre faites après la mort du Roy ou Reine Regnante.

Qu'il soit deplus ordonné par l'autorité susdite , que jusques à ce que le Roy ou la Reine Regnante ait juré en la maniere susdite ce serment ou declaration , tel Roy ou Reine ne donnera , conferera ou disposera d'aucun Archevesché & evelché d'*Angleterre* & de *Wales* , sinon en la maniere suivante. Dans l'espace de sept jours après la vacance d'un Evesché , on le fera savoir à l'Archevesque de *Cantorbery* : il sera & est par ces presentes requis , de citer par écrit tous les Prelats d'*Angleterre* & de *Wales* pour se trouver dans un certain lieu & temps convenable , afin de consulter sur la nomination de personnes capables de remplir le siege vacant. & en cas de la vacance de
l'Ar-

l'Archevesché de *Cantorbery*, ce sera l'Archevesque d'*Yorc*, & en cas de la vacance de ce dernier archevesché, le Prelat du Royaume, qui par le statut 31 de *Henri 8* doit preceder les autres dans le Parlement, sera & est par ces presentes requis d'envoyer lesdites citations: les prelates appointés audit temps & lieu, estant assemblés, dumoins au nombre de 7, ou la plus grande partie d'eux, nommeront par escrit sous leurs signatures & sceaux, 3 personnes, sujets naturels du Roy, & qui ayent desja reçus les saintes ordres, pour remplir ledit siege vacant, & estre placés en tel ordre que lesdits Prelats assemblés, ou la plus grande partie d'eux, jugeront à propos, sans avoir egard à l'antiquité, dignité, ou autre formalité. Ces escrit sera présenté au Roy pour nommer une de ces 3 personnes à succeder au siege vacant: & la personne ainsi appointée ou choisie, sera par duë forme de la loy, selon l'usage d'aujourd'hui, fait Evesque de ce siege. Mais si 30 jours après la presentation de cet escrit, le Roy ou la Reine ne declare point, laquelle de ces 3 personnes succedera; ou qu'après l'election ou nomination, il se trouve quelque defect de la part de l'acte & des formalités en vuë de sa consecration, la personne dont le nom sera premierement escrit dans ledit acte de nomination, s'il ny a point d'election ou nomination faite par le Roy dans l'espace susdit, sera

sera evesque du siege vacant: & que s'il y a election ou nomination, la personne nommée sera evesque du siege vacant. & l'archevesque dans le ressort duquel sera ledit siege vacant ou telles autres personnes, qui selon les lois ecclesiastiques de S. M. doivent consacrer ledit evesque, seront sur une raisonnable requeste, & sont par ces presentes requis de proceder à la consecration, sous peine d'amende, & de payer les dommages & les interets à la partie offensée, laquelle réparation sera poursuivie devant une des Cours de *Westminster*: & immédiatement après la consecration, la personne consacrée sera le vray evesque dudit siege vacant, & est par ces presentes investi dutemporel dudit evesché & en actuelle possession de toutes ses dépendances, & aura place & rang dans le Parlement, comme s'il avoit esté fait evesque selon les duës formes de la loy, & qu'on luy eust restitué le temporel. Et en cas que cette personne premierement nommée dans ledit acte de nomination, ou la personne eluë par le Roy ou la Reine regnante, soit desja evesque, il ne faudra point de consecration, & si immédiatement après le défaut d'election ou nomination par le Roy, ou immédiatement après telle election ou nomination, on en elit quelcun & qu'on fasse quelques oppositions sur l'acte & les formalités en tel cas usitées, l'evesque premierement nommé

mé ou élu ou appointé, sera transféré *ipso facto*, & deviendra evesque de ce siege, auquel il a esté ainsi nommé, & sera & est par ces presentes investi du temporel & en actuelle possession de toutes les dependances de l'evesché, & aura conformément rang & place dans le Parlement, & son premier siege deviendra vacant, comme s'il avoit esté par les dues formalités de la loy choisi & confirmé dans ce second evesché, & comme si le temporel luy avoit esté restitué.

Qu'il soit deplus ordonné, que jusques à la prestation dudit serment & declaration en la maniere susdite, le Roy ou la Reine qui ne l'aura pas fait ny souscrit, ne donnera ny ne disposera d'aucun doyenné, archidiaconé, prebende, maitrise de college, cure, vicairerie, benefice ou charge ecclesiastique quelqu'elle soit, qu'en faveur de quelcune de ces personnes presentées au Roy ou à la Reine par l'Archevesque de *Cantorbery*, ou par les gardiens du spirituel dudit archevesché, pourvu que l'evesché vacant soit du ressort de l'archevesché de *Cantorbery*; & par l'Archevesque d'*Yorc*, ou par les gardiens du spirituel dudit archevesché, s'il relève de l'archevesché d'*Yorc*: cette presentation se fera par escrit signé de leurs mains & de leurs sceaux. Et en cas que la personne legitiment nommée, ne puisse pas estre reçue à presentation, ny en obtenir.

tenir la permission dans l'espace de 30 jours après sa nomination , ladite personne fera & est par ces presentes habilitée, en vertu de ladite nomination , de demander l'investiture & l'intronisation à telle personne ou personnes à qui il appartiendra de l'accorder , laquelle conformément à cela donnera l'investiture & fera l'intronisation, comme si ladite personne estoit legitime-ment présentée par ledit Roy ou ladite Reine , sous peine de reparation des dommages & interets en faveur de la personne lésée , laquelle réparation devra estre poursuivie dans une des Cours de *Westminster*. Et en cas quel'investiture & l'intronisation ne soient point requises, ladite personne ainsi nommée , immédiatement après l'expiration des dits 30 jours , fera & est par ces presentes actuellement investie de la possession de ce doyenné , archidiaconé, prebende, matrise de college , rectorerie, cure, vicaierie, patronage & autre benefice & charge ecclesiastique , & en sera le vray & absolu propriétaire, & jouira de tous ses droits & dependances , comme s'il en avoit obtenu la possession par une legitime nomination de la part du Roy ou de la Reine , & dans les duës formes de la loy.

Qu'il soit toujours pourvu & ordonné par l'autorité susdite, qu'il sera & est permis au Seigneur Chancelier d'*Angleterre* ou au Sei-

Seigneur Gardé du grand sceau d'Angleterre, de passer les presentations ou nominations aux benefices ecclesiastiques, au lieu de la nomination du Roy, comme il a esté de coustume, nonobstant toute autre chose contraire à ce present acte.

Qu'il soit de plus ordonné, que pendant que le Roy ou la Reine regnante n'auront pas encore atteint l'age de 14. ans, celui qui sera Seigneur Protecteur ou Regent de ce Royaume, durant la minorité, ne pourra jamais, ny au nom du Roy ou de la Reine Regnante, ny au sien, accorder, conferer ou disposer en nulle maniere, d'aucun archevesché, evesché, doyenné, prebende, maitrise de college, cure, vicairie, ou autre benefice ou employ ecclesiastique, quelque'il soit: Mais le tout sera disposé en la maniere cydessus prescrite, durant la minorité, jusques à ce que le Seigneur Protecteur ou Regent fasse signer ledit serment ou declaration (*mutatis mutandis*) devant 9. Evesques ou plus qu'il fera venir pour le recevoir de luy; lequel serment ou declaration ils font par ces presentes autorisés & requis de recevoir, sous les peines cydessus mentionnées, quand ils seront cités pour ce sujet par le Seigneur Protecteur ou Regent.

Qu'il soit de plus ordonné, que les enfans dudit Roy Successeur ou de la dite Reine Regnante, qui n'auront par encore
fait

fait & fouscrit le ferment ou declaration en la maniere susdite, ferons mis depuis l'age de 7 ans jusques à 14. sous la tutelle & le gouvernement des Archevesques de *Cantorbéry* & d'*Yorc*, & des Evesques de *Londres*, de *Durrham* & de *Winchester*, lesquels Prelats sont par ces presentes priés & requis d'avoir soin qu'ils soient bien instruits & élevés dans la vraye religion Protestante, selon qu'elle est maintenant etablie par loy. Et afin que lesdits Archevesques & Evesques puissent reellement avoir cesdits enfans sous leur tutelle & gouvernement, suivant l'intention & le but de cet acte, qu'il soit ordonné, qu'après que ces enfans auront atteint l'age de 14. ans, personne ne pourra faire aucune fonction, ny n'avoir aucun employ auprès d'eux ou à leur service, s'il n'a son approbation par escrit signée de la main & des cachets des dits Archevesques & Evesques, ou de la plus grande partie de ces prelates. Et si quelcun entre au service de ces enfans contre l'intention & le but de cet acte, il sera condamné à payer la somme de 100. l. tous les mois qu'il gardera cet employ; les quelles sommes seront demandées en justice par quiconque le voudra, ou par voye de dette, de requeste, de plainte ou d'information, dans une des Cours de *Westminster*; & le delinquent sera fix mois en prison, à moins qu'il ne donne bonne caution.

Qu'il

Qu'il soit de plus ordonné par l'autorité susdite, que personne né dans ce Royaume, ou dans un autre domaine de S. M. qui est prestre, diacre, ou ecclesiastique papiste, fait, cru, ou avoué tel par une autorité ou jurisdiction derivée, soutenüe, ou pretendüe par le Siege de *Rome*, ny aucun Jesuite, ne pourra estre au service de la presente Reine, ny d'aucune Reine à venir, soit epouse ou Douairiere, tandis qu'elles vivront dans ce Royaume; ny sous pretexte de ce service ou de quelque autre sujet, ne pourra estre exempt des lois penalles desja portées contre telles personnes qui viennent ou demeurent dans ce Royaume; mais sera puni par les plus severes lois qui ayent esté faites sur ce point.

Qu'il soit toujours pourvu, qu'il sera & est permis à Mr. *Jean Huddleston*, un des Domestiques de la Reine, d'estre au service de sadite Majesté, nonobstant tous actes ou lois contraires.

Qu'il soit de plus ordonné, qu'après la mort de la Reine, à qui Dieu donne longue & heureuse vie, que toutes les personnes laïques quelque elles soient, nées dans ce Royaume ou dans un autre domaine de S. M. qui seront de la maison, ou auront quelque employ chez une Reine epouse ou douairiere à venir, feront & executeront tout ce qui est prescrit par le dernier acte de ce Parlement, intitulé, *Acte pour prevenir*
les

les dangers qui peuvent arriver de la part des Papistes Recusans : & que le contenu de cet Acte sera fait & executé par quiconque sera admis au service ou aura quelque employ chez S. M. ou son A. R. Monſgr. le Duc d'York, & que s'il refuse ou neglige de le faire & executer, & que malgré ce refus il ne laisse pas de demeurer au service de la Reine epouse ou douairiere, il encourra les mesmes peines & inhabilités, qui sont portées par ledit acte contre les infracteurs de cette loy. Qu'il soit toujours pourvu, que tous ceux qui en vertu de cet acte auront ou poursuivront un archevesché, evesché, doyené, prebende, cure, vicairie, ou autre benefice ecclesiastique, avec ou sans charge d'ame, seront & sont par ces presentes requis sous les mesmes peines & inhabilités, de faire & executer quoy que ce soit qu'ils devroient faire selon la loy, s'ils avoient obtenu ce benefice par les voyes & formalités ordinaires sans le secours de cet acte.

Qu'il soit de plus ordonné, que tous les Archevesques & Evesques appointés par cet acte à s'assembler après la mort de S. M. ou d'un autre Roy ou Reine regnante, en vue de presenter humblement le susdit serment & declaration au Roy ou à la Reine, avantque de faire cette requeste, seront & sont par cet acte requis de prester & jurer ce serment & declaration l'un à l'autre

tre, tant archevesques qu'evesques alors assemblés, en y observant le rang que chacun d'eux a selon le statut 31 de *Henry 8.* le premier sera & est par ces presentes autorisé & requis de faire prester à tous les autres, & le premier après luy sera & est par ces presentes autorisé & requis de faire prester à ce premier le mesme serment & declaration: & ce serment & declaration estant grossoyés sur une autre piece de parchemin, ces prelates & chacun d'eux, sont par ces presentes requis d'y signer leurs noms, & de le porter avec le certificat, qu'ils doivent auparavant faire par cet acte, dans la haute Cour de la Chancellerie. Et les Archevesques ou Evesques qui refuseront ou negligeront de le faire, seront & sont par ces presentes sujets aux mesmes punitions, amendes & inhabilités, qu'ils encourent en refusant ou negligeant de presenter au Roy ou à la Reine Regnante ledit serment & declaration.

Qu'il soit de plus ordonné, que l'Archevesque de *Cantorbery* ou celui d'*Yorc*, ou autre Evesque à qui il appartiendra de citer tous les Evesques d'*Angleterre* & de *Wales*, pour s'assembler & deliberer sur la nomination de personnes capables de remplir un siege archiepiscopal ou episcopal, selon la teneur de cet acte, prendra si bien ses mesures sur le temps de cette citation, qu'il n'y ait que 14 jours entre la dite citation & l'assemblée

blée desdits archevesques & evesques.

Qu'il soit deplus ordonné, que si une personne eluë suivant les clauses de cet acte, veut se faire sacrer pour prendre possession d'un evesché vacant, elle en priera l'archevesque de la Province, & que l'archevesque qui negligera ou refusera de proceder à la consecration, soit par luy mesme, ou par ses deputés, dans l'espace de 30 jours, sera outre les dommages & interets, condamné de payer la somme de 1000 l. à quiconque le voudra poursuivre dans une des Cours de *Westminster*, soit par voye de dette, de requeste, de plainte, ou d'information; en quoy ne sera accorde ny excuse, ny caution ny protection; & qu'après avoir esté duement convaincu, son archevesché deviendra vacant *ipso facto*, cômme s'il estoit naturellement mort, ou qu'il fust devenu incapable de posséder aucun evesché ou benefice ecclesiastique.

Qu'il soit deplus ordonné, qu'en cas de cette negligence ou de ce refus durant 30. jours, à compter depuis la requeste de la consecration, ou en cas de la vacance de l'archevesché; l'evesque de la dite Province, qui selon le statut 31 de *Henry 8.* doit preceder les autres, cite un nombre suffisant d'Evesques qui sont par ces presentes obligés de se trouver au temps & au lieu destiné par cet evesque, sera & est par ces presentes requis, de proceder après une due requeste

queste à la consecration , laquelle sera aussi bonne & valide que si lesdits evesques estoient autorisés & deputés de l'archevesque, ou de quelqu'autre personne ou personnes qui ont droit d'accorder de telles commissions.

Qu'il soit deplus ordonné, que chacun desdits evesques est par ces presentes prié & requis de proceder à ladite consecration, sous peine , en cas de refus ou de negligence , de payer tous les dommages & interets à la partie offensée, qui les pourra poursuivre avec les depens dans une des Cours de *Westminster*, & payer la somme de 1000 l. à quiconque le voudra poursuivre sur ce sujet dans une des Cours de *Westminster*, soit par voye de dette, de requeste, de plainte ou d'information, sans qu'il puisse s'excuser, donner caution, ou jouir d'autres bienfaits de la loy, & qu'estant duement convaincu de cette negligence ou refus, son evesché sera vacant *ipso facto*, comme s'il estoit naturellement mort, ou fust entierement incapable de jouir d'aucun benefice ecclesiastique.

Cette fameuse Bill n'eut pas tout à fait une si mauvaise fortune que l'autre, ayant esté lue une seconde fois, & confiée à l'examen des Commissaires, où la curiosité de la Chambre semble plustost l'avoir conduite, qu'aucune satisfaction qu'elle y trouvaist, ou l'esperance de la corriger : car elle

G

mou-

mourut , les Commissaires la dedaignant , ou n'osant pas l'examiner publiquement. on dit que quelquesuns entreprirent de le faire en secret, & firent president de ce committée R. S. savant Jurisconsulte; mais ils furent decouverts. Ainsi ces deux Bills perirent, qui bien qu'elles fussent des productions monstrueuses & hors de saison , pouvoient faire paroistre licites les progres des Conjurés, qui avoient basti sur l'esperance de ces progrès l'avancement & la perfection de l'edifice de leurs desseins.

Il parut depuis une autre scene, la Chambre des Communes s'estant tous le reste de cette seance, en quelque maniere unie & vigoureusement opposée aux desseins des François. Il estoit aisé de deviner les causes les plus particulieres de ces procedures: mais comme ils ont agi en cela pour l'interest public , nous serons bien aises de supposer qu'ils n'ont point eu d'autre intention. Cette affaire ayant dans leur Chambre donné occasion à plusieurs disputes de consequence, & à de frequentes adresses pour estre presentées à S. M. merite qu'on en connoisse les particularités. Il n'a pas esté difficile de les savoir , plusieurs membres ne voulant pas laisser perir ce qu'ils avoient dit sur ce sujet , mais cherchant plutost à divulguer ce qu'ils croyoient avoir esté genereusement dit, & pour faire croire qu'il estoient quelque chose, s'attribuant les pensées d'autres per-

personnes sur des choses où ils ne pouvoient point estre contredits.

Le 6 Mars 1676 la Chambre pour examiner les griefs s'estant determinée à deputer des Commissaires de toutes la Chambre, resolut,

Que des Commissaires seroient appointés pour dresser une Adresse, afin de représenter à S. M. le danger que pourroit causer la puissance des François, & de supplier S. M. de faire les alliances qu'elle jugera à propos, pour la sureté du Royaume, l'assurance du peuple & la conservation des Pays Bas Espagnols.

Avec la permission de vostre Majesté, Nous ses tres fideles sujets, les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois assemblés en Parlement, nous trouvons obligés par le devoir & la fidelité que nous avons à V. M. & pour nous acquitter de la confiance qu'on a en nous, de représenter tres humblement à V. M. & de luy faire considerer serieusement, que les pensées du peuple de V. M. sont fort allarmées des dangers manifestes que courent les Royaumes de V. M. par l'accroissement de la puissance du Roy de France, & particulièrement par les progrès qu'il a desja faits & qu'apparemment il fera encore dans les Provinces des Pays Bas de l'obeïssance du Roy d'Espagne, en la conservation & sureté desquelles nous jugeons que V. M. & le bien de son peuple sont notable-

tablement interessés : c'est pourquoy nous supplions tres humblement V. M. d'y avoir egard, & de se fortifier d'alliances, qui puissent conserver & maintenir les Royaumes de V. M. & secourir les mesmes Pays Bas, en sorte que les esprits du peuple de V. M. soient mis en repos.

Cette adresse fut présentée à S. M. le 16 Mars, & la reponse de S. M. fut le lendemain apportée à la Chambre par Mr. l'Orateur. Elle portoit que S. M. estoit de l'opinion des deux Chambres du Parlement, que la conservation de la Flandres estoit de grande consequence, & qu'il employeroit tous les moyens qui estoient en son pouvoir pour la sureté de ses Royaumes,

Sur quoy l'on proposa de faire une seconde adresse sur le mesme sujet, le Mardy 26 Mars. elle fut conçue en cest termes.

Avec la permission de V. M. Nous ses tres fideles sujets, les Chevaliers, Citoyens & Bourgeois assemblés en Parlement, venons remercier V. M. avec une joye & un contentement indicibles, de la faveur que V. M. nous a faite de recevoir nostre adresse, & de ce qu'il luy a plu faire connoistre que selon sa prudence Royale elle avoit le mesme sentiment que ses deux Chambres touchant la conservation des Provinces des Pays Bas del'obeissance du Roy d'Espagne.

Nous prions tres humblement V. M. qu'il luy plaise donner de bonne heure les ordres necessaires pour prevenir les dangers que ses Royaumes
pour-

pourroient courir par la grande puissance du Roy de France, & par les progresz qu'il continue de faire aux Pays Bas & ailleurs.

Ainsi nous supplions V. M. de ne pas differer de faire des alliances qui puissent remedier à cela. Et en cas qu'il arrivast qu'en vertu de ces alliances V. M. se trouvast engagée à faire la guerre au Roy de France, nous serions obligés, & venons assurer V. M. en toute humilité & de toute nostre affection, que nous, vos tres humbles sujets, serons toujours prests sur l'ouverture qu'on en fera au Parlement, d'assister de temps en temps V. M. de secours & d'aides qui puissent mettre V. M. en estat de faire cette guerre avec avantage, moyennant la grace de Dieu.

Tout ce que nous offrons à V. M. comme estant le desir general de toute la Nation. Le 30. Mars 1677.

ON allegua contre cette adresse, que de presser le Roy à faire de plus estroites alliances avec les Confederés contre le Roy de France, estoit en effet l'engager dans une guerre, la consequence en estant directe & infailible.

Que la consideration de la guerre devoit estre reservée au Roy, luy qui avoit la connoissance des affaires Etrangeres, & favoit les secrets du gouvernement.

Qu'il estoit dangereux d'engager sitost le Roy dans cette guerre.

Que les navires & les effets de nos Marchands qui sont dans les domaines du Roy de France, seroient aussitost saisis, & que la valeur de cette saisie pouvant monter presqu'à un million, luy donneroit de nouveaux moyens de soutenir la guerre contre nous.

Qu'il se jetteroit sur nos colonies, les pilleroit & les ruineroit.

Qu'il mettroit en mer grande quantité d'armateurs pour prendre les vaisseaux de nos Marchands, & troubler le commerce en ces mers & sur la *Mediterranée*.

Qu'il avoit plus de vaisseaux de guerre que nous, & que ces 30 qui devoient estre bastis sur les 600000. l. nouvellement accordées, ne seroient pas finis en deux ans.

Que nous n'avions pas pour une armée navale & pour un tel projet, assez de provisions, munitions &c. & que quand nous en aurions suffisamment, la saison estoit trop avancée pour mettre en mer une flotte considerable, & que nous ne pouvions pas faire provision de bœuf, de porc &c.

Que lorsque nous serions engagés dans la guerre, les *Hollandois* s'en degageroient & nous laisseroient toute la charge sur le dos, afin d'obtenir eux mesmes ce grand avantage, d'estre les seuls qui trafiqueroient en paix; duquel privilege nous jouissons à present, & que nous serions fâchés d'avoir abandonné.

Qu'il

Qu'il estoit presqu' impossible de faire à mesme temps alliance avec tant de Souverains dont les interests sont si differents & les vuës si obliques, telles que sont celles de l'*Empereur*, de l'*Espagnol*, du *Danois*, des *Hollandois*, du *Brandebourg*, d'un grand nombre de petits Princes d'*Allemagne*, & autres, avec qui il faudroit traiter.

Qu'il estoit aisé d'entrer en guerre, mais difficile de s'en degager, & qu'une longue guerre nous pourroit ruiner : car bien-que l'*Empereur*, le *François*, l'*Espagnol* &c. ayent coutume de faire la guerre plusieurs années de suite, l'*Angleterre* estant un pays de trafic, ne pouroit pas supporter une guerre de si longue haleine.

On alleguoit pour cette adresse,

Que l'adresse ne tendoit point à faire la guerre, mais seulement des alliances, les quelles pourroient prevenir la guerre.

Que la voye la plus sure de maintenir la paix, estoit de se tenir sur ses gardes, & d'avoir toutes choses prestes pour la guerre.

Que quand la guerre s'en ensuivroit, ce qui ne paroist pas hors d'apparence, ce seroit toujours pour la conservation de la paix & de nostre sureté: car il faut demeurer d'accord que si le pouvoir de la *France* n'est point abbaisé ny remis dans un estat plus egal à celuy de ses voisins, il nous faut tost

ou tard combattre ou nous soumettre.

Que c'estoit ordinairement la destinée de ceux qui se tiennent neutres quand leurs Voisins sont en guerre, de devenir la proye du Conquerant.

Que c'estoit à present s'il y en eut jamais, la saison la plus propre de faire la guerre contre le Roy de *France*, pendant que nous pouvions joindre nos forces à celles de si puissans princes : & que si c'estoit une chose dangereuse & terrible de luy résister presentement, combien seroit elle plus redoutable, quand nous aurions perdu cette occasion, nous n'aurions plus d'Alliés, & la paix estant faite de l'autre costé de la mer, nous trouverions seuls pour luy résister.

Que pour ce qui est de la saisie des effets de nos Marchands, le cas estoit le mesme & point autre de ce qu'il avoit esté depuis 3 ans, ou seroit toutes les fois que commenceroit la guerre.

Que pour nos colonies & nos marchands, il falloit considerer, que les *François*, quoy que puissans, n'estoient pas tout-puissans, & que nous pouvions aussi bien les defendre que les Hollandois defendoient les leurs par garnisons & par convoys, & sur tout lorsque les *François* avoient tant d'ennemis & que nous aurions tant d'amis : ce que nous ne devions pas esperer en une autre occasion.

Que nous estions marris d'entendre que
nous

nous n'avions pas autant que les *François* de vaisseaux, de provisions &c. mais que nous esperions que dans l'occasion la chose paroistroit autrement.

Que la saison n'estoit point si avancée que l'on ne pust cet esté mettre une flotte suffisante en mer, & que quelque defectueuse qu'elle fust, nous la pouvions hasarder, puisque les *Hollandois* estoient prests d'y suppleer reellement & efficacement.

Que bien qu'il y en ait qui prennent les *Hollandois* pour des mechans & des perfides, cependant l'interest ne dort point; & qu'il est tellement de leur interest de chasser & d'humilier les *François*, qu'il n'y a point lieu de douter, qu'ils ne veuillent fermement conserver tous leurs amis & toutes leurs alliances en particulier, & se joindre à eux pour ce sujet.

Que quelque differens & obliques que soient les interests & les vues des Confederés, une alliance commune peut estre faite avec eux contre les *François*; & que comme ils ont pu s'allier ensemble, il n'est pas plus impossible que l'alliance qui doit s'étendre à une autre, se joigne à la leur.

Qu'une nombreuse & vigoureuse union contre le *François* estoit le moyen d'abreger l'œuvre: parce que s'il nous attaquoit ensuite en particulier, il continueroit la guerre aussi longtemps qu'il luy plairoit, &

jusques à ce qu'il luy plust de la finir par nostre ruine totale.

Que si nous negligions de faire des alliances , nous n'aurions pas sujet d'espérer d'avoir un seul amy , quand les *François* ayant fait la paix de l'autre costé de la mer , nous choisiroient particulièrement pour estre le but de leurs conquestes. Car tous ceux qui sont unis contre la *France* , se sentent offencés & desobligés par le grand nombre d'*Anglois*, *Ecoffois* & *Irlandois* qui ont servi & servent encore la *France* : comme il a esté dans cette quinzaine prouvé à la Barre de cette Chambre, que mille hommes avoient esté levés en *Ecosse* , & en *Janvier* dernier envoyés au service des *François* , dont quelques uns avoient esté forcés & contraints de faire serment.

Qu'on a compris & senti que nous avons puissamment contribué à l'augmentation de la grandeur des *François* , par la vente de *Dunkerque* ; cette bonne clef & cette porte de la *Flandres* ; par nostre guerre contre les *Hollandois* en 1665. durant laquelle les *François* se sont joints avec les *Hollandois* , & sous cet azile & par cette occasion le Roy de *France* a posé le fondement de la plus grande flotte qu'il ait jamais eüe , en achetant plusieurs grands navires des *Hollandois* , & en faisant bastir quantite d'autres , en quoy les *Hollandois* luy avoient seulement pour cette occasion fait quelque refus & quel-

quelque trouble; par nostre violement de la *Triple Alliance* & par nostre jonction avec les *François* contre les *Hollandois*, en laquelle guerre la *France* fait encore de grands progresz & triomphe: desorte qu'en cet egard nous avons beaucoup à rachetter & à recouvrer.

Que l'inimitié contre la *France* estoit la chose en laquelle se devoit unir cette Nation divisée, & qu'il falloit empoigner cette occasion comme celle qui nous est la plus importante.

Que l'inclination & l'intérest de la Nation tendoit à cette voye, & que c'estoit une grande raison & amorce pour y faire incliner ses representatifs.

Qu'il avoit esté démontré dans le Parlement, que sur la balance du trafic de *France*, cette Nation perdoit tout les ans 900000. l. ou un million, la valeur des biens apportés de *France* excédant autant par an celle des biens emportés d'icy là: d'où il paroist que cette somme du tresor & de l'argent de la Nation est tous les ans consumée & portée en *France*, & tout cela pour des choses inutiles, comme vins, foyes, rubans, plumes &c. l'épargne & le retranchement des quelles depenses & consommations pourroient beaucoup servir à soustenir les charges d'une guerre.

Que voicy le temps le plus propre pour ce sujet, que cela donneroit reputation aux

Confederés , de la consolation & du courage à nos meilleurs amis , & à mesme temps nous mettroit nous mesmes en sureté contre les vieux & perpetuels ennemis de l'*Angleterre*.

La seconde adresse fut présentée à S. M. le 30 Mars & ils ne reçurent point de reponse jusques à l'onzième d'*Avril* : desorteque l'en commença à douter si la Bill de l'argent seroit acceptée, ou non : & en cas que les Communes fissent quelque difficulté de la passer à moins qu'on ne pourvust aux progrès des *François*, il sembla que le subsidie seroit rejetté par le bon plaisir des Conjurés , & quelque necessaire que parust le batiment des vaisseaux, il pourroit estre encore prorogé , comme il avoit esté dans les precedentes seances & durant toute la longue prorogation. Mais la Chambre estoit bien éloignée d'une telle opiniastrété. Les nouvelles estant venues de la prise de *Valenciennes* & de *St. Omer* & de la defaite du Prince d'*Orange* à *Mont-Cassel*, il n'y eut plus de danger de prevenir ou de troubler cette campagne les succès du Roy de *France* : c'est pourquoy la suivante reponse fut enfin apportée le 11 *Avril* à la Chambre des Communes par M. le Secretaire *Coventry* de la part de S. M.

C. R.

La M. ayant considéré la dernière adresse, voyant du changement dans les affaires de dehors,

hors, juge nécessaire de vous représenter, que le seul moyen de prévenir les maux, dont ces Royaumes pourroient estre attaqués, est de mettre S. M. en estat de faire les preparatifs qu'elle jugera nécessaires pour pourvoir à leur sureté & si vous desirez de demeurer plus longtemps assemblés pour cet effet, S. M. consent que vous vous adjourniés devant Pasques, & reveniés incontinent après les festes pour perfectionner cette affaire, & pour achever quelques Bills des plus nécessaires qui n'ont pas encore leur perfection.

Donné en nostre Cour de *Whitehall*
le 11 Avril 1677.

ON parla un peu de cela de part & d'autre: mais leur plus longue deliberation fut de s'adjourner jusques au lendemain qu'ils se rassemblèrent.

On y proposa alors que la Chambre fust adjournée jusques après *Pasques*, & puis de se rassembler dans la resolution de mettre le Roy en estat de faire les preparatifs qu'on jugeroit nécessaires, & aussi de preparer quelques Bills nécessaires pour le Royaume, depeurque s'ils ne le faisoient point, le reproche de cette negligence ne tombast sur eux, & qu'on ne remarquast qu'ils n'avoient rien effectué ces 4 dernieres années, quoy qu'ils se fussent assez souvent assemblés; qu'ils avoient donné un million; qu'ils prenoient peu de soin de remedier aux

griefs, ou de faire de bonnes lois pour le bien du peuple; qu'ils n'estoient point en estat de rendre compte de leur propre conduite à leurs Voisins de province, à moins que de leur soustenir effrontement qu'il n'y a dans tout le Royaume ny grief ny desordre à corriger; enfin que le Roy leur avoit fermé la bouche, & les forçoit de le faire en leur offrant de continuer leur seance.

D'autres dirent qu'ils acheveroient les deux Bills de l'argent, donneroient contentement au Roy, & prendroient un autre temps pour faire de plus serieuses reflexions sur la religion, les libertés, & les privileges du pays, sur tout pas une des Bills n'estant encore presse; qu'ils seroient tenus sur pié, la separation projetée ne devant estre qu'un adjournement; qu'ils avoient desja de tres bonnes lois, & donneroient leurs suffrages pour quelques nouvelles; qu'ils se dispoient d'estre bientost en province; qu'il leur estoit necessaire d'y estre le 10 May pour executer l'acte des 600000 l. &c. qu'on leur devoit accorder quelque temps pour leur voyage & y demeurer, que *le consentement à quelques Bills necessaires se trouvoit à la fin du message de S. M. & comme par rencontre: car S. M. dit, que si pour cette raison, c'est à dire, pour faire des preparatifs, ils souhaitent de prolonger leur seance, & la chose estant ainsi, ils prenoient occasion d'achever quelques Bills.* Ainsi le
sens

sens & le but de la Chambre fut de se separer devant *Pasques*, comme il avoit esté cy devant intimé & attendu.

Ils se mirent en devoir d'examiner la lettre & d'y faire aussitost reponse.

Le Secretaire & les autres ministres d'Etat dirent que l'alteration des affaires dont S. M. prenoit connoissance, estoit le succez de la bataille que les *François* avoient gagnée contre le Prince d'*Orange*, & la prise de *Cambray* & de *St. Omer*.

Que par ces petites ou plutoist grandes mesures ou degrés ils alloient s'emparer de la *Flandres*, estimée le rempart naturel de l'*Angleterre* aussi bien que la *Hollande* : & ils declarerent ouvertement que rien ne pouvoit mettre S. M. en estat de faire des preparatifs capables de pourvoir à la sureté du Royaume, sinon de l'argent comptant.

On leur repondit qu'il n'estoit point à propos & que c'estoit mesme contre la coutume de donner de l'argent à la fin d'une seance, & qu'il falloit auparavant que les alliances fussent faites ; & qu'on les adjournast plutoist jusques à ce qu'on les fist, puisqu'ils ne devoient point donner d'argent sans en savoir la raison. on leur dit & declara en termes clairs, que s'il n'y avoit point de guerre cet esté, on avoit assez donné d'argent.

A quoy ils repondirent, qu'ils n'avoient point reçu d'instruction de S. M. sur ce qui avoit

avoit esté resolu, & qu'il n'estoit point à propos de decouvrir & de publier de telles choses; mais qu'ils vouloient bien faire part de leurs conjectures & des desseins qu'on avoit sur quelques points, qu'en cas d'apparence de guerre ils devoient considerer & examiner, la main sur les evangiles, si l'on pouvoit avec d'aussi petites forces que les leurs, arrêter les efforts de la puissance d'un Roy qui les attaqueroit avec des forces egales à celles de la *France*; & qu'ils jugeroient eux mesmes qu'il falloit pourvoir d'une bonne garnison les isles de *Wight*, de *Jersey*, de *Carnsey* & d'*Irlande*, d'assurer nos costes, & d'avoir une forte armée sur terre, de peur d'estre attaqués à l'im-pourvu.

Qu'il estoit necessaire aussi d'avoir cet esté une extraordinaire flotte en mer; que S. M. appliquoit tous les ans à sa flotte (ce qui est une furieuse & rude depense) 400000 l. tirées de son revenu sur la coutume, dont les seuls ancres, cordages, lieux pour bastir des navires & reparations montoient par an à 100000 l. & qu'il faisoit bastir 40 vaisseaux pour cet esté; mais que s'il y avoit apparence de guerre, il en falloit bien davantage, ou que dumoins ils devroient estre mieux & parfaitement fournis de tout, particulièrement si la rupture se faisoit subitement, qu'autrement les biens & les navires de nos marchans seroient en
grand

Grand peril & sur mer & dans les ports de France ; qu'il estoit raisonnable que le Parlement fournist le surplus des contributions ordinaires du Roy , & que les preparatifs extraordinaires qu'il falloit faire , ne pouvoient monter à moins qu'à 200000 l.

On leur repartit, que c'estoit une imagination de croire que *Jersey* &c. n'estoit pas assez bien gardé, l'estant dumoins aussi bien qu'en l'an 1665. lorsque nous avions guerre contre les *François* & les *Hollandois*, & le revenu du Roy n'estoit pas si grand qu'à present ; que le revenu d'*Irlande* montoit à 50000 l. outre l'establissement, c'est à dire toutes les depenses du gouvernement civil & militaire ; que si sans les transporter icy, on les depençoit là elles suffiroient pour defendre le Royaume d'*Irlande* ; qu'ils se souvenoient d'avoir ouï dire depuis un mois à quelquesuns de ces Gentils-hommes, que le Roy de France ne prendroit plus de villes en *Flandres*, mesme s'il les pouvoit avoir ; qu'il iroit à la rencontre des Allemands, qui seroient en campagne au mois de *May* ; que partant c'estoit une chose estrange de nous le représenter sur le point de nous envahir, & de nous obliger d'avoir une armée sur pié & de munir nos isles & nostre continent : que si on ne le vouloit point voir en cet estat, il n'y avoit qu'à rappeler les sujets de S. M. hors de son service, & les faire servir icy ; que ce rap-
pel

pel diminueroit beaucoup ses forces ; qu'on ne pouvoit pas dire que cela estoit fait, puisqu'on continuoit encore à avancer la grandeur de la *France* : Qu'une flotte defendroit tout le pays ; que des vaisseaux estoient la defense d'une isle , que partant nous pouvions esperer de la garder jusques à une certaine distance , que nous n'apprehendions pas , ou qu'aumoins nous serions prests à le recevoir s'il venoit à nos portes ; qu'il apprenoit par la *Sicile* ce que c'est que d'envalir une isle ; qu'il ny'avoit pas d'apparence qu'il voulust nous attaquer, jusques à ce qu'il fust maistre de la mer, ce qui luy estoit impossible , pendant que la plus grande partie de ses forces seroit divertie ailleurs sur terre, sur la *Mediterranée* & dans les *Indes Occidentales*.

Que quant aux vaisseaux & aux effets de nos marchands , ils n'estoient pas en plus grand danger qu'en quelqu'autre guerre que ce fust ; que même il y avoit plus d'esperance en celle cy qu'en la dernière , puisque la première connoissance que les *Hollandois* & nous eusmes de cette rupture , fut à l'occasion de la flotte de *Smyrne*.

Que pour ce qu'on avoit dit depuis deux semaines , que la saison estoit trop avancée pour faire provision de bœuf , & qu'il sentiroit mal, estoit une surprise , puisque l'on pressoit pour equipper une flotte plus grande & mieux fournie : Qu'ils ne savoient que

que faire , S. M. ne declarant point si Elle vouloit faire les alliances qu'ils desiroient que l'on fist pour arrester les progrès de la *France* , & se resoudre avec son Parlement à les maintenir : Que pendant que l'on ne s'ouvriroit point sur ce sujet ou qu'on temoignerait de la froideur pour ces alliances , ils ne voyoient rien sur quoy donner de l'argent pour des preparatifs. Que S. M. estoit un Prince dont la bonté & la vigilance en faveur de son peuple ne permettoient point qu'on s'en defiait ; mais que l'on soupçonnoit quelquesuns de ses Ministres de se conduire par les influences de *France* , & que l'on avoit fait des plaintes & des adresses contre eux : Que quant à ce qu'on disoit que la garentie de la paix generale suffisoit pour pourvoir à la sureté de la Nation , il n'y avoit rien qui nous fust plus pernicieux , & que nostre argent & nostre peine ne pouvoient pas estre plus mal employés qu'à procurer cette paix dont les articles ne procureroient pas une suffisante sureté : Que tout ce qu'ils souhaittoient , estoit que S. M. unanimement avec son peuple s'engageast veritablement , sincerement & entierement dans cette affaire , & declarast que cela , & rien de plus , estoit capable de detourner & d'eteindre les defiances & les soupçons.

Ils objecterent , qu'il n'estoit pas à propos de decouvrir dans une assemblée publique

que

que les intentions secrettes de S. M. qu'il estoit encore trop tost de les faire connoître aux Etrangers; qu'il n'y avoit pas lieu de se defier de S. M. & qu'estant secourue, Elle disposeroit & feroit tout ce qui pourroit contribuer au bien du Royaume.

A quoy l'on repliqua, que les Ministres Etrangers avoient coutume de donner connoissance des intentions des Princes; que le Comte de *Bristol*, Ambassadeur en *Espagne* sur la fin du regne du Roy *Jacques*, avoit obtenu des copies des originaux des depesches & des papiers secrets du Roy d'*Espagne*, & mesme avoit souvent vu ces originaux; que bienqu'il assuraist que les *François* ne pouvoient pas penetrer les intentions de S. M. elles leur furent neantmoins bientost connues; qu'aureste ils ne demandoient pas de grands secrets à S. M. la suppliant seulement de se resoudre serieusement à se faire chef du Parlement & du peuple dans une occasion si importante à l'*Angleterre*, de permettre que la poste en portast les nouvelles à *Paris*, & puis de laisser le Roy de *France* faire de son pis.

Que S. M. n'avoit ny n'auroit jamais raison de se defier de son peuple; qu'en 1667. dans l'assurance de nostre reconnoissance par quelque present, Elle fit sans l'avis du Parlement le traité, appelé communément la *Triple Alliance*, qui tournoit à l'avantage de l'*Angleterre*, & par lequel Elle de-

devint l'arbitre de la Chrestienté, & en vue duquel le Parlement luy accorda plusieurs subsides.

Qu'en 1672. il entra en guerre sans l'avis du Parlement: & quoy que le Parlement jugeast que la continuation en estoit desavantageuse au Royaume, il ne laissa pas de luy fournir 1200000 l. pour la faire & en sortir.

Qu'ils feroient beaucoup plus disposés de l'aider & de l'assister dans les alliances & dans la guerre, s'il en arrivoit quelqu'une, qui fust conforme aux interets de la Nation, & se fist en vue des instantes prieres du Parlement.

Qu'ils esperoient que S. M. se declareroit bientost, & l'attendoient avec impatience, ayant le cœur de S. M. avec eux : *Que se pourrisse la main de quiconque ne veut point s'appliquer à cette affaire: nous ne voulons point nous contenter de ceci ou de cela, mais nous exposer avec S. M. à toutes sortes d'extremités.*

Que le Roy de France les effrayoit par ses grandes forces & par les personnes intelligentes qui estoient autour de luy & mena geoient merueilleusement bien ses affaires: Qu'ils esperoient que S. M. se serviroit de telles gens qui auroient soin de son interest, & ne souffriroient point qu'elle payast cent par cent plus que ne valent les choses empruntées & consumées, & que si l'on vouloit suivre leurs avis, ils esperoient
que

que l'*Angleterre* auroit un succez Anglois contre la *France*, comme dans le jeu de boule, si l'on jette bien la boule, elle ne manque point de venir sur le but.

Que si la chose estoit sincerement & vigoureuſement entrepriſe, il y auroit moins de ſujet de diſputer du temps, & que jamais Conſeil n'avoit refusé de ſ'asſembler, meſme le *Dimanche*, quand ils s'agit de l'intereſt public.

Qu'enfin cette affaire devoit prendre une iſſue ou une autre, & qu'ils ne vouloient du tout point qu'elle demeurast dans l'incertitude.

Qu'encore qu'ils cruſſent que S. M. voudroit bien dans un cas de neceſſité preſter à ſon peuple qui luy a donné de ſi groſſes ſommes, ils ne laiſſeront pourtant point de luy fournir autant d'argent qu'on en peut depenſer entre ce temps cy, & le jour qu'il luy plaira de les-faire aſſembler après *Pasques*, & que cette ſomme eſtoit la ſuſdite ſomme de 200000. l. Que l'expedient dont ils ſe ſervoient pour cette fin, eſtoit d'adjouſter à la Bill une clause pour emprunter preſque 600000. l. comme cela ſ'eſtoit pratiqué dans la *Poll Bill*, afin que S. M. puſt ſur l'heure meſme trouver ſur le credit de cette Bill 200000. l. en argent comptant, à 7. pour cent par an.

Que cela ſe pouvoit maintenant faire, quoyque la Bill euſt eſté agréée par leur Cham-

Chambre & , excepté qu'Elle y avoit fait le susdit amendement, par celle des Seigneurs, puisque cette *Poll Bill* estoit expliquée par un autre acte passé depuis peu de jours dans cette seance; mais que dans *Hackwells Modus tenendi Parliam.* P. 173. il y avoit un exemple plus remarquable & plus exact en ce point.

Mais après quelques discours pour réserver une partie de ces 600000. l. au bon plaisir du Roy &c. ils considererent que ces 600000. l. estoient appliquées au bastiment des vaisseaux, ne voulurent point que cette appropriation fust detournée par aucun moyen, & partant resolurent d'annexer la clause de l'emprunt à la Bill de la continuation de l'augmentation des impôts pour 3. ans, laquelle n'avoit pas encore passé. Contre quoy l'on objecta qu'elle avoit esté faite pour d'autres sujets, à savoir pour mettre le Roy en estat de payer l'interest de ses dettes &c. On repartit que le prelude ne parloit point de ses dettes, mais de *ses occasions extraordinaires*, & qu'aureste ils n'avoient pas dessein de donner de si grosses sommes, & estoient seulement resolu de rembourser S. M. de 200000. l. ce qui faisoit autant que ce qu'il avoit dépensé pour les preparatifs extraordinaires.

Ils objecterent, que cela estoit une espece de declaration de guerre, & que 200000. l. estoient un miserable moyen & une som-

somme incapable de nous defendre contre ceux que nous attaquions.

On repartit, que ce n'estoit qu'un commencement de ce qu'on avoit dessein de faire ; & qu'ils fourniroient bien davantage, lors qu'ils se rassembleroient : jointque le Roy de *France* n'estoit pas bien redoutable & ne pouvoit pas beaucoup nuire durant la confederation : que plusieurs Princes d'*Allemagne*, comme les Archevesques de *Mayence* & de *Treves*, le Comte Palatin & le Duc de *Newbourg*, estoient en guerre avec luy, sansque leurs affaires allassent bien mal ; ques'ils ne se pouvoient pas defendre par eux mesmes & par leurs forces particulieres, ils estoient soutenus par les troupes de tous les Alliez ; & que leur force estoit bien moindre que celle des *Anglois*.

Cette dispute se termina par la deliberation de faire la suivante adresse à S. M. l'Orateur de la Chambre la luy presenta le *Vendredy 13. Avril.*

Avec la permission de V. M. Nous les tres humbles & tres obeissans sujets de V. M. les Communes assembleés en ce present Parlement, avons appris avec beaucoup de joye & desatisfaction l'egard qu'il a plu à V. M. d'avoir à nostre precedente adresse, en nous faisant connoistre le dernier changement arrivé aux affaires de dehors, & luy rendons graces de la favorable offre que V. M. a faite par sa derniere deputation, & ayant se-
rich-

rieusement delibéré sur les preparatifs que V. M. juge, qu'il est à propos de faire pour obtenir le but qu'on se propose, nous avons pour le present pourvu à un moyen, qui est une Bill pour l'augmentation des impôts, sur laquelle V. M. peut emprunter 200000. l. sterlings. Et si V. M. trouve bon de nous rassembler sur ce sujet un peu après Pasques, par une publication que son bon plaisir est que nous revenions, à nostre retour nous serons prests, non seulement de rembourser V. M. des sommes qu'elle auroit pu employer pour ces preparatifs extraordinaires ; mais aussi de nous appliquer de tout nostre cœur, tant alors qu'en d'autres temps, à donner à V. M. des secours proportionnés aux occurrences, en sorte qu'ils puissent servir à V. M. & à toute la terre de temoignages authentiques de nostre fidelité, & de l'affection que nous avons au service de V. M. & à mettre V. M. en estat de maintenir, avec l'aide de Dieu, les alliances qu'Elle aura faites, contre les oppositions qu'on y pourra former, quel- qu'elles puissent estre.

Le Lundy de Pasques 19. Avril, un autre escrit fut présenté à la Chambre des Communes de la part du Roy par la Secrétaire Williamfon. Il estoit conçu en ces termes.

C. R.

„Sa M. ayant considéré la reponse, que
 „cette Chambre a faite sur le dernier messa-
 „ge qu'Elle luy a fait faire, touchant l'e-
 „tat où on la doit mettre, de faire les pre-

H

„ pa-

„ paratifs neceffaires pour la fureté du Roy-
 „ aume, y a trouvé qu'on luy donne feule-
 „ ment pouvoir d'emprunter 200000. l.
 „ fterlings fur un fonds qu'on luy a desja af-
 „ figné pour d'autres ufages : c'est pour-
 „ quoy S. M. defire que cette Chambre
 „ fache, & efpere qu'elle fera perfuadée,
 „ que non feulement ce fonds, mais auffi
 „ tous les autres qui font en fon pouvoir, fe-
 „ ront employés pour la confervation de
 „ fes Royaumes, dequoy il ne faut nulle-
 „ ment douter : mais comme c'est une cho-
 „ fe qui n'est pas moins connue de la Cham-
 „ bre que d'Elle, il faut qu'Elle declare,
 „ qu'à moins d'une fomme de 600000. l.
 „ fterlings, ou d'un moyen de l'emprun-
 „ ter fur un nouveau fonds, Elle ne pour-
 „ roit point parler ny rien faire qui fust con-
 „ forme aux adreffes de la Chambre, fans
 „ jeter le Royaume en de plus grands dan-
 „ gers. S. M. declare de plus qu'après avoir
 „ fait ce qui depend d'Elle, & après avoir
 „ représenté le veritable estat des chofes,
 „ Elle ne manquera pas d'employer tous
 „ les moyens qui font prefentement en fon
 „ pouvoir, pour le bien de fon peuple.

Donné en nostre Cour de *White-hal*
 le 16. *Avril* 1677.

La Chambre delibera auffitost fur la re-
 ponde qu'Elle devoit faire. On refolut d'a-
 bord de faire de tres grands remerciemens
 à S. M. pour le zele qu'Elle temoignoit
 avoir

avoir de procurer la sureté du Royaume, & des esperances qu'Elle avoit données de vouloir bien parler & agir conformément à leurs adresses; qu'ils estoient resolu de luy donner toute sorte de temoignages de leur fidelité & de leur affection, & l'assuroient que tout le monde donneroit volontiers une quatriesme & mesme une troisieme pour sauver le reste: mais qu'ils supplioient S. M. de vouloir bien considerer, que leur Chambre estoit tres petite, plusieurs Membres estant allé à la campagne, mesme sous un pretexte qu'ils ne pouvoient pas blâmer, savoir dans la croyance que le Parlement s'adjourneroit devant *Pasques*, suivant que S. M. l'avoit fait signifier depuis 15. jours, & qu'on s'y estoit depuis universellement attendu; que c'estoit contre la coustume des Parlemens, (ce qu'aussi leurs confreres prendroient en mauvaise part) de s'attribuer en leur absence le privilege d'accorder de l'argent & d'en recevoir les remerciemens: Que c'estoit une affaire qui concernoit l'interest de la Nation, s'il y en eut jamais, & qui par consequent devoit estre traitée dans une complete Assemblée des Representatifs de la Nation; & que s'ils avoient jusques icy semblé y mettre la main, il y avoit encore plus de raison d'y employer toute la force de leurs bras; que c'est ce qui assureroit, animeroit & satisferoit toute la Nation: Que ce n'estoit point

leur intention d'y apporter ou souffrir quelque delay , desirant de s'adjourner seulement pour 3 semaines ou un mois auplus : Que les 200000. l. qu'ils avoient pourvues pour les presents besoins , estoient autant qu'on pouvoit depenser pendant ce temps là , quoyque S. M. eust desja 600000. l. comptées sur la table ; que par consequent il estoit raisonnable que S. M. souffrist qu'ils s'adjournassent pour ce peu de temps, & que dans cet *interim* il luy plust de faire bon usage des 200000. l. & les alliances desirées , & de faire par une proclamation rassembler les Membres au jour destiné.

La reponse fut conçue en ces termes.

Avec la permission de V. M. Nous ses tres humbles & obeïssans sujets de V. M. les Communes assemblés en ce present Parlement , ayant considéré le dernier message de V. M. & les assurances qu'Elle y donne , d'employer en quelque temps que ce-soit tout son revenu à lever de l'argent pour la sureté de ses Royaumes , nous sentons obligés d'en remercier tres humblement V. M. & de la supplier de croire qu'Elle recevra de nous autant de temoignages d'affection qu'un bon Roy en peut souhaiter d'un peuple tres fidele & reconnoissant. Et parce qu'il a plu à V. M. de nous faire savoir que la somme de 200000. l. sans y ajouster un autre subside , n'est pas suffisante de la mettre en estat de parler & d'a-
gir

gir conformément aux souhaits de vostre peuple; nous demandons à V. M. la permission de luy dire que sur l'esperance d'un adjournement devant Païques, plusieurs membres de nostre Chambre estant allés en province, nous ne pouvons croire qu'il nous appartienne d'accorder un subside en leur absence: mais nous supplions V. M. de permettre que nostre Chambre s'adjourne pour si peu de temps que V. M. jugera à propos avant que la somme des 200000 l. soit dépensée, & jusques au jour qu'il plaira à V. M. de rassembler tous les membres par sa proclamation Royale auquel temps nous esperons que V. M. aura pourvu à ses affaires, & réglé ses alliances suivant nos précédentes requestes, lesquelles nous supplions V. M. de communiquer au Parlement: ce qui estant, nous ne doutons point, qu'à nostre premiere assemblée V. M. n'obtienne non seulement le subside qu'Elle demande, mais encore d'autres, selon l'exigence des affaires de V. M. suivant quoy nous esperons que V. M. sera alors disposée de parler & d'agir selon qu'Elle jugera à propos, pour faire reussir ces desseins que nous avons cy devant représentés à V. M.

La Bill de l'argent ayant passé dans les 2 Chambres, les François ayant par la prise de Cambray achevé les conquestes de cette campagne, selon ce qui avoit esté projectté, & de l'argent leur ayant esté demandé pour de plus grands preparatifs, seulement pour avoir pretexte de refuser leurs adresses, les Chambres furent adjournées du 16. Avril

jusques au 21 du mois de *May* prochain, parce principalement qu'au commencement de leur seance, une grande ambassade de *France* venoit icy : car tout ce qui estoit concerté entre la *France* & l'*Angleterre*, se remuoit avec une regularité si ponctuelle, que par le rapport mutuel de toutes les parties de la piece, elle ressembloit l'harmonie des spheres, quoyque nous n'en pussions pas entendre la musique.

L'Ambassade aborda icy immédiatement après l'adjournement des Chambres : le Duc de *Crequi*, l'Archevesque de *Rheims* & *Mt. Barillon* estoient les Ambassadeurs, & accompagnés ou suivis de 3 ou 400. personnes de toutes qualités: de sorte que ces Seigneurs Spirituels & Temporels de *France* avec un si grand nombre de leurs Communes, trouvant le Roy à *Newmarket*, cette compagnie paroissoit un autre Parlement: & il sembla que celui d'*Angleterre* n'avoit esté adjourné que dans le dessein de les mieux recevoir. Quant aux propositions qu'ils firent à S. M. & les articles qu'ils passèrent, ny l'un ny l'autre n'a pas encore esté publié. Voicy ce qu'on en a dit dans les entretiens publics.

Un acte pour continuer d'envoyer des sujets de S. M. au service de la France.

Un acte pour abolir toutes les demandes de satisfaction contre les François, à cause de toutes les prises qu'ils ont faites en mer sur les Anglois :

glois depuis l'an 1674. jusques à ce jour, & feront à l'avenir.

Un acte pour marier les enfans de la famille Royale avec des Princes Protestans.

Un acte pour avoir encore de France un secours d'argent.

Mais comme il ne paroist point, que le Roy ait consenti à ces articles & à d'autres plus secrets, il suffit d'en avoir fait mention, sans aller plus loin. Seulement est il certain, qu'encore qu'on ne donnast point de part au Parlement d'*Angleterre* des affaires de la guerre, de la paix & des alliances, comme s'il estoit presomptueux & malpropre à leurs intrigues, on ne laissa pas d'user du plus grand secret dans la negotiation & la transaction de toutes ces choses avec ces 3 estats de *France*, lesquels furent adjournés aussi de *Newmarket* à *Londres*, & y demeurèrent jusques au retour du Parlement d'*Angleterre*, puis furent demis & renvoyés chez eux avec toutes les marques & demonstrations possibles d'une satisfaction reciproque.

Afin de mieux preparer les affaires d'icy avant la seance du Parlement, on imprima un second paquet d'avis aux hommes de *Shafsbury*. Le premier avoit esté vendu par toute la Nation & transporté en *Ecosse*, où 300. exemplaires furent imprimés à *Eden-burg* & dont 40. joliment reliés & dorés furent envoyés en *Angleterre*, pour demon-

trer combien l'on en faisoit d'estime dans ce Royaume là. Mais celuicy, dont la vente devint difficile, fut distribué comme un present par toute l'*Angleterre*: c'estoit une incivilité de s'enquerir d'où il venoit: il sembloit que ce livre, bien qu'il vint de l'enfer, estoit tombé des cieux: quelques-uns considerant l'importance & l'esprit de cet ouvrage. s'imaginèrent qu'il partoît de la boutique des deux Seigneurs, le Noir & le Blanc, qui n'ayant plus d'inquietude de la dernière seance, s'estoient donné carrière, & après les triomphes de la langue, avoient posé ces trophées de plume sur leurs adversaires captifs. Mais cela auroit esté une chose indigne de la generosité *Frechwellienne* ou de la magnanimité *Trerisienne*: il le faut plustost imputer à la malice de quelque petit ecrivain, loué par les Conjurés, & tant payé pour feuille: & qui lorsque l'argent est dépensé, renieroit son Dieu, injurieroit son Prince & accuseroit faussement sa patrie pour moins d'argent, s'il avoit omis quelcun de ces points dans ses premiers livres, & maudiroit son pere par-dessus le marché.

Lundy 21 May 1677.

LE Parlement s'assembla conformement à son dernier adjournement sur le, & du 16 *Avril* jusques au 21 *May* 1677.

II.

Il ne se fit aucune proposition au Parlement de la part du Roy, mais seulement à la Chambre des Communes.

La seance s'ouvrit par un message de la part du Roy, que le Secrétaire *Coventry* délivra de vive voix, par lequel S. M. faisoit savoir à la Chambre, que les ayant ajournés jusques à ce jour, suivant ce qu'ils avoient désiré dans leur reponse à son dernier message du 16 *Avril*, à cause qu'ils alleguoient qu'il n'appartient point au Parlement d'accorder des subsides, lorsqu'un si grand nombre de ses Membres est absent, lesquels estoient partis dans l'attente d'un prochain adjournement, & ayant fait publier une proclamation afin que les Membres se rassemblassent & que la Chambre fust pleine. Elle esperoit qu'ayant dessein de les separer au plustost, ils delibereroient au mesme instant sur son dernier message.

Sur quoy l'on proposa de lire le dernier message du Roy du 16 *Avril*, & la reponse qu'on y avoit faite: ce qui fut executé.

Après un long silence on commença à parler de leur attente & de la necessité de quelques alliances.

On proposa particulièrement qu'une alliance avec les *Hollandois* estoit convenable à la conjoncture du temps: car, dirent ils, nous nous trompons si nous croyons nous pouvoir defendre autrement: nous sommes hors d'estat de faire teste au Roy de

France, sa force & ses richesses estant trop grandes: les *Hollandois* ne peuvent pas mesme luy resister: mais nous le pouvons faire, estant joints ensemble.

La conclusion generale fut, qu'ils estoient venus dans l'esperance de voir des alliances faites, & que si en cas qu'elles fussent faites, on ne jugeoit pas à propos de les leur communiquer, on ne les avoit point assemblés pour le but qu'ils s'estoient proposé; mais que s'il ne falloit que quelques jours pour y mettre la derniere main ils vouloient bien s'ajourner jusques à ce temps là.

Le Secretaire & d'autres dirent, que ces alliances estoient des choses de grande importance & de long travail, & que le temps avoit esté bien court; & que quand mesme on les auroit conclues, il ne seroit pas à propos de les publier, jusques à ce que le Roy fust en estat de les defendre & d'en poursuivre les fins, & durant que S. M. insisteroit sur ces termes: *Que sans 600000 l. il luy estoit impossible de parler & d'agir conformément à leurs adresses, à moins que d'exposer le Royaume à de plus grands dangers.*

Les autres remarquerent & dirent, qu'ils s'estoient assemblés en vertu de la proclamation du Roy; que cette proclamation s'estoit faite en vue de leur derniere adresse dans laquelle ils avoient prié S. M. de les adjourner jusques à ce qu'on eust fait des alliances, & de leur en faire part; qu'ils n'a-

yoient.

voient marqué aucun jour particulier pour en avoir la communication ; que si S. M. avoit cru que cet intervalle de temps ne suffisoit pas pour les conclure , il pouvoit les adjourner pour plus longtemps , ou les en avertir dans sa proclamation & prolonger leur adjournement.

Mais qu'assurement, il y avoit eu assez de temps, sur tout si l'on considere la disposition des parties à s'allier ensemble ; qu'il s'estoit passé 5 semaines depuis leur adjournement ; qu'un des principaux Ministres dans la negotiation de la *Triple Alliance*, avoit publié dans un imprimé qu'elle avoit esté faite en 5 jours ; qu'elle enfermoit plus de difficulté & requeroit plus de temps que cellecy , puisqu'un peuple qui vit dans une profonde paix, comme estoient alors les *Hollandois*, ne s'embarque pas si aisement ny si tost en des alliances ; qu'ils avoient & pouvoient prendre le temps pour deliberer davantage, mais que le peuple estoit effrayé de la guerre & avoit besoin de secours ; que partant l'on pouvoit traiter aisement & promptement, qu'ils estoient aussi disposés que les *Hollandois*.

Que de plus le temps destiné à ce sujet, ne se terminoit pas à 5 semaines, y en ayant environ 10 depuis leur 1. adresse pour faire des alliances.

Quant à cette objection, qu'il n'estoit pas à propos de les faire avant que toutes

choses fussent prestes, ils dirent que la force de ces alliances reside en ce qu'elles allarmeront les *François*: mais ils repondirent que la demande & l'accord de l'argent pour ce sujet ne leur donneroit pas une moindre allarme, les *François* n'estant pas ignorans de leurs addresses & de leurs reponses; & sachant bien que si l'on accorde de l'argent pour faire des preparatifs de guerre dans le temps specifié, c'est un plus grand temoignage & une plus forte declaration de ce que l'on projette contre eux.

Que *Grotius l. de J. B. P.* dit que si un Prince fait des preparatifs extraordinaires, un Prince voisin qui apprehende d'en recevoir du dommage, luy peut demander le detail & la raison de cet armement, que si on ne luy donne pas de bonnes assurances, qu'il ne se fait point contre luy, ce luy est un sujet d'entrer en guerre contre luy, & mesme, s'il veut, de la luy denoncer le premier, & il n'est point obligé d'attendre jusques à ce que l'autre commette des hostilites reelles; & que cela est conforme à la raison & à la nature du gouvernement.

Que par consequent, le Roy de *France* estant un Prince vigilant, ayant de sages Conseillers, & ayant envoyé une ambassade extraordinaire durant leur adjournement, ils supposoient qu'il avoit demandé à S. M. le detail de ses intentions, & si tous ces preparatifs qu'on faisoit & qu'on

vous

vouloit faire, estoient contre luy, ou non; que S. M. n'a pu repondre à cela qu'en 3 manieres.

1. Qu'ils ne se faisoient point contre luy, de quoy S. M. leur pouvoit faire part; & qu'alors il n'y avoit nulle occasion de donner de l'argent.

2, Qu'ils se faisoient contre luy, sur quoy S. M. pouvoit aussi tres bien s'ouvrir à eux, estant inutile de le leur cacher, de peur d'allarmer les *François*, puisqu'on suppose qu'on leur a déclaré en termes formels; que ces preparatifs se faisoient contre eux.

3. De donner une reponse ambigue, ce qui revient à la seconde: car lorsqu'un Prince apprehendant que des preparatifs extraordinaires se fassent contre luy, demande, selon la coustume des Princes, une reponse claire, categorique & satisfactoire sur la raison de cet armement; une reponse ambigue ne le contente point, & ne met point son esprit hors de soupçon; & en ce cas l'on a coustume de l'expliquer, comme si l'on estoit la proye de cet armement.

Que si S. M. n'a du tout point donné de reponse, ce qui n'est pourtant point probable, cela revient à la dernière reponse.

Qu'ainsi les *François* ont par un moyen ou autre su les desseins du Roy, & que s'ils les ont appris ou penetré par conjecture, à

quel propos les cache t-on au Parlement ? à quelle fin cette défiance ?

Deplus qu'ils n'espéreroient pas autant de bien qu'ils en souhaittoient, pendant qu'ils seroient epouventés de ce que toutes leurs résolutions sont connues par les *François*.

Dans cet estat d'incertitude & d'immaturité, la Chambre s'adjourna jusques au *Mercredy* matin à 9 heures, ayant auparavant ordonné des Commissaires pour s'assembler l'après midi & travailler à la Bill du rappel des sujets de S. M. qui estoient au service de la *France*: ce qu'ils firent, & preparerent la Bill.

Mercredy 23 May 1677.

S. M. fit avertir la Chambre de le venir attendre à la *Chambre du Banquet à White-hal*, où il leur parla en ces termes.

Messieurs

Je vous ay fait venir icy pour prevenir des soupçons dans lesquels j'apprens que quelques-uns sont prests de tomber, savoir que je vous assemblois pour employer l'argent à d'autres effets que vous ne le destiniés. Je vous assure sur la parole d'un Roy que vous ne vous repentirés point de vous estre fiés en moy en ce qui regarde la sûreté du Royaume, & desire que vous soyés persuadés, que je n'veux pas perdre le credit que j'ay auprès de vous: mais il ne m'est pas possible, ainsi.

ainsi que je vous l'ay desja dit, de parler ou d'agir d'une maniere à obtenir l'effet de vos adresses, sans mettre le Royaume en de plus grands dangers : c'est pourquoy je vous declare encore une fois, que je ne veux point hazarder ma propre sureté & la vostre, que je ne sois en meilleure posture, & en estat de protéger mes sujets & d'attaquer mes ennemis.

Je vous assure que depuis vostre derniere separation, je n'ay pas manqué un jour à travailler à tout ce qui peut contribuer à vostre protection, & je vous dis franchement que ce ne sera pas ma faute, mais la vostre, si l'on ne pourroit pas suffisamment à vostre sureté.

Les Communes estant retournés à leur Chambre, & la harangne y ayant esté lue, ils prirent aussitost resolution de l'examiner, & peu après arrestèrent d'ordonner des commissaires de toute la Chambre, afin de debatre cette matiere plus à fond, plus librement & plus regulierement.

Le Secretaire & autres proposerent de secourir le Roy, avouant qu'il ne pouvoient pas forcer la Chambre, & qu'Elle pouvoit faire ce qu'elle voudroit; mais que s'ils esperoient qu'on fist des alliances & qu'on leur en fist part, il falloit auparavant 600000 l. pour faire les preparatifs, le Roy ayant déclaré que sans ce secours il luy estoit impossible de parler ou d'agir conformément à leurs adresses, à moins que d'exposer le

Roy.

Royaume en de plus grands dangers. Ils ajoutèrent que le Roy avoit droit de faire la guerre, la paix & les alliances, comme la Chambre de donner de l'argent; qu'il ne pouvoir obtenir de l'argent sans eux, ny eux des alliances sans luy; que le Roy avoit examiné cette affaire, & que son opinion estoit, qu'avant que de vouloir & pouvoir publier ses alliances, il avoit besoin de cette somme pour estre en estat d'en soutenir & d'en avancer les fins, qu'autrement nostre foiblesse & nostre disette paroistroient à tout le monde.

Qu'il estoit vray, comme on avoit fort bien remarqué, que la demande & l'accord d'un subside pour ce sujet, allarmeroient autant les *François* que la conclusion d'une alliance; mais qu'ils serviroient aussi à la defense du pays; qu'un fouet allarmera une beste farouche, sans dérober l'homme à sa furie; mais qu'une épée allarmera une beste & nous protégera à mesme temps contre elle.

Qu'on favoit que le Roy se laisseroit plutôt depouiller jusques à la chemise, que de trop exposer le Royaume; qu'il avoit desja & faisoit équiper 44. vaisseaux, mais qu'ils seroient distribués en plusieurs lieux pour servir de convoy &c. qu'ils avoient besoin de 40. autres navires pour en faire un corps; qu'il estoit difficile de trouver des mariniers,
 plu;

plusieurs d'eux s'estant mis au service des *François*, des *Hollandois* &c. que le Roy souhaitoit d'en faire presser.

Que le Roy n'avoit eu aucun avantage du credit des 200000. l. assignées sur l'acise des 3. ans; qu'il avoit fait courir toute la ville pour emprunter de l'argent des bourgeois; que Monseigneur le Maire avoit repondu qu'il avoit tâché de servir le Roy en cette occasion, mais qu'il supplioit S. M. de ne point dependre de la ville pour cela.

Plusieurs autres, un peu differens, dirent à ce propos, qu'il falloit considerer ce cas comme toutes les lettres, patentes, proclamations &c. du Roy, que s'il s'y trouvoit quelque chose contre la loy & la raison, les Jurisconsultes & les Cours de justice l'estimoient nul, & le mettoient au rang des choses que le Roy ne doit ny dire ny faire: *Car le Roy ne sauroit faire tort à personne*; mais son Conseil le peut, desorte que nous devons envisager les harangues & les messages du Roy comme des productions de son conseil, & que s'il y a quelque défaut, il faut en rejeter la faute sur ses Conseillers, & soutenir que le Roy ne l'a jamais dit; qu'une contribution d'argent par avance n'est point nécessaire pour bien negotier & conclurre des alliances, quelque soit sur ce point l'opinion du Conseil du Roy; qu'elles pouvoient estre proposées
&c.

& acceptées par les entremises des Ministres Etrangers, mesme sans envoyer d'Ambassade d'icy, & que quand il en faudroit une, il n'estoit point necessaire de faire des dépenses extraordinaires.

Que des alliances peuvent estre faites sur le champ, & l'argent peut estre aussitost accordé ; que si elles se faisoient aujourdhuy, l'argent seroit delivré demain, & toutes les fois que l'occasion le requerrait.

Qu'il n'y a point lieu d'apprehender qu'on ne trouve point d'argent pour ce sujet ; qu'autrement leur extravagance voudroit entretenir une guerre.

Que l'argent qui avoit desja esté accordé au Roy, estoit suffisant pour tous les preparatifs qui se peuvent faire avant la conclusion des alliances.

Que 40. vaisseaux de nostre costé, joints au secours des *Hollandois*, estoient sur mer une bonne defense contre les *François*, sur tout leurs forces estant dispersées en *Sicile*, dans les *Indes Occidentales* &c. que dans le Traité de la *Triple Alliance* il fut stipulé que les *Anglois* & les *Hollandois* fourniroient, chacun de son costé, 40. vaisseaux, & ce nombre fut censé suffisant pour cet effet.

Que s'il estoit besoin de 40 vaisseaux deplus, on les feroit bastir ; que 600000. l. suffisoient pour entretenir & payer bien pen-

pendant toute une année l'ouvrage des charpentiers ; & qu'il faudroit peu d'argent pour les mettre en mer , si cela estoit necessaire.

Que voila tous les preparatifs qu'on sauroit imaginer ; que si l'on entend , par preparatifs , munir le pays de forts & de garnisons , murer les villes &c. 6. millions n'y suffiront pas , mais que nostre force & nostre defense consistent dans nostre flotte ; que le sujet de la dispute d'aujourd'hui est d'aussi grande consequence qu'il y en eut jamais en Angleterre , quisqu'il regarde nos biens , nostre religion & nos privileges ; que la porte du costé de France , doit estre fermée & gardée ; parcequ' aussi longtemps qu'elle sera ouverte , il y a lieu de craindre que nostre tresor & nostre trafic ne se glisse dehors ; & que la religion Françoisse ne s'insinue icy , que c'est à present nostre saison , puisque s'il nous doit arriver du mal , il en arrivera en quelque temps après le commencement de la guerre , mais moins à present.

Que les François ne nous sont pas à present bien redoutables , ny dangereux ; que nous devons seulement prendre garde d'agir si bien que nous n'ayons pas lieu de les apprehender ny de nous desesperer , quand ils auront fait la paix avec ces peuples dont nous negligons l'alliance ; qu'autrement nostre misere seroit grande & en sa maturité.

Que

Que la puissance & la police du Roy de *France* sont extraordinaires, & que les influences de l'argent tournent autour de luy.

Qu'ils sont rejouis de remarquer par ce qu'ils ont oui dire au Roy & de sa part, que S. M. s'accorde avec eux sur la fin, & qu'ils esperent qu'Elle sera persuadée de l'équité des moyens, qui sont de faire & de poursuivre ces alliances, sans lesquelles ils ne sauroient rendre à eux mesmes ny à ceux qu'ils representent, raison des subsides qu'ils accorderoient.

Qu'ils ont fait plusieurs requestes touchant quelques ministres du Roy, leur conduite &c. sans en avoir vu de fruit; qu'ils ont presque continuellement jusques à cette heure envoyé en *France* du secours tiré hors de l'*Angleterre*, soldats, poudre, provisions, artillerie &c. que sans penetrer dans cette matiere, ni savoir combien les ministres y ont agi ou connivé, ny parler de plusieurs autres particularités, ils sont obligés de dire qu'à moins que les ministres ou leurs esprits ne changent, ils ne sauroient leur confier de l'argent, quoy qu'ils protestent qu'ils n'ont pas intention de les accuser ou d'entreprendre quelque chose contre eux, mais de leur proposer plustost un moyen facile par lequel le passé soit mis en oubly, & eux puissent recevoir les remerciemens du peuple: *Savoir*, qu'ils taschent de

de disposer le Roy à recevoir & à suivre les avis de son Parlement.

Qu'ils croyent que la poursuite de ces alliances est le seul bon usage auquel leur argent puisse estre employé ; que par conséquent ils desirent avant que de le donner, d'estre assurés qu'on l'appliquera à cet usage, sans que de mauvais conseils le fassent divertir ailleurs.

Que ce sont les avis salutaires & meurs du Parlement, & non pas des conseils obliques ou d'autres de mesme nature, qu'il faut recevoir & suivre pour mettre en execution ces grands projets aux quels le Roy & le Parlement se sont resolus.

Que de donner l'argent avant la conclusion des alliances, n'est point necessaire ny à propos, puisque ce seroit une belle occasion de faire depenser inutilement & devant qu'il en fust de besoin, ce qui nous servira merueilleusement lorsque nous serons obligés de nous defendre contre la France.

Que ce seroit une faute semblable à celle que l'on fit sous le feu Roy, laquelle semble avoir esté faite en intention de ruiner ce bon Prince; qu'il avoit par les soins & la fidelité de l'Evesque *Juxton* & autres obtenu & amassé une grosse somme d'argent avant la rebellion d'*Ecosse*; que les Ecossois s'estant revoltés en 1639. on resolut de mettre sur pié une armée de terre, ce qui estoit

cf.

effectivement nécessaire ; mais que la résolution que l'on prit d'équiper plusieurs vaisseaux du premier rang, comme il parut par les écritures de l'Office du Chev. *Robert Longs*, & l'on peut encore voir, si les papiers ne sont point perdus, n'a pu avoir d'autre but que de depenser l'argent du Roy, puisque l'amirauté d'*Ecosse* n'est pas assez considérable à présent, & l'estoit encore moins alors, pour luy opposer de si grandes forces ; que si c'estoit seulement pour ruiner leur commerce & empêcher le secours par mer, il falloit diviser, & appliquer la charge d'un de ces grands vaisseaux à l'équipage de 5 ou 6 de moindre grandeur, chacun desquels pouvoit en ce cas rendre autant de service qu'un des plus grands, & tenir plus longtemps la mer.

Qu'il est constant, qu'ils ne peuvent estre en sureté, à moins que la puissance des *François* ne soit bridée, ce qui ne se sauroit faire sans s'allier avec d'autres Etats ; que la question est, si la conjoncture presente y est propre ; qu'elle l'est, puisqu'il y a une heureuse confederation contre les *François*, qui ne subsistera jamais mieux que par notre participation, & estant une fois rompue, ne se recouvrera & ne se rejoindra pas aisement ; que les conjonctures presentes favorisent leurs avis, & qu'il est tres à propos de commencer cet esté, le *François* estant maintenant engagé & occupé en plu-

plusieurs endroits, au lieu qu'il pourra nous attaquer l'hyver, lorsque les troupes seront retirées dans leurs quartiers.

Que pour les Citoyens qui n'avancent point d'argent sur le credit accordé depuis peu au Roy, l'on lait qu'il n'a point esté demandé dans les formalités ordinaires; que Monseigneur le Maire & peutestre quelques *Aldermen* qui tous ensemble ne font point le corps de la Cité, avoient sourdement envoyé chez quelques citoyens pour favoir s'ils vouloient bien prester de l'argent, de quoy l'on ne prit point ou peu de connoissance, cette conduite n'estant point conforme à l'usage ordinaire, puisqu'en tel cas la coustume est, que quelques Seigneurs du Conseil Privé se rendent au conseil commun qui represente le corps de la Cité, & y fassent la proposition.

Deplus que les Citoyens ont generallement fait la mesme demande qu'eux, si l'on avoit fait des alliances; qu'ils ont dit que si elles estoient faites, ils avanceroient de l'argent; qu'autrement ils ne voyoient aucune raison d'en donner.

Que *Philippe* Second du nom, Roy d'Espagne, faisoit une observation dans son testament, imprimé depuis par Monsieur, où il remarque la vanité de quelques Princes qui aspirent à la monarchie universelle; que cette pretention fait paroistre tous les autres hommes pour des ennemis; que
l'am-

l'ambition les aveugle, & les empesche de faire reflexion sur leur propre experience ; que cette observation demontre ce que peuvent entreprendre des Princes qui ont cette vanité, & que le moyen d'arrester & de rompre leurs desseins, est de faire une alliance universelle.

Que *Philippe* Second estoit tres capable de faire cette remarque, le dessein que les *Espagnols* avoient conçu de la monarchie universelle, ayant peri entre ses mains, parce principalement que les *Anglois* & les *Hollandois* s'estoient joints ensemble.

Dans la suite de cette dispute, ces Gentils-hommes proposerent de presenter leur avis au Roy pour faire une ligue offensive & defensive avec les *Hollandois* contre la *France*.

On fit une objection specieuse contre cette proposition, que les *Hollandois* traitoient desja avec la *France* ; & qu'il y avoit apparence qu'ils saigneroient du nez, feroient à part une paix pour eux, & laisseroient les autres engagés dans la guerre avec la *France*.

A quoy l'on repondit, qu'il n'y avoit pas lieu d'apprehender cela, les *Hollandois* connoissant bien leur interest, & leur avantage estant, aussi bien que le nostre, de brider la puissance des *François* ; qu'il leur estoit plus seant de dire, si l'*Angleterre* qui est exposée au mesme danger, ne nous assiste point,

point, nous traiterons avec les *François* sous les plus avantageuses conditions que nous pourrons recevoir, y ayant encore une piece de terre entre la *France* & nostre pays.

Mais qu'en cas que les *Anglois* s'allient avec les *Hollandois*, ces derniers n'auront pas la moindre raison d'abandonner la cause commune.

Qu'on remarque dans le peuple, & non dans la Cour d'*Angleterre* une grande disposition à les secourir; que si l'on reconnoist que la Cour s'allie sincerement avec eux, elle obligera infiniment le peuple.

Qu'en 1667. lorsque les *Hollandois* estoient en paix & dans l'abondance, lorsque la *Flandres* leur estoit un meilleur rempart, les *François* n'y ayant pas penetré si avant, & lorsque l'administration de leurs affaires estoit entre les mains de *Jean de Witt*, ennemy inveteré de la Couronne d'*Angleterre*, leur interest les gouverna pourtant si bien qu'ils entrerent dans la *Triple Alliance*, & en observerent exactement les conditions, pour arrester les progrès de la puissance des *François*; qu'ainsi estant à present affoiblis & epuifés par cette guerre, & ayant besoin de nostre secours, les *François* s'estant approchés de plus près pour s'emparer de leur pays, la puissance de *France* ayant fort augmenté au peril de leur trafic & de leur navigation, & leurs affaires estant maintenant gouvernées par le Prince d'*Orange*,

range, Prince du sang Royal d'*Angleterre*, ils ne pourront renoncer à une alliance qu'ils auront faite avec nous contre nostre ennemi commun.

On proposa de faire une ligue offensive & defensive avec les *Espagnols* & les *Hollandois*, & d'autres alliances convenables avec le reste des Confederés : mais celle qui regardoit l'*Espagne* en particulier, fut pour la raison suivante retractée & rejetée par tous les Membres : Nous voulons faire la principale alliance avec l'*Espagne*, parcequ'ils sont les propriétaires des *Pays Bas*, pour la preservation desquels nous avons fait des adresses, que nostre principal trafic se fait en *Espagne*, & que les *Espagnols* sont de bons & vrayes amis : mais ils sont trop éloignés, & nous ne savons point si leurs Ministres ont icy ou à *Brusselles* plein pouvoir de traiter, & d'attendre jusqu'à leur retour de *Madrid*, c'est faire l'œuvre de l'Eglise, tandis qu'une prompte expedition nous est nécessaire.

C'est pourquoy ils firent leur adresse pour une ligue particuliere & expresse avec la *Holande*, & une generale avec les *Espagnols* & les autres Confederéz.

La Chambre estoit alors extraordinairement nombreuse, & passa l'adresse d'un commun consentement, n'y ayant eu que deux voix negatives.

Il y avoit plus de particularités qu'à l'ordinaire.

dinaire destinées à estre mises dans l'adresse; mais il n'y eut point de contestation sur cela.

La resolution fut telle.

Resolu.

Qu'une adresse sera présentée au Roy, afin qu'il plaise à S. M. de traiter une ligue offensive & defensiva avec les Estats Generaux des Provinces Unies, & de faire telles autres alliances avec les Confederez qu'Elle jugera à propos, pour arrester les progres de la puissance des François & preserver les Pays Bas Espagnols; & que des Commissaires seront deputés pour preparer l'adresse, avec les raisons pour lesquelles la Chambre ne peut point consentir à la demande du Roy, pendant que les alliances ne seront point conclues, & pour montrer la necessité de faire au plutost des alliances, & pour assurer S. M. qu'au plus tost que ces alliances seront faites, on luy donnera de temps en temps de prompts & considerables secours pour les maintenir & en avancer les fins.

L'Orateur s'estant rassis, & le rapport estant fait, la Chambre y consentit, & ordonna des Commissaires.

Ils s'adjournerent jusques au Vendredy d'après l'Ascension. Dans l'Interim les Commissaires s'assemblerent & preparerent l'adresse suivant l'ordre cydessus marqué, dont voicy une vraye copie.

Avec la permission de vostre tres
excellente Majesté,

„ **N**ous les tres humbles & tres fideles su-
 „ jets de V. M. les Communes assembles
 „ en ce present Parlement , après avoir se-
 „ rieusement deliberé sur le favorable di-
 „ scours de V. M. la supplions de croire, que
 „ nous avons beaucoup de regret de ne pou-
 „ voir pas accorder presentement l'assistance
 „ qu'il a plu à V. M. de nous demander, par-
 „ ceque nous considerons que ce n'est pas
 „ la coustume du Parlement , de fournir de
 „ l'argent pour les frais de la guerre, ou
 „ pour executer des alliances, qu'on ne les
 „ ait premierement fait connoistre au Par-
 „ lement : ce qui se prouve assez par les deux
 „ guerres qu'on a eues avec les Estats Ge-
 „ neraux depuis l'heureux reestablissement
 „ de V. M. & par la ligue qui fut conclue au
 „ mois de *Janvier* 1668. pour la conserva-
 „ tion des Provinces des Pays Bas de l'obeis-
 „ sance du Roy d'*Espagne*, sans qu'il soit
 „ besoin d'affliger V. M. par des circonstan-
 „ ces de plus vieille date. Nous apprehen-
 „ dons que si nous nous departions de cet
 „ usage, cela ne fust de dangereuse conse-
 „ quence pour l'avenir, bienque la bonté
 „ de V. M. nous donne une grande assurance
 „ pendant son regne , que nous prions Dieu
 „ de vouloit faire durer long temps.

Ces

„ Ces confiderations furent caufe que
 „ dans la derniere adrefle que nous prefen-
 „ tafmes à V. M. devant notre derniere fe-
 „ paration, nous marquions que nous e-
 „ ſperions qu'à notre retour V. M. nous fe-
 „ roit la grace d'en faire ouverture au Par-
 „ lement, afin que la paſſion que nous avons
 „ d'aſſiſter V. M. à procurer le grand bien,
 „ dont nous avons tres humblement ſup-
 „ plié V. M. ne rencontraſt point d'obſtacle,
 „ eſtant entierement perſuadés de la neceſ-
 „ ſité de faire & d'entretenir les alliances
 „ que nous avons inſtamment ſollicitées par
 „ notre derniere adrefle, & que nous ju-
 „ geons eſtre de ſi grande importance pour
 „ la ſureté de V. M. & du Royaume, qu'à
 „ moins d'eſtre infideles à V. M. & à ceux
 „ que nous representons, nous ne pouvons
 „ nous diſpenſer d'y inſiſter en toutes ma-
 „ nieres, ſuppliant tres humblement V. M.
 „ de vouloir faire une ligue offenſive & deſenſi-
 „ ve avec les Eſtats Generaux des Provinces
 „ Unies des Pays Bas pour ſ'oppoſer à l'agran-
 „ diſſement du Roy de France, & pour la con-
 „ ſervation des Provinces des Pays Bas de l'obeiſ-
 „ ſance du Roy d'Eſpagne, comme auſſi telles
 „ autres alliances avec d'autres Confederez que
 „ V. M. jugera à propos pour parvenir à ce but.
 „ Et afin de haſter cette bonne œuvre, nous
 „ prenons la liberté de representer à V. M.
 „ les raiſons ſuivantes.

„ Que ſi par le moyen de ces alliances

„ se trouvoit engagé dans la guerre contre
 „ le Roy de *France*, les sujets de V. M. en
 „ souffriroient le moins, puisque c'est en
 „ cette saison de l'année qu'ils ont le moins
 „ d'effets en *France*.

„ Que bienque nous ayons sujet de croi-
 „ re que la puissance du Roy de *France* est à
 „ craindre pour V. M. & son Royaume, s'il
 „ a le temps de nous inquieter, nous ju-
 „ geons neantmoins que le grand nombre
 „ d'ennemis qu'il a presentement sur les
 „ bras, joint à la situation du Royaume de
 „ de V. M. & à la concorde de vostre peuple
 „ à ce regard, le soin, qu'il plaist à V. M.
 „ de prendre des affaires de la Marine, & le
 „ credit qu'Elle a acquis par l'Acte du Parle-
 „ ment qui continue l'augmentation des
 „ imposts pour 3 ans, rendront ces allian-
 „ ces fort considerables, en attendant que
 „ nous mettions V. M. en estat de poursui-
 „ vre le but de ces alliances & de garentir
 „ son Royaume.

„ Que le danger & la grande depense,
 „ dont les Royaumes de V. M. seroient in-
 „ dispensablement chargés, monteroient
 „ à un haut point, si par faute de temps &
 „ manque de resolution & de l'assistance
 „ qu'on recevroit de V. M. en cas qu'Elle se
 „ joignist aux Estats Generaux des Provin-
 „ ces Unies & aux autres Alliés, lesdits E-
 „ tats, ou bien quelcun des autres Princes
 „ Alliés, venoient à faire l'hyver prochain
 ou

„ ou plutoſt, paix ou treve avec le Roy de
 „ France (& il faut avouer, que ce n'eſt que par
 „ une grace particuliere de Dieu envers nous, que
 „ cela ne s'eſt point encore fait,) puis que cela
 „ arrivant, V. M. ſeroit obligée de s'oppo-
 „ ſer avec les autres Alliés, & meſme peut-
 „ être toute ſeule, à la puiſſance du Roy
 „ de France, qui depuis tant de tems a ſi heu-
 „ reuſement reſiſté à un tel nombre de puiſ-
 „ ſans adverſaires; & puis qu'il continue de
 „ pouſſer toujours plus loin cette grande
 „ puiſſance, il doit paroître bien dange-
 „ reux & redoutable à ſes voiſins; vu qu'il
 „ a pu opprimer un des Alliés avant que
 „ les autres ſe fuſſent joints, & ayent eſté en
 „ eſtat de luy reſiſter. Et ſ'il eſtoit aſſez
 „ heureux pour faire la paix avec quelcun
 „ des Alliés, ou pour mettre de la diviſion
 „ entre eux, quand meſme l'on pourroit
 „ eſperer de reconcilier les eſprits, à quoy
 „ il n'y auroit gueres d'apparence, ce ſeroit
 „ une affaire de ſi longue haleine & ſi rem-
 „ plie de difficultés, que les Royaumes de
 „ V. M. demeureroient cependant expoſés
 „ au danger.

„ Après nous eſtre ainſi acquittés de no-
 „ tre devoir, en faiſant voir à V. M. les dan-
 „ gers qui menacent V. M. & le Royaume,
 „ & le ſeul remede dont il nous ſemble
 „ qu'on ſe peut ſervir pour les prevenir. &
 „ pour mettre en repos les eſprits du peu-
 „ ple de V. M. qui en ſont effrayés, & en

„alleguant quelques unes des raisons qui
 „qui nous ont mus à presenter sur ce sujet
 „cette adresse & les precedentes, nous
 „supplions très humblement V. M. de vou-
 „loir bien serieusement considerer cette
 „affaire, & de prendre sur ce sujet des re-
 „solutions, qui ostent à d'autres Princes le
 „pouvoir de frustrer vos sujets du bonheur
 „dont ils jouissent sous le gracieux regne
 „de V. M. que nous supplions d'estre assu-
 „rée, que quand il plaira à V. M. de noti-
 „fier ces alliances au Parlement, nous
 „nous trouverons obligés, non seulement
 „d'effectuer la parole & les assurances qui
 „ont esté renouvelées par toutes les voix
 „de la Chambre complete, mais aussi de
 „faire voir le zele & l'affection de ceux
 „que nous representons, & l'interest que
 „nous avons de pourvoir à la sureté de nous
 „tous, en donnant de temps en temps à
 „V. M. avec bien de la joye, des secours
 „si grands & si puissans, qu'ils puissent en-
 „ticrement mettre à couvert, moyennant
 „la grace de Dieu, l'honneur de V. M. &
 „la sureté du peuple.

„Ce que nous soumettons tres hum-
 „blement à la grande prudence de V. M.

Vendredi 25 May 1677.

LE Chevalier *Jean Trevor* rapporta dudit
 Committée l'adresse, comme elle avoit
 esté

esté faite par les Commissaires, & on la lut.

Sur quoy l'on proposa de l'agrée; mais avant que de le faire, la Chambre se partagea.

Il fut remarqué & objecté, qu'il n'y estoit exprimé qu'une raison pour ne point donner d'argent & que cette raison estoit le défaut d'exemple; & que l'on s'estoit abusé sur une des instances alléguées à ce propos, savoir, la 1^{re} guerre du Roy contre la *Hollande*, puisque les 1250000 l. avoient esté accordées devant la declaration de la guerre.

Mais il fut repondu que quand la declaration n'auroit point precedé l'accord de l'argent, (ce que l'on peut pourtant revoquer en doute) il estoit toutefois constant que la guerre mesme & de grandes hostilités commencerent avant la donation. Quelquesuns dirent qu'on pouvoit alleguer d'autres raisons contre l'octroy de l'argent avant les alliances; mais qu'il estoit plus à propos de les taire: ils dirent seulement en general, qu'il n'estoit pas juste de donner de l'argent devant qu'il y eust un changement, qu'ils ne vouloient pas dire de Conseillers, mais de Conseils, & qu'un sincere traité de ces alliances estoit la meilleure demonstration de ce changement puisque l'egarement de cet interest & de ce devoir estoit un détour qui nous eloignoit du vray che-

min , & que le retour nous redressoit dans la bonne voye.

Un Gentil-homme produisit & lut la harangue du Roy faite le *Lundy 10 Fevrier 1677.* où il est principalement fait mention de la ligue qu'on appella la *Triple Alliance*, apresque la *Suede* y fut entrée.

Messeigneurs & Messieurs.

„ Je me rejouis de vous voir pour vous
 „ dire que j'ay fait dans cet espace de temps
 „ ce que je m'assure qui vous plaira, puis-
 „ qu'il tourne à l'honneur & à la sureté de la
 „ Nation. J'ay fait une ligue offensive &
 „ defensive avec les *Estats des Provinces U-*
 „ *nies* , & de plus une ligue pour une effica-
 „ ce mediation de paix entre les deux Cou-
 „ ronnnes, dans laquelle ligue le Roy de
 „ *Suede* a offert par son Ambassadeur d'en-
 „ trer comme un Principal. A vostre der-
 „ niere assemblée je ne vous parlay point de
 „ m'aider, quoyque je fusse surchargé de
 „ dettes que j'ay contractées par la derniere
 „ guerre : mais pour le present, l'estat de
 „ nos Voisins & les consequences de ces
 „ nouvelles alliances m'obligent de mettre
 „ en mer cet esté une flotte considerable, de
 „ bastir plus de grands vaisseaux , & de
 „ fortifier nos ports. J'ay desja commencé
 „ moy mesme : mais si vous ne me four-
 „ nissés bientost un nouveau secours, je ne
 „ seray point capable de subvenir à ces ne-
 „ cess-

„cessités. C'est pourquoy je vous prie instamment de prendre cette affaire en une sérieuse & prompte deliberation.

Ce qui montre que la vraye coustume & pratique est, que les Rois communiquent les alliances qu'ils ont faites, avant que de demander du secours pour les maintenir.

Ainsi l'exception fut abandonnée.

Mais la grande objection qui fut faite contre cela, regarde ce mesme endroit de l'adresse, où l'on supplie S. M. de faire une ligue offensive & defensive avec les *Hollandois*, & avec les autres Confederés telles alliances qu'elle jugera à propos.

Ceux qui furent contre cette particularité de l'adresse, representerent.

Que c'est une usurpation des droits de faire la paix, de denoncer la guerre, & de traiter des alliances, lesquels appartiennent à S. M. & ce qui est pis, est la distinction qu'on met entre les *Hollandois* & les autres Alliés, par laquelle donnant des ordres exprés à S. M. touchant les *Hollandois* & remettant les autres à sa discretion, cela luy peut donner de l'ombrage, comme s'il ne fera rien en cecy que par vostre permission.

Que les anciennes barrieres qui sont entre le Roy & le peuple, ne doivent point estre rompues; que ce pouvoir est de ce peu de

choses entierement reservées à la Couronne; que les Parlemens sont bien assemblés pour traiter de *Arduis*; mais luy, de *quibusdam Arduis*, cela est sans exemple.

Que le mariage des personnes de la famille Royale est une chose particulièrement reservée au Roy comme celuy de la Dame *Arrabella* en est un temoignage; que la Reine *Elisabeth* se sentit vivement piquée de ce que le Parlement proposoit de la marier, & dit qu'ils faisoient bien, ne nommant point la personne, mais que s'ils la specifioient, cela estoit insupportable; qu'ils designoient presentement la personne avec qui S. M. devoit s'allier.

Que s'ils alloient si loin, ils pourroient enfin faire le traité eux mesmes & proposer au Roy de le signer; que par les voyes dont ils se servoient, ils vouloient faire faire au Roy une chose tres malseante; qu'estant Mediateur à *Nimegue*, il estoit contre son honneur de se declarer à mesme temps pour un parti, que l'on croyoit que la Maison d'*Autriche*, quoy qu'elle envoyast des pleins pouvoirs pour la paix, ne se porteroit jamais à la conclure; que c'estoit une conduite absurde, de divulguer ainsi ce en quoy il falloit garder publiquement le *decorum*.

Que ce seroit au Roy le moyen d'estre obligé de recevoir des Confederés les conditions les moins avantageuses, car le voyant

ant si importuné & pressé de faire des alliances , ils se relacheront de ces offres avantageuses qu'ils sont autrement contrainsts de faire.

Qu'ils assuroient que S. M. consentiroit enfin aux desirs de la Chambre , & ne doutoient point qu'Elle n'agist par les voyes qu'ils souhaittoient ; mais qu'on ne devoit point entreprendre sur ces prerogatives ; que cette sorte de procedure ne feroit rien obtenir du Roy , & mesme que cela estoit capable de luy faire rejeter l'adresse.

D'un autre costé plusieurs disoient.

Que nous devons considerer que nous sommes sur la question d'agréer l'adresse que nos Commissaires ont faite par nostre ordre.

Qu'ils ne l'ont pas faite , soit pour la chose , ou pour la maniere , comme nous leur avons ordonné , nous la pouvons rejeter : de sorte que la seule raison pour laquelle nous ne l'agréerions pas , est qu'ils n'auroient pas observé les mesmes mots & la substance de nostre ordre ; ce qu'ils ont pourtant observé avec exactitude.

Que toute la Chambre estant complete , consentit le *Mercredy* à cette adresse , ny en ayant eu que deux qui y contredirent , & personne ne disant ny mesme ne pensant qu'elle choquoit les prerogatives du Roy , &

que partant il sembloit estrange qu'on en fist aujourd'hui la grande objection & question.

Que l'on ne touche du tout point aux prerogatives du Roy ; que nous ne faisons ny ne pretendons faire des alliances ; que nous offrons seulement nostre avis sur ce sujet ; que nous laissons le reste au Roy ; qu'il luy est permis de les faire ou de ne les pas faire ; que nous n'entreprenons pas plus sur les droits du Roy que toute personne peut faire , & fait sans doute le Conseil Privé sur cette occasion , que si cela est permis au Conseil Privé , pourquoy non au Grand Conseil ; que cette maniere de parler fait purement consister les prerogatives du Roy , à n'estre point conseillé par son Parlement.

Qu'il y a plusieurs exemples de pareils avis, que des liguees ont esté faites par l'avis du Parlement , & ratifiées en Parlement , sous les regnes d'Edouard III. de Richard II. & sur tout de Henry V. & particulièrement avec *Sigismond* Empereur & Roy des Romains , & qu' Henry V estoit un Prince genereux qui ne permettoit point qu'on l'offençast.

Qu'en la 18 année du regne du Roy *Jacques* le Parlement conseilla au Roy d'entrer en guerre, *Rushw. Coll.* 36, 41, 42, 45, 46. & que nous nous pouvons souvenir de l'avis que nous avons donné pour entreprendre

dre la premiere guerre de *Hollande*; que de faire des alliances est moins que de faire la guerre.

Que quand il n'y auroit point d'exemple sur ce cas particulier, l'objection seroit encore nulle, les cas d'avis ne pouvant estre bornés par aucun exemple, s'il y a un nouveau cas, qu'un Prince s'allie dans la mesme guerre avec un autre Prince desja trop puissant; & que la paix s'estant faite lorsque cette trop grande puissance a paru, on n'a pas laissé d'envoyer continuellement à ce second Prince du secours tiré des terres du premier, nonobstant tous les avis & toutes les adresses qu'on a faites au contraire.

Qu'il est vray, comme il a esté objecté, que les Communes ont quelquefois evité de donner leur avis sur des declarations de guerre &c. qu'on leur proposoit; que cela n'emporte point un défaut de droit de s'en mesler, mais plustost le contraire; qu'il est constant que dans tous les siecles les Rois ont desiré & tasché d'engager le Parlement à conseiller la guerre &c. qu'ils estoient en temps de guerre obligés de secourir le Roy jusques à l'extremité, mais que par une sage prevoyance ils agitoient quelquefois l'affaire, de peur de s'engager plus qu'ils ne vouloient ou ne devoient.

Que depuis que S. M. fait à *Nimegue* l'office de Mediateur pour une paix generale, il y a bien de la raison à specifier les alliances, com-

comme nous avons fait , & le pourrions demonſtrer ; que nous ſommes éloignés de ſoupirer après ces alliances qui ſe peuvent-faire par & avec une paix generale ; mais que nous deſirons au contraire des alliances qui puiſſent nous delivrer de cette paix dangereuſe & formidable, ou dumoins nous garantir de ſes mauvais effets.

Que ſans doute les Confederés offriront d'honorables & avantageuſes conditions ; que leur neceſſité eſt trop grande pour heſiter à prendre cet avantage ; qu'ils n'eſtimeront pas moins cette alliance , parcequ'elle aura eſté faite par l'avis du Parlement , qu'au contraire ils la conſidereront bien davantage , comme ayant eſté faite par le Roy avec l'avis & l'applauſſement de tout le peuple aſſemblé en Parlement.

Que nous ne pouvons ſuppoſer que notre procedure envers S. M. Rush.Col. prejudicie à noſtre adreſſe, ou 171, 172, la faſſe mal reüſſir, puisqu'elle 177, 178. le eſt particulièrement à l'avantage du Roy , en ce qu'elle nous oblige de ſecourir le Roy en toutes manieres durant tout le cours de cette affaire ; car ſi le Roy avoit fait des alliances plus generales , & telles qu'on puſt juger & dire que ces alliances n'eſtoient point celles qu'on avoit deſſein de faire , on pourroit pren-

prendre cette occasion pour une excuse de ne point fournir cy après de l'argent au Roy; au lieu que par nos alliances nous serions formellement, etroitement & particulièrement obligés à cette contribution.

Que nous considérons qu'une grande partie d'un temps pretieux s'est ecoulé depuis nos adresses sur ce sujet, & que n'en voyant point de fruit, principalement de la dernière, nous avons sujet d'apprehender qu'on se soucie peu de nos remontrances; que c'est la maniere ordinaire d'agir en ces sortes d'occasions, qu'il nous est propre & naturel de parler plus expressement & particulièrement, & de dire à S. M. que nostre pensée est de faire une ligue offensive & defensive, & que de nous vouloir persuader que nous devons faire des adresses en termes plus generaux, est nous persuader que comme nous n'avons rien fait pendant dix semaines, nous ne ferons rien encore.

Que puisqu'il a plu à S. M. dans son dernier message & sa dernière harangue de demander 600000. l. pour repondre aux desseins de nos adresses, & de nous assurer que l'argent ne sera point employé à d'autres usages qu'à celui auquel nous le destinerons, il nous est tres permis de declarer ouvertement l'usage & les fins auxquelles nous le voulons appliquer, desorteque cela peut estre concerté & clairement compris de tout
le

le monde ; que partant c'est bien fait de déclarer expressement ces alliances , que nous ne croyons pas que d'autres alliances méritent cette somme , & qu'en même temps nous promettons & assurons à S. M. que nous luy fournirons cette somme & encore plus, si elle entre dans nos desseins.

Que nous n'avons aucun sujet d'apprehender que S. M. s'offense de ce que nous luy conseillons de faire ces alliances ; que nous avons présenté plus d'une adresse pour faire des alliances contre les progrès & le pouvoir du Roy de France ; que S. M. les a reçues , admises , & y a répondu sans y mettre d'exception ; & que si nous pouvons supplier pour des alliances contre un Prince ou Estat particulier , pourquoy non avec un Prince ou estat particulier , ce dernier droit n'appartenant pas moins au Parlement que le premier ?

De plus que bienque nous sachions que les exemples formels favorisent nostre pretention , outre nos commissions par escrit de traiter de arduis & urgentibus Regem , Statum & defensionem Regni & Ecclesiæ Anglicanæ concernentibus , & les declarations generales du Roy contenues dans la harangue imprimée , neantmoins s'il est honneste & necessaire d'avoir la permission & l'agrément de S. M. avant que d'entrer dans ces sortes d'affaires & d'y proceder de la maniere que nous avons fait , nous pouvons dire que

que nous avons trop observé cette mesure ; car quiconque examinera nos précédentes adresses , les réponses & les messages de S. M. sur ce sujet , se persuadera que S. M. nous a engagé & encouragé à le faire , & que ce qu'Elle espere & voudroit obtenir , n'est point de limiter & d'empêcher nos avis , mais d'ouvrir & d'élargir nos presens : Que S. M. semble vouloir bien recevoir nos avis , & se contenter d'un secours & d'une somme d'argent suffisante ; ce qu'estant prêts de luy fournir , nous luy présentons sur l'usage de ces subsides nos avis clairement & définitivement , *Afin de prévenir ces méintelligences & ces soupçons à quoy S. M. dit qu'elle a trouvé des personnes fort disposées , comme si on ne nous assembloit que pour obtenir de l'argent de nous , & l'appliquer à d'autres usages qu'à ceux auxquels nous l'avons destiné.*

Qu'assurement le conseil de ces alliances joint à l'assurance que nous donnons à S. M. de la mettre aussitôt en bon estat de les maintenir , est le seul moyen que nous avons de consentir à sa dernière harangue : car ces liguees suivies & soutenues par ces subsides , sont les seules voyes de mettre S. M. au meilleur estat de défendre ses sujets & d'attaquer ses ennemis ; que partant il n'y aura point de faute tant de la part , de S. M. que de la nostre , mais qu'on aura suffisamment pourvu à sa sûreté & à la nostre.

Que

Que jointque la resolution contraire est la pire, ce seroit une tres mauvaise chose de ne pas faire l'adresse pour cette ligue particuliere, puisque nous l'avons resolu, que nostre intention estant de consoler, de rassurer & d'animer les *Hollandois* &c. nous la devons passer *Mercredy*; & que puisqu'on en a connoissance dans les pays Estrangers, si nous l'exposions à une dispute publique, cela engendreroit de grands soupçons, & decourageroit les Alliés; qu'il n'est point permis de retracter ce qu'on a ordonné.

Qu'on disoit que cela estoit necessaire, mais que ce n'estoit pas tout ce qui est necessaire: car posé (ce qui n'est point croyable) que la *France* pût estre persuadée de restituer la *Lorraine*, la *Flandres*, l'*Alsace* & les autres pays conquis, sommes nous en sureté? Non. il a trop de mains, & trop d'argent, & cet argent luy est fourni d'icy en grande quantité, un million sterling par an. Il le faut abaisser autantque nous pourrons par nos propres forces & par celles de quelques Alliés: il le faut appauvrir: il faut ruiner le commerce de *France*; cela nous mettra hors d'inquietude, fera refleurir nostre pays & donnera repos à nostre Roy.

Après cette longue dispute, la Chambre vint à la question, si cette particularité d'une ligue offensive & defensive avec les *Hollandois* ne seroit point retranchée de l'a-

l'adresse: sur quoy la Chambre se partagea, 142. furent pour l'affirmative, & 182. tinrent la negative, desorteque 40. voix de plus firent que cellecy tiendrait.

La mesme question fut alors remise sur le tapis pour l'agrément de l'adresse avec les Commissaires, laquelle passa en affirmative par le consentement general de la Chambre.

On ordonna, que les Membres de la Chambre qui estoient du Conseil Privé de S. M. suppleroient le Roy de dire quand il luy plairoit que la Chambre l'attendist pour luy presenter l'adresse.

Mr. Powle rapporta du Committée les changemens qu'on avoit faits à la Bill pour le rappel des sujets de S. M. qui estoient au service de la France, laquelle fut lue & agréée par la Chambre, & l'on ordonna de grossoyer la Bill avec les changemens.

La Chambre alors s'adjourna jusques au lendemain.

Samedy matin 26 May 1677.

LA Chambre estant assemblée, le Secrétaire *Coventry* la vint avertir que le Roy vouloit recevoir leur adresse à 3 heures après midy.

La Bill pour le rappel des sujets de S. M. &c. estant grossoyée, fut lue pour la 3 fois & passa. L'abregé du contenu de la Bill estoit. Que

Que tous & chacun des sujets naturels de S. M. qui serviroient encore après le 1^{er} du mois d'*Aoust* prochain dans les troupes du Roy de *France*, seroient incapables de posséder des terres, de tenir des fermes & d'hériter, recevoir aucun don, grace ou bienfait, d'estre executeurs ou administrateurs de testament, & estant convaincus seroient censés coupables de felonie, sans pouvoir jouir du bienfait du Clergé, lequel crime ne pourroit point estre pardonné par S. M. ny par ses heritiers ou successeurs, mais seulement par acte du Parlement, dans lequel de tels Criminels seroient particulièrement nommés.

Que cette declaration touchoit aussi ceux qui après le 1^{er} May 1678. demeureroient en service dans les troupes navales de *France*.

Que pour ce qui est de la prohibition de l'offence & d'encourir les susdites peines, l'acte n'auroit vigueur que durant deux ans; mais que les procédures & l'execution s'en pourroient aussi bien faire en tout temps que durant les deux années contre les violateurs de cet acte.

Il fut alors ordonné que Mr. *Powle* porteroit cette Bill aux Seigneurs, & les feroit à mesme temps souvenir d'une Bill Pour arrêter plus efficacement les progrès du papisme, qu'ils avoient envoyée à leurs Seigneuries devant *Pasques*: ce qui fut aussitost executé.

Aussi-

Aussitôt que cela fut ordonné , on proposa plusieurs autres Bills pour estre lues &c. Mais les Membres generalement repondirent : *Non : Nous ne voulons proceder qu'aux affaires de la France & du papisme.* Ils s'adjournerent ainsi jusques après midy , lorsqu'ils attendirent le Roy à la Chambre du Banquet à *Whitehall* pour luy presenter leur adresse. Luy ayant esté présentée , il repondit que c'estoit une affaire de grand importance & qui meritoit un long examen ; qu'il la considereroit & leur rendroit reponse aussitôt qu'il le pourroit.

La Chambre ne fit autre chose que de s'adjourner jusques au *Lundy matin*.

Lundy 28 May 1677.

LA Chambre estant assemblée , le Secrétaire *Coventry* leur vint dire que le Roy les attendoit à la Chambre du Banquet.

Où estant arrivés , le Roy leur fit un discours sur le sujet de leur adresse. Ce discours tendoit à prevenir les mesintelligences & les soupçons. S. M. le lut sur le papier , & le donna à l'Orateur : Elle dit encore quelque chose touchant leur adjournement.

La Harangue du Roy estoit conçue en ces termes.

Messieurs,

Si je pouvois me taire , j'aymerois mieux le faire que de vous parler de choses dont il vous convient si peu

si peu de vous mesler. & qui sont une partie de vostre adresse, où vous donnés une telle atteinte aux droits de la Couronne, que je suis assuré qu'on ne trouvera point d'exemple dans tous les siècles, à moins qu'on ait esté en guerre ouverte, où l'on ait si dangereusement empiété sur les prerogatives de faire la paix ou la guerre.

Vous ne vous contentés pas de demander que je fasse des ligues qui tendent à la sureté du Royaume, mais vous me prescrivés aussi quelles sortes de ligues il faut faire, & avec qui je les dois faire, & de la maniere que vostre adresse est couchée, il semble que vous donniés plustost la permission, que de me presenter requeste à ce que je fasse telles autres alliances qu'il me plaira avec les autres Confederés.

Pourrois je souffrir que ce droit fondamental de faire la paix & la guerre, fut envahi de cette maniere, quand mesme ce ne devoit estre que pour une fois; comme aussi que le Parlement me prescrive la maniere & les circonstances des ligues? Aucun Prince ny Estat ne pourroit plus croire que la souveraineté de l'Angleterre reside en la Couronne. Je ne puis m'imaginer que je me pusse faire reconnoistre aux Princes Estrangers que comme un Roy Titulaire. C'est pourquoy vous pouvés vous assurer qu'aucune consideration ne me fera abandonner une si essentielle partie de la Monarchie. Je veux croire, & m'assure mesme de la Chambre des Communes, que ce n'est pas vostre intention d'en tirer ces pernicieuses consequences.

Ce sont en peu de mots les raisons pour lesquelles je ne puis aucunement approuver vostre adresse, & bien que vous m'ayés refusé l'assistance qui est nécessaire pour obtenir le but que vous vous y proposés, je vous declare encore que comme depuis la dernière assemblée. j'ay fait tout ce qui a esté en mon pouvoir, je m'appliqueray encore de toute ma puissance à faire voir au monde, en quelle recommandation j'ay la sureté & la satisfaction de mon peuple, bien que ce ne puisse pas estre avec le mesme avantage pour luy, que si vous y contribuyés de vostre assistance.

Ayant achevé ce discours il leur signifia qu'il les adjourneroit jusques au 16 Juillet.

Sur la lecture de cette harangue, on dit que la Chambre des Communes fut grandement estonnée, tant de ce que leurs procédures estoient si souvent interrompues au nom de S. M. de qui ils avoient coustume de recevoir de si constans temoignages de sa bonté & affection Royale, & qu'ils croyoient aussi meriter bien; qu'à cause de tant de vieux & recents exemples de la mesme nature, & que quand il n'y en auroit point, tous les degrés de nécessité les contraindroient par leurs obligations envers le Roy & la Nation, d'entrer dans cet estonnement. Plusieurs Membres s'offrant modestement pour parler, furent continuellement interrompus par l'Orateur, qui soutenait qu'après qu'il a plu au Roy de signifier

fier l'adjournement, il n'y a plus liberté de parler: quoy qu'il soit certain que dans la Chambre des Seigneurs l'adjournement fut en mesme temps proposé à la Chambre suivant les formes ordinaires, & que la question fut mise en debat, & que l'adjournement fut prononcé par eux mesmes: en effet tous les adjournemens, excepté ceux qui se font par commission speciale sous le grand sceau, sont & ont toujours esté un acte fait par la propre autorité des Chambres. Nonobstant cela, plusieurs Membres desirant d'estre ouïs; l'Orateur sans mettre la question en debat, eut de son propre chef la hardiesse de prononcer que la Chambre estoit adjournée jusques au 16 *Juillet*, & se levant s'avança jusques au milieu de la place au grand estonnement de la Chambre qui voyoit un violement si inoui de leurs privileges essentiels. Mais ce qui lesestonna encore davantage dans la suite, fut que tandis qu'on defendoit d'imprimer pas une de leurs transactions ou adresses pour le bien public, & que toutes les copies ecrites à la main en estoient supprimées avec autant de soin que des libeles, ils trouverent ce cruel discours publié parmy les nouveaux livres du jour suivant, dans lequel on taschoit de les faire passer & icy & dans les pays Estrangers, pour des desobeïssans & des refractaires qui avoient perdu tout respect à S. M. Ils furent ainsi bien recom-

compensés de leur demangeaison de perpétuer leur seance & leurs actions, le Parlement estant venu à un si haut point de mépris qu'il estoit mis dans la gazette parmy les coupeurs de bourse, les serviteurs, les chiens perdus, les chevaux égarés & les brigands. ●

Ainsi finit la seconde assemblée de ce Parlement, qu'on peut aussi appeller simple congregation, l'un ou l'autre me paroist tout un : mais de quelque nom qu'on la puisse appeller, & quelqu'irregularité qu'ils ayent commise en d'autres choses, il faut avouer que cette Chambre, ou Grande des Communes a mérité des louanges pour s'estre si vigoureusement opposée à l'établissement du papisme, en rejetant les deux Bills des Conjurés, qui avoient pour titre.

I. Acte pour affermir plus seurement la Religion Protestante par l'éducation des enfans de la famille Royale dans cette Religion, & pour pourvoir à la continuation d'un Clergé Protestant.

II. Acte pour une plus efficace conviction & recherche des Papistes Recusans. Ils méritent encore des louanges de ce que dans plusieurs adresses ils ont voulu arrêter les progrès & rabatre le pouvoir de la France. Leurs débats sur ce sujet cy devant rapportés démontrent suffisamment qu'il y avoit par-

my eux des gens de grand mérite, qui entendent bien l'intérêt de la Nation & le peuvent avancer lorsqu'il leur vient à propos.

Car qui ne recommande point la chasteté, & n'investive point contre l'impudicité, tandis que son rival jouit de sa maîtresse ?

Mais d'un autre côté ce pauvre souhait de se perpétuer ces avantages qu'ils avoient déjà dévorés en espérance, & après lesquels ils respirent encore, les rend si abjects, qu'ils sont devenus les esclaves des Conjurés, étant nécessaire pour entretenir leur continuation, qu'ils fassent & souffrent des choses si basses & si contraires à l'esprit de la Nation, que tout homme jureroit qu'ils ne sont plus une Chambre des Communes d'Angleterre. Cette faiblesse a fait aussi que la Chambre des Pairs, étant contigue à la leur, a donné les mains à l'ébranlement du gouvernement : car si les Communes avoient tenu ferme, il auroit été impossible que deux hommes, tels que les Seigneurs, Noir & Blanc, *Trerise* & *Frechmel*, quoique personnes d'une ample fortune, d'une intelligence extraordinaire, & d'un courage proportionné, eussent eu la hardiesse de faire emprisonner 4 Seigneurs pour avoir parlé contre leur sentiment, & de réduire sous leur servitude tous les

les Pairs du Royaume. Des gens moins considerables auroient encore bien moins pris cette liberté.

Ils s'assemblerent encore au jour destiné, savoir le 16 juillet. La supposée Chambre des Communes fut si contente, & se trouva si bien sous la protection de ces frequens adjournemens qui sembloient confirmer de plus en plus leur titre au Parlement, qu'il perdirent entierement le souvenir de la maniere injurieuse dont ils avoient esté traités dans la gazette, ou que s'il leur en restoit quelque ressentiment, ce ne fut pas l'occasion de le decouvrir: car S. M. leur ayant fait savoir par le Secretaire *Coventry* qu'il les vouloit encore adjourner, leur Mr. *Seymour*, l'Orateur decedé, ne voulut souffrir aucune procedure. Un honorable Membre requerant modestement qu'on lust l'ordre par lequel ils estoient adjournés, il interrompit & luy & celuy qui secondoit sa proposition: car à la derniere assemblée il avoit gagné un exemple d'adjourner la Chambre par sa propre autorité & sans mettre la chose en question, & auroit esté bien fâché de ne le pas continuer: aussi comme un juge infallible qui a autorité sur les conseils, il declara *Ex cathedra* sans autre façon, qu'ils estoient adjournés jusques au 3 Decembre prochain, & au mesme instant il frappa du pié contre terre & s'en alla: j'estois sur le point de dire, qu'il foula à ses

piés les privileges & les coustumes du Parlement : mais de quelque maniere que la chose soit , il le fit sans temoigner aucun respect du à une assemblée reglée , dont il estoit luy mesme un officier servant.

Cependant les 4 Seigneurs demeuroident prisonniers dans la Tour , esperant d'estre mis en liberté dumoins par voye de prorogation ; & il y avoit sujet d'en esperer une , puisque la clause des grains qui retranchoit *Communibus annis 55000. l.* des Coustumes du Roy , estoit par l'acte du Parlement sur le point d'expirer.

Ces frequens adjournemens ne permettent point de douter , qu'ils ont esté calculés pour donner aux *François* plus de temps d'achever leurs conquestes , ou pour tenir les Seigneurs en prison jusques à l'accomplissement des desseins des Conjurés : & il est moins probable que l'un de ces deux points soit faux , que les deux ensemble en soient les veritables causes : si bien que les Seigneurs , s'ils avoient esté pris en guerre , auroient pu estre rachetés à meilleur marché , qu'estant dans leur prison. Lorsqu'après avoir si longtemps attendu , ils ne virent point de fin à leur captivité , ils commencerent à croire que la procuration de leur liberté meritoit presqu'autant de soin que les autres en prenoient pour y perseverer ; & chacun d'eux se servit des moyens qu'il jugea les plus propres.

Le Comte de *Shafsbury* ayant en vain recouru à la faveur de S. M. ressortit par un *Habeas corpus* au *Kings-Bench*, lieu constant de la residence de la justice du Roy : mais les 12 juges agissant plutoſt ſuivant leurs patentes que leur juridiction, le mirent parmi les reſtes : le Chevalier *Thomas Jones* luy fit double juſtice, en repondant & pour ſoy & pour ſon frere *Twisden* qui eſtoit abſent & n'avoit jamais oui le ſujet de la cauſe.

Le Duc de *Buckingham*, le Comte de *Salisbury* & le Seigneur *Wharton* eurent la fortune plus favorable que luy en recourant à S. M. par requête, ſur laquelle ils furent elargis, ſe ſervant de l'occafion d'une evaſion honorable, puisqu'il n'y avoit point lieu d'eſperer une reparation dans les formes. Des perſonnes ingrates les peuvent reprendre de n'avoir pas enduré plus longtems, ne conſiderant point combien ils avoient ſouffert. Ce leur eſt aſſez d'honneur d'avoir eſté Conſeſſeurs, ſans eſtre Martyrs comme le Comte de *Shafsbury*, pour les privileges de la Nation Angloiſe & la Religion Proteſtante. C'eſt encore aſſez pour inſpirer de l'envie à ceux qui voudroient avoir l'honneur de leur conſtance.

Il reſte ſeulement à dire que devant la ſeance appointée au 3 Decembre, S. M. fit publier une proclamation, où il ordonnoit que les Membres qui eſtoient aux environs de la ville s'adjournaffent juſques au 4

Avril, sans attendre ceux qui estoient plus éloignés: ce qui ayant esté déjà pratiqué, ne parut pas si estrange que dangereux, les *François* ayant encore le loisir d'accomplir les desseins qu'ils avoient sur la *Flandres*; avantque la Nation trouvast la moindre occasion de presenter ses avis à S. M. pour prevenir ces dangers qui parurent si grands qu'on ne le sauroit exprimer. Ces mots, *Que la Chambre s'adjourne elle mesme*, furent tres bien reçus par ceux des Communes qui s'imaginoient rentrer par là dans les droits que Mr. *Seymour* avoit usurpés sur eux. Mais estant probable qu'en revenge de cela il desiroit de se conserver une jurisdiction qu'il avoit deux fois envahie, & d'ajouter à la Couronne cette fleur de sa propre semence, Mr. le Secrétaire *Coventry* apporta le 3 *Décembre* une lettre de S. M. dont l'effet estoit contraire & la force moindre que celle de la Proclamation, savoir, *Que les Chambres fussent adjournées jusques au 15. Janvier 1677.* Immédiatement après la lecture de la lettre, Mr. *Seymour* refusa à un honorable Membre de parler, mais agissant brusquement il les adjourna de sa propre autorité pour la 3 fois, sans mettre la chose en debat, quoyque le Chevalier *J. Finch* fut accusé du crime de haute trahison pour l'avoir entrepris en la 3 anuée du regne de *Charles I.* Tout ce qu'on peut dire pour son excuse, est qu'en la 3 année du regne du feu
 Roy

Roy la constitution du Parlement estoit conforme aux lois, au lieu qu'icy Mr. Seymour semblable à un *Sheriff* renvoye & separe une assemblée de bons garçons. Ils ont esté en cette maniere jettés d'adjournement en adjournement, comme du haut d'un escalier en bas, & quand ils sont venus à un terme, on les a encore jettés, n'ayant pas eu l'esprit de sortir hors de la porte.

Il est temps de fixer une periode, si non à leur conduite, du moins à nostre narration. Si une prorogation faite contre les lois, ny trois adjournemens defectueux qui n'ont point d'exemple, ne les peuvent pas dissoudre, ce Parlement est immortel; ils peuvent perpetuer leur séance sans l'autorité de S. M. & il est moins dangereux de dire avec le Capitaine *Elfdon*, *Si rebellio evenerit in Regno, & non accideret fore contra omnes tres Status, non est rebellio.*

Tout ce que j'ay dit jusques icy, a eu pour but la decouverte de la conspiration qu'on trame contre nostre religion & nostre gouvernement: si le rapport est veritable, il estoit plus que temps de la faire connoître; mais s'il y a dans ce discours quelque chose de fausement avancé, quiconque le montrera, obligera le publique & l'auteur, qui sera bien aise de voir le monde convaincu du contraire, quoy qu'au prejudice de sa reputation. Mais il en va bien autrement; il est impossible qu'un homme

K. 5.

qui

qui reflexhit sur ses pensées, lise cette relation sans observer beaucoup d'autres choses de la mesme nature, & faire des additions à plusieurs circonstances qui ne sont touchées qu'imparfaitement. On objectera peutestre que si l'on veut représenter le secours donné à la *France* avec toutes les couleurs de l'envie, on doit faire aussi la mesme chose à l'égard de la *Hollande*, y ayant un nombre considerable des sujets de S. M. à leur service: ce qu'on n'a pourtant point fait. On repond que l'on fait bien avec quelles difficultés & quelles peines, ils ont passé en *France*, y estant transportés comme des malfaiteurs, & lorsqu'ils y ont esté, quel soin on a pris pour les rendre aussi utiles que les autres à l'exécution du dessein; que de ces 3 regimens, deux, pourvu que le 3 n'ait pas esté mis sur le mesme pié, ont esté obligés de recevoir des officiers papistes & de voir licentier les protestans. Dailleurs quand l'auteur auroit omis cette particularité en faveur de son sujet, il l'a suffisamment recompensée en passant sous silence une si grande quantité d'objections qui se pouvoient faire pour le sujet qu'il traite: par exemple: L'abandon que S. M. a fait des interets de son Neveu durant tant d'années pour se lier avec les ennemis des *Hollandois* & des *Anglois*: Bien d'autres particularités des pilleries & des cruautés que les *François* ont exercées sur
mes

mer contre les sujets de S. M. lesquelles continuent encore & sont tolerées sans en demander seulement réparation: Leurs infames supercheries & insolences, & particulièrement touchant les affaires de S. M. Ces incidens arrivés parmy les Estrangers, qui pouvoient estre eclaircis par plus de vieux & nouveaux exemples: Les perpetuelles irregularités d'icy & les injustices qui se commettoient de terme à terme par ceux qui administrent la justice entre S. M. & son peuple: Cette recherche par tout le Royaume pour trouver des gens, qui tiennent les principes d'une monarchie absolue, & qui *flechiroient le genou il devant Baal* dans l'esperance d'acquérir des commissions ou des charges: Ce qu'on a depouillé de leurs emplois ceux qui dans une corruption si universelle taschoient de vivre honnestement & de s'acquitter fidelement de leurs charges: La revolte de plusieurs personnes considerables; tant hommes que femmes, à la Religion Romaine, comme s'ils entroient par couples, mondes & immondes, dans l'*arche* de cette Eglise, pas plus pour leur salut que pour leur interest temporel: l'etat du Royaume d'Irlande, la description duquel requiert tout un volume: La pente de tous les affaires & de tous les conseils vers une revolution: Enfin cette grande faveur & prevoyance de sa Sainteté à nous preparer depuis plusieurs années un

Cardinal Anglois semblable au Cardinal Poole pour nous donner une *Benediction absolue* & nous recevoir dans l'*Obeissance Apostolique*.

Nous sommes arrivés au 4 Acte de la piece, & la premiere representation qui s'ouvrira, peut estre *Rome* ou *Paris*, & mesme l'on y assiste comme des spectateurs oisifs, & l'on donne encore de l'argent pour voir jouer sa propre tragedie. Il est vray que par les soins de S. M. & de nostre eglise, sous une providence particuliere de Dieu, la conspiration a reçu de frequentes atteintes : mais ce n'est icy que comme dans le jeu où bienque le filou perde durant quelque temps par l'habileté ou par la bonne fortune du bon joueur & quelquefois à dessein de l'engager davantage, il faut qu'enfin la tromperie l'emporte, à moins qu'elle ne soit decouverte, & quand une fois la beste devient bien grosse, elle attire infailliblement à soy tout ce qui est sur la table.

Si l'Auteur avoit etendu tous ces points dans leurs egards particuliers avec plusieurs autres chefs, que le respect defend de circonstantier, il est manifeste qu'il y auroit une occasion suffisante de blasmer le but de son ouvrage : cependant il prevoit qu'il fera repris des deux costés pour avoir suivi cette methode. D'un costé les uns espereront de voir les personnes nommées, au lieu qu'il

qu'il fait seulement connoître le fait & laisse les malfaiteurs à ceux qui ont l'autorité de les punir. Certes ç'a esté son dessein de donner instruction, & non pas de devenir delateur, afinque ceux contre lesquels il a seulement une inimitié publique, & non une animosité privée, puissent obtenir des Ministres d'estat le privilege de se repentir un jour, & d'expier par une action signalée toutes leurs precedentes offenses. Mais quiconque se plaist à la chasse, n'est pas bon veneur, s'il ne connoist le giste de la beste par les qualités de son excrement.

D'un autre costé les autres (comme ils font sur tous les livres qui tendent à decouvrir leur conspiration) représenteront ce discours comme s'il parloit trop contre le gouvernement. car depuis quelque temps, aussitostque quelcun est parvenu à un employ par de mauvais moyens, & s'y maintient par de pires, il est desormais le gouvernement, s'il plaist à la destinée, & pretend d'estre sacré pour des actions criminelles. Ce sont là ces hommes qui sont les libeles vivans contre le gouvernement, & qui, parceque la loy decharge le Prince sur ses Ministres, font, s'ils sont en danger d'estre chargés publiquement de leurs crimes, plaider ou plutost accuser son autorité pour leur propre justification. leur ingratitude est mesme si impudente, que comme

K 7

ils

ils le mettent pour titre à leurs crimes, ils s'attribuent à eux mesmes ses vertus, comme si tout ce qui est bien fait & une pure emanation de sa bonte Royale, procedoit de leurs conseils, exposant ainsi S. M. s'il leur estoit possible, à la haine & autant qu'il est en eux, posant cette haine entre le Roy & l'affection que le peuple a pour luy. car se sentant incapables de reussir dans un bon gouvernement à cause de leur mechanceté, ils n'ont point d'autre moyen de se maintenir que de nourrir des soupçons entre un peuple tres fidele & son gracieux Souverain. Mais celivre quoyque d'une nature extraordinaire, comme le cas le requiert, & exposé aux calomnies des personnes interessées, n'a esté escrit que par un pur esprit de fidelité & de soumission envers S. M. & dans le dessein que Dieu empesche qu'il ait d'autre effet que celui de fermer la bouche de toute iniquité & flatterie, afin que S. M. ayant connu la maladie, puisse par son attouchement medicinal y appliquer le remede : car l'auteur est si éloigné d'avoir quelque mauvaise opinion de S. M. ou de l'inspirer aux autres, qu'il avoue que s'il estoit convenable à la femme de *Cesar* d'estre libre de tout crime & soupçon, il l'est encore plus à *Cesar* mesme. Concluons donc par cet endroit de nos Communes Prieres, *De toute conspiration secrete &c.*

Delivrés nous, Seigneur,

P R O :

P R O C E S

D E

Mr. HARRINGTON

A

L'occasion de ces troubles.

LE pere de Mr *Harrington* a beaucoup souffert pour le service de S. M. & du Roy son pere, & luy mesme n'est pas moins loyal que son pere, dont il a les mesmes sentimens, comme plusieurs personnes de qualité & de grande consideration le savent bien, & sont & ont toujours esté prests d'en rendre temoignage. Il a aussi beaucoup d'inclination pour l'ancien gouvernement, les lois & les privileges de cette Nation, & est entierement resolu, à quelqu'estat que la providence de Dieu le reduise, de s'exposer aux dernieres extremités pour maintenir & defendre nostre gouvernement, nos lois, & nos privileges. Il a esté dans cette reputation jusques au mois de Mars 1677. sansque personne ait en aucune maniere revoqué en doute sa fidelité. Il trouva alors par hazard deux Ecoffois revenus depuis peu de France, qui se plaignoient qu'on les avoit saisis en *Ecosse* pour aller au
ser,

service de la *France*, & qu'il y avoit plusieurs centaines de leurs compatriotes, qui avoient aussi bien qu'eux, esté forcez de quitter leurs maisons, leurs femmes & leurs familles, & mis comme des galériens dans les prisons publiques, sans permettre à leurs amis & parens de les venir voir, & transportés de là au service du Roy de *France*: ce qui estoit directement contraire à la requête du Parlement, à la reponse que S. M. y avoit faite, & à la proclamation du Roy.

Mr. *Harrington* fut tres rejoüi de cette rencontre & de cette deposition, s'imaginant avoir de quoy rendre un service considerable au Roy & au Parlement, & non seulement de donner occasion d'arrester toutes ces nombreuses levées qui se faisoient tous les jours dans le Royaume, pour estre conduites en *France*, & contribuer à l'augmentation de sa gloire & de sa puissance, ce qui tournera peuteestre à nostre ruine, comme l'apprehendent les personnes vertueuses & judicieuses; mais encore de faire decouvrir ces mechans ministres, qui sans le consentement & à l'insceu de S. M. osent se servir des maisons publiques du Roy contre son interest, ses intentions & ses declarations, & d'exercer du moins sur ses sujets une aussi grande autorité que permet la loy dans les plus funestes occasions qui concernent la Couronne: c'est pourquoy il les
pre-

presenta à quelques Membres considerables de la Chambre des Communes, à qui ils firent d'eux mesmes la mesme declaration: mais les affaires extraordinaires de la Chambre Basse estoient si grandes, que ces soldats ne purent point estre appellés dans le temps convenable. Mr. *Harrington* faisant alors reflexion sur la pauvreté & la basse condition de ces Ecoissois, & sur le pouvoir & le credit de ceux que la declaration regardoit, & jugeant que si ce delay leur donnoit moyen de gagner ces soldats ou de les obliger à se retirer, il seroit exposé aux effets de leur ressentiment, & en danger d'estre accusé de quelque mauvais dessein, pria ces Ecoissois de mettre par escrit toute la deposition qu'ils avoient faite & à luy & à ces dignes membres du Parlement, & de prendre sur cela leurs *Affidavits* en presence d'un Maistre de la Chancellerie.

Il croyoit n'avoir rien fait en tout cela qui ne meritaist recompense, & estoit bien assuré qu'il n'avoit dans toute cette affaire peché contre aucune loy. Cependant il fut aussitost arresté par un sergent, mené devant le Roy & le Conseil, & accusé d'avoir suborné ces Ecoissois, & de les avoir porté à inspirer de mauvais soupçons du gouvernement de S. M. & quoyqu'il ne fust pas bien traité par Monseigneur le Chancelier, & extremement mal par Monseigneur le Tresorier, qui invectiva fort & luy dit plusieurs

fleurs paroles offençantes, que quelque liberté de parler fust due à sa qualité, & que rien de tout ce qu'ils disoient, n'estoit vray ny ne pouvoit estre prouvé, neantmoins il se comporta avec toute sorte de respect envers S. M. & garda toutes les mesures d'honnesteté envers leurs Seigneuries. Mais nonobstant son innocence il fut sur la garantie du Chevalier *Joseph Williamson* mis en prison dans la Tour de *Londres*, où il ne put obtenir une copie de son emprisonnement, ny plume, ny ancre, ny papier, ny la liberté de voir ses amis ny quique ce soit pour prendre avis sur la maniere dont il devoit faire voir son innocence. On le logea sur la fosse de la *Tour*, & la situation de ce lieu luy engendrant de dangereuses maladies, on ne permit point qu'il fut visité d'aucun medecin ny d'aucun ecclesiastique. Après tant de souffrances ce ne fut qu'avec de grandes difficultés qu'il fit tenir une requeste à la Chambre des Communes qui le firent venir à leur Barre, où il crut avec humilité qu'il avoit entierement satisfait la Chambre, & l'avoit convaincue que son affaire n'estoit autre que ce qui en a esté cydevant dit. Mais s'estant retiré, par quels moyens le Chevalier *Jeseph Williamson* obtint-il de la Chambre qu'elle ne se mesleroit plus de l'affaire de Mr. *Harrington*, & le laisseroit remener en prison pour y demeurer comme il avoit fait?

fait ? Il n'y a que l'honorable Chambre qui le sache : mais l'on fait que tout ce que Mr. *Williamson* ou d'autres ont pu alleguer contre luy , n'a point paru valable sur son *Habeas corpus* : car le 1 jour du premier terme son Conseil presenta requeste pour cet escrit , qu'il obtint , suivant quoy il fut mené devant le juge , & la cause de son emprisonnement ayant esté mis sus , le rapport fut la seule pretendue subornation susdite : cependant la Cour le condamna à donner une caution de 4000 .l. pour paroistre le dernier jour du terme : ce qu'il fit , & l'on informa contre luy pour certaines paroles qu'on pretendoit qu'il avoit dites depuis environ 9 mois : si bien que la subornation de ces Ecoffois pour troubler le gouvernement de S. M. & autrestelles accusations du Cheval. *Joseph Williamson* contre luy , pour lesquelles il avoit esté si long temps tenu en prison au grand prejudice de sa santé & de son bien , parurent extrêmement vaines & de fausses depositions telles qu'elles l'estoient.

Sur les perquisitions du proces , un nomme *Elsden* de *Lime* en la Province de *Dorset* fit des depositions , mais au nom d'un nommé *Geare* , qui estoit alors en Province , ses dettes l'empeschant de paroistre ; mais on luy manda de venir par un messenger qu'on luy envoya exprés , pour soustenir ses instructions. Quand *Geare* fut venu , il de-

declara, (comme Mr. *Harrington* en a esté averti & est prest de le prouver) qu'il ne se souvenoit plus des mots particuliers de l'entretien qu'il eut avec luy, y ayant desja longtemps, & sa memoire s'estant affoiblie par une apoplexie qu'il avoit eue depuis peu à la teste; sur quoy Mr. le Procureur General refusa de pendre information. Cependant la deposition fut poussée si loin, qu'on en vit bientôt l'effet: ordre fut donné pour le procès, & Mr. *Harrington* avoit engraisié son Conseil, lorsqu'on donna encore ordre de différer le procès, à moins que Mr. *Harrington* ne consentist à l'amendement de l'information. Un *Noli Prof.* ne fut delivré pour la premiere information qu'au commencement du dernier Terme de *S. Michel*, & l'on fit une seconde information, en laquelle pour retrancher la niaiserie de prouver exactement les paroles, elles furent traduites en *Latin*: ce qui est d'une consequence très dangereuse & pernicieuse, & quand mesme les siècles précédens fourniroient des exemples pour le justifier, comme il arrive rarement que les mauvaises choses manquent d'exemple, peu de siècles ayant eu le soin de rechercher & de condamner ce qu'il y a de mauvais, cela seroit encore contre la raison & la pratique usitée depuis plus de cent ans, & ne pourroit estre justifié par aucun exemple, puis qu'il n'y a point de langue, dont la translation

tion en une autre ne puisse par plusieurs manieres de parler, recevoir différentes constructions : desorteque l'introduction de cette pratique est un sujet de tres grande consideration & consequence.

Outre tout cela, les choses furent tellement gouvernées à l'Office & au Bureau de la Couronne, qu'on refusa à Mr. *Harrington* une copie des noms de ses Jurés, & qu'ils n'en put obtenir aucune : le *Venire* ne revint point jusques au matin devant le procès, & quoyqu'après le retour du *Venire* son affaire devinst une affaire de fait, & que cela ne doive point estre refusé aux sujets de S. M. on ne voulut point l'accorder à Mr. *Harrington*. A son procès qui se poursuivit à *Guild-Hall* le 3 Decembre devant le Seigneur Chef de Justice *Rainsford*, il y eut 3 temoins, *Geare*, *Elsden* & *Ramsley*, des depositions desquels toutes les preuves furent tirées. *Geare* est un papiste, & de l'employ de charbonnier à *Ilchester* a esté amené icy pour occuper cette charge. Son pere est mort dans une extreme necessité, sollicitant pour les vieux restes & les vieilles dettes de la Couronne, & n'a laissé rien à son fils que ces pretentions : desorte qu'il n'y a pas lieu de s'estonner qu'il ait recouvert la memoire à cette consideration, & promis tout, peuteestre pour avoir quelque chose à manger : Ce *Geare* refusa de repondre aux demandes que le Conseil de Mr. *Harrington* luy fit, à sçavoir, si dans la premiere

miere information il n'avoit point dit à Mr. le Procureur General qu'il ne se souvenoit pas bien des paroles particulieres de Mr. Harrington ? & comment il s'en estoit depuis souvenu si exactement ? à quoy il refusa de repondre, disant qu'il deposoit seulement pour la cause du Roy, & que le Seigneur Chef de Justice ne l'obligeoit point de repondre.

Elsden l'autre temoin a esté un homme notoirement infame dans son pays, a du temps de Cromwell fourni des informations contre le parti du Roy, & plusieurs temoins ont assuré devant les juges que c'estoit un trompeur & un affronteur, & qu'il avoit suborné un nommé Plea à declarer par serment plus qu'il ne savoit de Mr. Harrington. Le Colonel Scot a prouvé, que cet Elsden luy avoit tres mal parlé du gouvernement, & que dans la suite du discours il luy a dit, qu'il avoit plusieurs querelles avec Mr. Harrington, qu'il vouloit en cette occasion se vanger de tout, & que luy & un chien noir qu'il avoit à la campagne, le devoreroient ; qu'Elsden luy avoit juré, qu'il ne luy tenoit si longtemps compagnie que pour le surprendre en quelques paroles qui pussent luy faire tort & causer sa ruine. Outre tout cela, Mr. Elsden depuis sa deposition contre Mr. Harrington a obtenu 200. l. par an, à prendre sur la Coustume, pour sa vie & pour celle de ses enfans. On ne peut pas dire que cette pension luy a esté particulièrement accordée
sur

sur cette considération, puisque les patentes alleguent une autre raison. *Mr. Harrington* luy souhaite de tout son cœur ce bienfait; mais il voudroit bien que son affaire avec Monseigneur le Tresorier fust arrivée en une autre saison, par ce que *Mr. Munday* a prouvé, lorsqu'on examinait le procès, que *Mr. Nichols*, Neveu de *Mr. Brown*, & principal Temoin contre luy, luy avoit assuré qu'il avoit reçu 20. guinées de Monseigneur le Tresorier, tout justement avant le temps du procès de *Mr. Brown*. *Mr. Ramsey* est presentement sergent de Monseigneur le Tresorier. Il se faisoit auparavant appeller *Ranson*, estoit un voleur de grands chemins, & estant decouvert, se cacha dans les mines de plomb du Chevalier *William Smiths* en *Derbyshire*; ayant depuis changé de nom, il tint une boutique d'ecrivain pres de *Temple Barr*, d'où il fut pour ses bonnes qualités élevé à cet employ considerable; & fut commandé par le Seigneur Tresorier pour conduire *Elsdon* dans ses depositions contre *Mr. Harrington*, lequel par un ordre special du Seigneur Tresorier devoit de temps en temps apporter par escrit les paroles qu'il avoit oui dire en compagnie. Monseigneur donna un Ordre particulier à ce *Ramsley* de signer toujours les Papiers, afin qu'il les pût reconnoistre ensuite. Ce fut une si admirable pratique que le Conseil adverse de
Mr

Mr. *Harrington* , & sur tout Mr. *Finch* , fils du Seigneur Chancelier & le Chevalier *Robert Sawyer* userent de toute leur Rhétorique pour justifier le mestier de suborneur, qu'une grande partie de l'estat Politique consistoit à encourager de si dignes personnes, & qu'ils ne devoient plus estre mis au nombre des infames , particulièrement sous la faveur de Monseigneur le Tresorier qui les employe , & sous celle de Mr. *Finch* & du Cheval. *Robert Sawyer* qui les recommandent si hautement, bien qu'ils ayent toujours esté tenus pour les plus detestables de la Nation , & que l'audace de leur conduite tende au renversement de la societé humaine.

Quoyque les caracteres de ces 3 temoins fussent tres mechans, ils firent pourtant valoir leurs temoignages autant qu'il estoit possible : car Mr. *Ramsay* juroit qu'il recevoit la deposition de Mr. *Elfdon* le jour d'après que les paroles avoient esté prononcées; ce qu'il appercevoit par les endossements qu'il escrivoit de sa main le mesme jour qu'il la recevoit, & qu'il la monroit immediatement après à Monseigneur le Tresorier. Mais il faut considerer que Mr. *Elfdon* donna un registre d'autres paroles à Mr. le Procureur General, sur lequel la premiere information se fit, mesme quand Mr. le Procureur souhaitta d'alterer cette information avec le consentement de Mr.

Har-

Harrington ; & que le registre des paroles envoyé    Mr. le Procureur , & qu'il desira d'estre mises en la place des premieres , estoit different de celuy de la premiere information. Cette incertitude & cette variation ne se peuvent point accorder avec ce qu'on envoyoit les paroles de Mr. *Harrington* le mesme jour qu'il les prononçoit.

Les paroles de la premiere information estoient telles. *Nostre gouvernement reside dans les 3 estats , & de prendre les armes    moins que ce ne soit contre les 3 estats , ce n'est point rebellion.* Le Memoire que Mr. le Procureur General envoya    Mr. *Harrington* pour avoir son consentement sur l'alteration de la premiere information , estoit tel : *Nostre gouvernement reside dans les 3 estats , & si la rebellion n'est point contre les 3 estats , ce n'est point rebellion.* Le latin de la seconde information estoit conçu en ces termes : *Quod nostra gubernatio de tribus statibus consistebat , & si rebellio eveniret in Regno , & non accideret fore contra omnes tres status , non est rebellio.*

La Cour faisoit    Mr. *Harrington* quantité de questions embarrassantes , lors qu'il demanda permission de parler en sa propre cause. Le Seigneur Chef de justice *Rainsford* refusa de l'ecouter , luy disant que c'estoit le chemin de *Tyournes* , qu'il instruisist son Conseil & le fist parler pour luy :

L

quoy

quoy qu'on ne puisse & qu'on ne doive point selon la loy refuser à un sujet de parler en sa propre cause , sur tout dans les proces de cette nature , lesquels dependent presque d'une matiere de fait , si les parolles ont esté prononcées , ou non , & de quelle maniere elles l'ont esté ; ce qui contribue beaucoup à rendre des paroles seditieuses , ou non. Dailleurs en ces sortes de cas des Avocats peuvent estre intimidés , & n'oser par crainte s'exposer autant qu'il est nécessaire , pour la defense de leur client , ny presser la force de la loy de peur de déplaire à la Cour.

La difficulté où Mr *Harrington* se trouva ensuite , fut que les Gens du Roy ayant parlé & représenté pour loy aux Jurés plusieurs choses directement contraires à la loy , & ayant fort insisté sur le temoignage de *Geare* , celuy d'*Elfdon* estant laissé en arriere , Mr. *Harrington* demanda permission de parler , ayant plusieurs choses à dire pour invalider la deposition de *Geare*. Le Seigneur Chef de Justice le refusa , à moins que les Gens du Roy n'y consentissent , alleguant que personne ne pouvoit parler après eux. Cette regle en toutes sortes de cas ne peut estre raisonnable ny juste. Il est bien vray qu'il est toujours permis aux Gens du Roy de parler les derniers : mais si dans la conclusion ils alleguent aux Jurés

un endroit de la loy faussement & mal à propos, dont l'on n'a point auparavant parlé ny donné l'eclaircissement, certes il y a raison de repliquer : ou si la personne accusée se souvient de quelque chose, qui fait beaucoup pour sa justification & sa décharge, on ne doit point refuser de l'entendre. Les formalités de justice servent & doivent servir à bien régler la conduite des procez, & non pas à la perte & à l'oppression des causes des parties. Les Jurés jugerent ce cas si difficile, & si imparfait, à faute d'avoir oui ce que *Mr. Harrington* vouloit dire pour sa justification contre le témoignage de *Geare*, que peu de temps après qu'ils se furent retirés, ils revinrent & supplierent la Cour, pourvu qu'elle le jugeast à propos, de permettre à *Mr. Harrington* de produire ce qu'il avoit à dire contre les depositions de *Geare* : mais le Seigneur Chef de Justice leur tourna le dos & dit qu'il ne le permettroit point, puisque les Gens du Roy n'y avoient point consenti.

Une autre difficulté où se trouva *Mr. Harrington* & qui estoit bien grande, fut que les Gens du Roy dans leur conclusien, & le Seigneur Chef de Justice dans ses instructions aux Jurés alleguerent que comme deux temoins sont requis par le Statut pour prouver des paroles, la loy Commune n'en

sc.

requiert qu'un seul. Non seulement les Gens du Roy, mais encore le Seigneur Chef de Justice, insisterent sur ce point aux Jurés, comme si dans une information par la Loy Commune, telle que celle là estoit, ils estoient autant obligés sur le rapport d'un seul témoin de juger les paroles véritablement dites, qu'ils l'estoient sur le témoignage de deux, en cas que l'information se fît par le Statut. Il est bien vray que le Statut oblige les Jurés de prendre l'affirmative sur la deposition de deux témoins directs : mais la Loy Commune leur laisse toute liberté. Ils peuvent sur leurs consciences entre Dieu & eux mesmes tenir l'affirmative pour un seul témoignage direct ou moindre, & peuvent aussi s'attacher à la negative sur 3 témoignages directs ou plus : & dans un cas de cette nature la raison de la Loy leur apprend qu'ils doivent estre plus qu'à l'ordinaire éclaircis & satisfaits des preuves de l'accusation, avant que de tenir l'affirmative & de faire un homme criminel pour un mot, & de luy procurer sa ruine pour de pretendues paroles prononcées en l'air. De plus le Seigneur Chef de Justice ne representa point aux jurés leur devoir en ce cas, leur ordonnant seulement de considerer, si les paroles avoient esté prononcées, ou non. Les Jurés estoient persuadés que les paroles avoient esté pro-
fe-

ferées: mais ils ne le trouvoient pas encore coupable, tant à cause des circonstances du discours, que par ce que la nature des paroles leur sembloit telle qu'elles n'avoient point esté proférées par un esprit de sedition: car l'information n'emportoit pas seulement qu'il avoit dit les paroles, mais encore qu'il les avoit dites seditieusement: & certes ces paroles pouvoient en ce cas ne point souffrir cette construction. mais Monseigneur le Chef de Justice ne faisant point son devoir dans cette occasion, a pu estre la cause que les Jurés soient tombés dans cette erreur: car comment la doctrine mesme la plus fausse contre le gouvernement se peut elle avancer seditieusement dans un cas qui est arrivé, mais ne peut jamais avoir encore lieu? Quand les Jurés revinrent pour declarer leur opinion, l'on entendit dire à plusieurs d'entre eux, qu'ils n'estoient point consentans ny satisfaits de ce que le bruit & la haste de la Cour avoient resolu. Mr. *Harrington* a plusieurs temoins qui le leur ouïrent alors tenir ce discours, & plusieurs Jurés l'ont avoué depuis, & beaucoup d'entre eux sont prests de temoigner qu'ils n'ont jamais songé, si les paroles avoient esté seditieusement prononcées par Mr. *Harrington*, & que s'ils avoient cru que ce fust là la question, ils n'auroient point tenu l'affirmative.

F I N.











